

Revue de presse

Juin 2018

Sommaire

1 - RADIO – Éric Leung, invité de Jessy Michèle dans l'émission la tête de l'emploi sur Réunion 1ère, le 1er Juin 2018

Thème de l'émission : Le développement durable et l'économie circulaire

2 – RADIO – Abdoullah Lala, invité de Jessy Michèle dans l'émission la tête de l'emploi sur Réunion 1ère le 4 Juin 2018

Thème de l'émission : Le prélèvement à la source

3 – RADIO Morgane Palmieri, invitée de Jessy Michèle dans l'émission la tête de l'emploi sur Réunion 5ère le 4 Juin 2018

Thème de l'émission : le portage salarial

4 – RADIO – Danielle Gros, invitée de Jessy Michèle dans l'émission la tête de l'emploi sur Réunion 1ère le 4 Juin 2018

Thème : L'illettrisme en entreprise : <https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/emissions-radio/tete-emploi>

5 - La CPME Réunion soutient la mise en œuvre des contrats de transition écologique (CTE), paru sur Memento.fr le 4 juin 2018

6 - Avec la CPME Réunion, le Sénat se penche sur « l'ancrage local des économies ultramarines », paru sur Outremer360° le 9 juin 2018

7 – « La Cogedal et Calicoco lauréats du Trophée Entreprise & Territoire 2018 », paru le 13 juin 2018 sur linfo.re

- 8 – Diaporama Photos et article - « Les lauréats du Trophée Entreprise & Territoire 2018 », paru sur memento.fr le 13 juin 2018
- 9 – « Meeting for job à la Réunion le 21 juin 2018 », paru sur Réunionnais du monde en Mai 18
- 10 - « Les entreprises qui recrutent au Meeting for Job Réunion », paru sur Réunionnais du monde en Juin 2018
- 11 – « Trophée Entreprise & Territoire : C'est bon pour le territoire », paru dans le Quotidien du 15 juin 2018
- 12 – SPOT TV – « REUNIMER » diffusé sur Antenne Réunion en juin 2018 et à revoir sur la page facebook du Trophée Entreprise & Territoire
- 13 – SPOT TV – « CALICOCO » diffusé sur Antenne Réunion en juin 2018 et à revoir sur la page facebook du Trophée Entreprise & Territoire
- 14 – SPOT TV – « COGEDAL » diffusé sur Antenne Réunion en juin 2018 et à revoir sur la page facebook du Trophée Entreprise & Territoire
- 15 – SPOT TV – « INNOV CARRELAGE » diffusé sur Antenne Réunion en juin 2018 et à revoir sur la page facebook du Trophée Entreprise & Territoire
- 16 – SPOT TV – « Aquacole du Koloss » diffusé sur Antenne Réunion en juin 2018 et à revoir sur la page facebook du Trophée Entreprise & Territoire
- 17 – SPOT TV – « Aquacole du Koloss » diffusé sur Antenne Réunion en juin 2018 et à revoir sur la page facebook du Trophée Entreprise & Territoire
- 18 - « Participez au meeting for job », paru sur le site [entreprise Mr Bricolage.re](http://entreprise.MrBricolage.re) le 11 juin 2018

- 19 - Spot "Finale du Trophée & Territoire diffusé sur Antenne Réunion – diffusé le 15 juin sur Antenne Réunion
- 20 - « Meeting for a job : le grand oral du candidat pour trouver son futur employeur », paru sur clicanoo.re le 15 juin 2018
- 21 - « Meeting For Job » arrive à La Réunion » paru sur journal.re le 15 juin 2018
- 22 - « Les entreprises qui recrutent au Meeting for Job Réunion », paru sur wizbii.com le 12 juin 2018
- 23 - « Meeting for job débarque à La Réunion », paru sur le site de l'Université de La Réunion
- 24 - « Meeting for Job arrive à La Réunion » paru le 16 juin sur ote.re
- 25 - « Lancement du meeting for job », paru sur Imaz press le 18 juin
- 26 - « Lancement du meeting for job », paru sur Orange Réunion le 18 juin 2018
- 27 - « 230 candidats pour 150 postes à pourvoir jeudi à Saint-Gilles », paru sur témoignages.re le 18 juin 2018
- 28 - « CROWE HORWATH devient CROWE », paru dans Le Quotidien le 18 juin 2018
- 29 - « Des entreprises en lien avec le territoire », paru dans les cahiers éco du JIR le 19 juin 2018
- 30 – « Pascal Thiaw-Kine : “Le bio pour tous” », interview parue dans les pages spéciales « bio » du Quotidien du 19 juin 2018
- 31 – « Région et patrons parlent d’une même voix », paru dans le Quotidien du 20 juin 2018
- 32 – Double page dans le JIR – « Une même vision et une même ambition pour le territoire »
- 33 - « Le CESER attentif aux effets du pacte de confiance », paru dans le JIR et sur Clicanoo du 20 juin 2018
- 34 - « Plant’Péi, le label pour les plantes locales », paru dans le Quotidien du 20 juin 2018

- 35 – « Un label pour les plantes péi », paru dans le JIR du 25 juin 2018
- 36 – « La Cogedal et Calicoco lauréats du Trophée Entreprise & Territoire 2018 », paru sur freedom.fr le 20 juin 2018
- 37 – VIDEO – « Calicoco et Cogedal grands vainqueurs du prix Trophée Entreprise et Territoire » publiée sur la chaîne Youtube de O'TV le 15 juin 2018
- 38 – « L'ancrage local des économies ultramarines en colloque au Sénat », paru sur clicanoo.re le 22 juin 2018
- 39 – « La Cinor invitée à participer à une table ronde au Sénat » paru sur Imaz press le 17 juin 2018
- 40 – « Colloque sur l'ancrage local : partager les bonnes pratiques », paru dans le Quotidien du 22 juin 2018
- 41 - Economie en Outre-mer : « L'économie de proximité, clé du développement des économies ultramarines ? », paru dur Outremer 360 le 24 juin 2018
- 42 – VIDEO – « Colloque : Révéler l'ancrage local des économies ultramarines : outils et bonnes pratiques » à revoir sur le site du Sénat
- 43 – « Ancrage territorial : le modèle réunionnais présenté au Sénat (CPME Réunion) », paru sur freedom.fr le 24 juin 2018
- 44 – « Assises des Outre-Mer : Un modèle économique réunionnais partagé », paru sur Zinfos974 le 21 juin 2018
- 45 – « Un tas de cailloux dans la chaussure », paru dans les cahiers éco du Quotidien le 25 juin 2018
- 46 – « Loi Pacte et les Commissaires aux Comptes », paru dans Memento de juin 2018
- 47 – « Groupama poursuit sa révolution », paru dans Memento de juin 2018
- 48 – « Compagnie aérienne préférée », brève parue dans Memento de juin 2018
- 49 – « Vers une privatisation du greffe », paru dans Memento de juin 2018

50 – « Didier Fauchard veut “libérer les potentiels” », paru dans le JIR ECO du 26 juin 2018

51 – « Ancrer l'économie dans le réel », paru dans le JIR ECO du 26 juin 2018

52 – « Didier Robert au ministère de l'Outre-mer », paru dans le JIR ECO du 26 juin 2018

53 – « Passer de la photo à la dynamique Réelle », paru dans le Quotidien du 26.06.18

54 - « Le Président de la Région Réunion, Didier ROBERT, en déplacement à Paris », communiqué paru sur www.regionreunion.com le 25 juin 2018

55 – « Assises des Outre-mer : Didier Robert présente le modèle économique réunionnais à la Ministre des Outre-mer en déplacement à Paris », communiqué paru sur www.regionreunion.com le 25 juin 2018

56 – « L'économie de proximité, clé du développement des économies ultramarines ? », paru sur izlandbipbip le 25 juin 2018

57 – « Une campagne d'information hors norme contre les risques solaires », paru sur Megazap le 15 juin 2018

58 – « Une campagne hors norme contre les risques solaires », paru sur Imaz press le 15 juin 2018

59 – « Daniel Ramsamy succède à Jean-Marc Péquin », paru sur Clicanoo le 13 juin 2018

60 – « Petite-Île : Première commune de La Réunion à signer une convention de partenariat "Viande péi" » paru sur Imaz press le 9 juin 2018

61 - SPOT TV - MUTA SANTE - Campagne en cours - logo de la CPME Réunion présent

62 – CAMPAGNE AFFICHAGE - MUTA SANTE - logo de la CPME Réunion présent

63 - « Le Medef a fait un rêve », paru dans Le Quotidien du 27 juin 2018

64 - « L'interconsulaire promeut l'économie de proximité et participe main dans la main à la mise en œuvre d'actions en faveur de l'économie REELLE », paru sur le site de la CCI Réunion vers le 25 juin 2018

65 – « Economie "RÉELLE" : les trois chambres consulaires réunionnaises s'engagent », paru sur Clicanoo (suite envoi communiqué) le 26 juin 2018

66 – « Didier Fauchard, président du Medef Réunion : "Nous devons libérer nos potentiels », paru sur Clicanoo le 26 juin 2018

67 - « Assises des Outre-mer: Didier Robert présente le modèle économique réunionnais à la Ministre des Outre-mer », paru sur Freedom.fr du 25 juin

68 – « Les premiers lauréats des MDA sont... », paru dans le Quotidien du 27 juin 2018

69 - « Faire germer la notion d'entreprise réunionnaise est dangereux et antiéconomique », paru dans le JIR le 27 juin 2018

70 – « Signature d'une convention pour l'économie de proximité », paru sur Imaz Press le 27 juin 2018

71 – « Didier ou Dominique ? », paru dans le JIR du 28 juin 2018

72 – « La CPME lance At'Mot'Sphère sur le thème de la qualité de vie au travail », paru sur clicanoo le 28 juin 2018

73 - Signature d'une convention pour l'économie de proximité, paru sur le portail Orange Réunion - 27 juin 2018

74 – « Economie à La Réunion : La CCI, la Chambre de Métiers et d'Artisanat et la Chambre d'Agriculture s'engagent sur l'économie réelle », paru sur Outremer360 le 28 juin 2018

75 – « A Paris, la CPME Réunion propose des solutions pour le développement économique et l'économie circulaire », paru sur Outremer360 - Sénat 24 juin

1 – RADIO – Éric Leung, invité de Jessy Michèle dans l'émission la tête de l'emploi sur Réunion 1^{ère}, le 1^{er} Juin 2018

Thème de l'émission : Le développement durable et l'économie circulaire

Lien vers le replay (choisir la date correspondante) :

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/emissions-radio/tete-emploi>

2 – RADIO – Abdoullah Lala, invité de Jessy Michèle dans l'émission la tête de l'emploi sur Réunion 1^{ère} le 4 Juin 2018

Thème de l'émission : Le prélèvement à la source

Lien vers le replay (choisir la date correspondante) :

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/emissions-radio/tete-emploi>

3 – RADIO – Morgane Palmieri , invité de Jessy Michèle dans l'émission la tête de l'emploi sur Réunion 1^{ère} le 5 Juin 2018

Thème de l'émission : Le portage salarial

Lien vers le replay (choisir la date correspondante) :

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/emissions-radio/tete-emploi>

4 – RADIO – Danielle Gros, invitée de Jessy Michèle dans l'émission la tête de l'emploi sur Réunion 1^{ère} le 4 Juin 2018

Lien vers le replay (choisir la date correspondante) :

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/emissions-radio/tete-emploi>

5 – « La CPME Réunion soutient la mise en oeuvre des contrats de transition écologique (CTE) », paru sur Memento.fr le 4 juin 2018

http://www.memento.fr/article_04-06-2018-la-cpme-reunion-soutient-la-mise-en-oeuvre-des-contrats-de-transition-ecologique-cte

04.06.2018 | Réunion

La CPME Réunion soutient la mise en oeuvre des contrats de transition écologique (CTE)

La CPME Réunion adresse ses félicitations à la communauté d'agglomération du Territoire de la Côte Ouest (TCO), première collectivité ultra-marine engagée dans le cadre de l'expérimentation des contrats de transition écologique (CTE)...

6 - Avec la CPME Réunion, le Sénat se penche sur « l'ancrage local des économies ultramarines », paru sur Outremer360° le 9 juin 2018

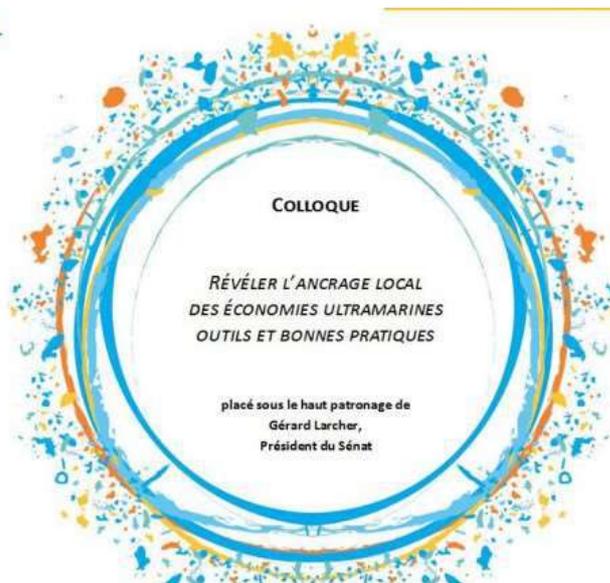
Lien : <http://outremer360.com/economie/avec-la-cpme-reunion-le-senat-se-penche-sur-lancrage-local-des-economies-ultramarines/>

Avec la CPME Réunion, le Sénat se penche sur « l'ancrage local des économies ultramarines »

9 juin 2018 No Comment bassin-atlantique-Appli bassin-indien-Appli bassin-pacifique-Appli Economie Fil-info-appli



Judi 21 juin 2018
à partir de 14 heures
Salle Clemenceau



L'inscription en ligne est obligatoire
et strictement individuelle
Date limite : mardi 19 juin 2018
Renseignements au 01 42 34 22 30
Accès au Palais du Sénat



Le jeudi 21 juin prochain, le Sénat accueillera un colloque sur le thème de « l'ancrage local des économies ultramarines ». Organisé par le Sénateur de Saint-Barthélemy et président de la Délégation aux Outre-mer du Sénat, Michel Magras, ce colloque s'appuiera sur l'expérience réunionnaise puisque c'est la CPME de La Réunion qui est à l'initiative de cet événement.

« Les économies ultramarines sont des économies contraintes. Elles dépendent beaucoup de l'extérieur, de l'importation », explique Michel Magras. Baptisé « Révéler l'ancrage territorial des économies ultramarines », ce colloque mettra notamment en valeur les dispositifs mis en place à La Réunion par la CPME de Dominique Vienne : la Stratégie Bon Achat (SBA) qui incite les entreprises faisant appel à la commande publique de se tourner vers les acteurs locaux, ou encore, [l'étude REELLE \(Ré-enraciner l'économie locale\)](#) qui veut mobiliser « une dynamique territoriale pour transformer les économies insulaires ».

Débutant à 14h30 par une table ronde sur l'économie circulaire et la territorialisation de l'activité dans les Outre-mer, ce colloque fera intervenir une vingtaine d'experts, économistes, dirigeants et présidents d'organisations patronales et des CPME ultramarines, dont Chérifa Linossier qui dirige la CPME Nouvelle-Calédonie ou encore, Joëlle Prévot-Madère de la CPME Guyane et naturellement, Dominique Vienne, président de la CPME Réunion. Pour s'inscrire à ce colloque, [c'est ici](#).

CATÉGORIES : *[bassin-atlantique-Appli](#), [bassin-indien-Appli](#), [bassin-pacifique-Appli](#), [Economie](#), [Fil-info-appli](#)*

**7 – VIDEO – Trophée Entreprise & Territoire : Présentation des lauréats
au JT de Nicolas Guy sur Antenne Réunion le 13 juin 2018**

A revoir sur le replay d'Antenne Réunion à partir de 12'25" :

<http://www.antennereunion.fr/info-et-magazines/le-12h30/replay/727171-replay-le-12h30-mercredi-13-juin-2018>

8 – «La Cogedal et Calicoco lauréats du Trophée Entreprise & Territoire 2018»,
paru le 13 juin 2018 sur linfo.re

Lien : <http://www.linfo.re/la-reunion/societe/la-cogedal-et-calicoco-laureats-du-trophee-entreprise-territoire-2018>

La Cogedal et Calicoco lauréats du Trophée Entreprise & Territoire 2018

LINFO.RE – créé le 13.06.2018 à 10h30 – mis à jour le 13.06.2018 à 12h17- Lucie Touzé



La cérémonie de clôture du Trophée Entreprise & Territoire 2018 s'est déroulée hier au Domaine du Moca à Saint-Denis. La Cogedal et Calicoco sont les deux entreprises gagnantes.

La Cogedal et Calicoco, les deux entreprises gagnantes

Ces deux entreprises sont les grandes gagnantes du Trophée Entreprise & Territoire 2018 dont la cérémonie de clôture s'est déroulée mardi 12 juin 2018 au Domaine du Moca à [Saint-Denis](#).

A l'issue de cette deuxième édition, particulièrement relevée, la **Cogedal** s'est imposée dans la catégorie reine, celle des entreprises de 5 salariés et plus. Elle remporte à ce titre le [« Trophée Entreprise & Territoire 2018 »](#).

Calicoco, quant à elle, est distinguée par le « prix émergence » qui récompense la meilleure entreprise dans la catégorie des sociétés de moins de 5 salariés.

Ancrage territorial, responsabilité sociétale (RSE), qualité de vie au travail (QVT) : *"autant de marqueurs qui ont permis aux lauréats de se distinguer au cours des diagnostics dressés par des groupes d'étudiants de Master de l'IAE Réunion. Comme lors de la première édition, le prix de la meilleure plaidoirie a été décerné aux étudiants les plus éloquents"*.

Cette année, Dimitri Hoarau, Liina Iqbal, Marina Kakouski et Tatiana Lo Dai Hine ont été plébiscités pour leur plaidoirie en faveur de l'entreprise 4 Realize.

Une quarantaine de candidatures examinées pour cette 2e édition

Il n'aura pas fallu plus de deux éditions pour que le Trophée Entreprise & Territoire se forge une solide place dans le paysage économique réunionnais.

Les **deux lauréats** du millésime 2018 se sont imposés au terme d'une édition particulièrement attractive. *"Plus de 40 candidatures ont été examinées contre une douzaine l'an passé"*.

En guise de récompense, la **Cogedal**, lauréate du [Trophée Entreprise & Territoire 2018](#) s'est vu offrir *"un billet d'avion de la part d'Air France vers la destination de son choix en Europe et sera mis en valeur dans les médias régionaux grâce à l'attribution d'espaces publicitaires en partenariat avec Antenne Réunion"*.

Calicoco, lauréat du « **prix émergence** » 2018 a reçu *"un billet d'avion A/R vers la destination de son choix en Europe offert par Air France afin de participer à un salon professionnel ; ainsi qu'un chèque de 2000 euros offert par la Région Réunion. Il bénéficiera pendant un an de l'offre de services aux entreprises de la CPME Réunion"*.

Le **Trophée Entreprise & Territoire** est porté par la [CPME Réunion](#), Groupama Océan Indien, ainsi que de nombreux partenaires : le Groupe Urcoopa, Zeop, l'IAE Réunion, Air France, Antenne Réunion, et la Région Réunion. *"Chaque année, il met en compétition des TPE et PME qui ont à cœur de mettre l'Homme, l'environnement et l'ancrage territorial au centre de leurs préoccupations. Pour départager les candidats, le jury évalue les entreprises selon cinq critères : la mise en valeur du territoire, le développement économique, la responsabilité environnementale, les préoccupations sociales et la gouvernance de l'organisation"*.

"Le Trophée Entreprise & Territoire est un marqueur de reconnaissance : développer son entreprise dans le souci constant de l'équilibre des parties prenantes est une preuve d'ancrage territorial très forte", a déclaré **Dominique Vienne**, président de la [CPME Réunion](#) dans son discours de clôture.

9 – Diaporama Photos et article - « Les lauréats du Trophée Entreprise & Territoire 2018 », paru sur memento.fr le 13 juin 2018

Lien (article payant en intégralité) : http://www.memento.fr/article_13-06-2018-les-laureats-du-trophee-entreprise-territoire-2018

13.06.2018 | Réunion

Les lauréats du Trophée Entreprise & Territoire 2018



Cogedal et Calicoco. Ces deux entreprises sont les grandes gagnantes du Trophée Entreprise & Territoire 2018 dont la cérémonie de clôture s'est déroulée au Domaine du Moca à Saint-Denis...

10 – « Meeting for job à la Réunion le 21 juin 2018 », paru sur Réunionnais du monde en Mai 18

Lien : <http://www.reunionnaisdumonde.com/spip.php?article26170>

Meeting for job à la Réunion le 21 juin 2018

Avis aux entreprises de la Réunion qui recrutent les talents de demain : vous avez au minimum 5 offres d'emplois à pourvoir ? Le Meeting for job du jeudi 21 juin 2018 au Lux Hôtel Saint-Gilles est fait pour vous.*

Lire aussi : [la liste des entreprises qui recrutent au Meeting for Job Réunion](#)



Six acteurs institutionnels et économiques - AG2R La Mondiale, Pôle emploi, Agefos PME, CPME Réunion, Réunionnais du Monde et BFCOI - s'associent pour une mise en dynamique de l'emploi sur le territoire réunionnais et proposent aux entreprises locales d'y participer. L'événement aura lieu le jeudi 21 juin 2018 au Lux* Hôtel Saint-Gilles.

Un concept : opération séduction ! Inspiré du speed-dating, le MEETING FOR JOB® est un format de recrutement pédagogique, rapide et efficace pour rencontrer son futur employeur. Cette édition va vous surprendre ! Un vrai défi pour les 150 candidats, jeunes ou moins jeunes, ils rencontreront jusqu'à 18 entreprises sélectionnées par eux lors d'entretiens collectifs. Pour les entreprises une occasion unique d'échanger avec plus de 70 demandeurs d'emploi : CDI, CDD, Stages, Alternance... Vous êtes une entreprise à LA REUNION, vous avez au minimum 5 offres d'emplois à pourvoir (stage, alternance, CDD, CDI), vous souhaitez participer au MEETING FOR JOB ? ALORS CONTACTEZ NOUS TRES RAPIDEMENT Corinne.visse@ag2rlamondiale.fr

+ d'infos et les offres : <https://meetingforjob.com/M4J2018/>

Candidats : RENCONTREZ DES RECRUTEURS QUI EMBAUCHENT



Les MEETING FOR JOB à LA RÉUNION révolutionnent la mise en relation des candidats et des recruteurs, entraînant des rencontres collectives pour un même poste. Un espace-temps inédit qui permet aux 150 CANDIDATS, par l'écoute et le partage de se nourrir de la présentation orale et de l'expérience des autres et être plus performant. Et pour les RECRUTEURS, une opportunité de rencontrer 70 demandeurs d'emploi ciblés en un temps réduit.

Et pour performer sa présentation devant les recruteurs, des ateliers de coaching pour s'entraîner, de la relaxation, des séances pour évaluer sa forme et pleins de surprises seront proposées aux 150 candidats.

PROGRAMME

12H45 : Accueil

13H00 – 15H15 : Séances de coaching et atelier de développement de soi

15H30 – 18H30 : 9 sessions d'entretiens collectifs

11 - « Les entreprises qui recrutent au Meeting for Job Réunion », paru sur Réunionnais du monde en Juin 2018

Lien : <http://www.reunionnaisdumonde.com/spip.php?article26265§eur=173>

Les entreprises qui recrutent au Meeting for Job Réunion



AG2R La Mondiale, E. Leclerc, Sogecore, Groupe Jina, Mr. Bricolage, Cilam, RSM OI, Axion, Adequat Solutions RH, Adopt, BFC, Daxium, Altadis OI, Esprit FRCA, Géo, Groupama, IKKS, Max Immo, Jacadi, Groupe L2D, Solami, Zeop...

Meeting for Job débarque à la Réunion avec des offres pour tous les profils : rencontrez votre futur employeur le jeudi 21 juin au Lux* Hôtel à Saint Gilles (La Réunion) à 12h45 pour un parcours emploi inédit. Au programme séances de coaching pour convaincre, des ateliers formes, bien-être et développement de soi pour être performant lors des 9 sessions de recrutements collectifs.

Vous êtes un candidat motivé, vous recherchez un poste en CDI, CDD, Stage, Alternance, vous souhaitez rejoindre une entreprise à La Réunion, alors le MEETING FOR JOB est fait pour vous. Échanges et convivialité seront à l'honneur de vos entretiens collectifs avec les entreprises qui recrutent :

Pour participer au MEETING FOR JOB :

- 1 - Vous vous inscrivez, c'est impératif
- 2 - Vous déposez votre CV
- 3 - Vous postulez aux offres en ligne
- 4 - Vous recevez un mail de confirmation
- 5 - Rendez-vous le jeudi 21 juin à 12H45 précises LUX* Hôtel à Saint-Gilles, une hôtesse vous accueillera et vous remettra votre parcours
- 6 - 13H début du MEETING FOR JOB avec vos CV et une lettre de motivation écrite et signée de votre main
- 7- Dress code : tenue qui reflète votre personnalité

Voir les offres et s'inscrire : <https://meetingforjob.com/M4J2018>



Six acteurs institutionnels et économiques - AG2R La Mondiale, Pôle emploi, Agefos PME, CPME Réunion, Réunionnais du Monde et BFCOI - s'associent pour une mise en dynamique de l'emploi sur le territoire réunionnais le jeudi 21 juin 2018 au Lux* Hôtel Saint-Gilles.

Un concept : opération séduction ! Inspiré du speed-dating, le MEETING FOR JOB® est un format de recrutement pédagogique, rapide et efficace pour rencontrer son futur employeur. Cette édition va vous surprendre ! Un vrai défi pour les 150 candidats, jeunes ou moins jeunes, ils rencontreront jusqu'à 18 entreprises sélectionnées par eux lors d'entretiens collectifs.

Pour les entreprises une occasion unique d'échanger avec plus de 70 demandeurs d'emploi : CDI, CDD, Stages, Alternance...
Les écoles partenaires : EGC Réunion, IFAG NATIONAL, Digital Campus, Campus Réunion, Université de La Réunion, IUT de La Réunion, Ecole Universitaire de Management - IAE REUNION, ESIROI École Supérieure d'Ingénieurs Réunion Océan Indien

Suivez **Meeting for job** sur :

- ▶ **Linkedin :** www.linkedin.com/company/meeting4job/
- ▶ **Twitter :** <https://twitter.com/meetingforjob>



Coordonnées :

Voir les offres et s'inscrire : <https://meetingforjob.com/M4J2018>

12 – « Trophée Entreprise & Territoire : C'est bon pour le territoire », paru dans le Quotidien du 15 juin 2018

TROPHÉE ENTREPRISE ET TERRITOIRE

« C'est bon pour le territoire »

A travers le regard des étudiants de l'IAE, le trophée Entreprise et Territoire organisé par la CPME et par Groupama met en valeur la politique de responsabilité sociétale des entreprises locales. Illustration avec Cogedal et Calicoco, les lauréats de cette année.

Un trophée de l'ancrage territorial peut-il récompenser à La Réunion une société dont l'actionnaire majoritaire est installé à Paris ?

Pour la CPME, qui se bat depuis plusieurs mois contre les « fuites économiques » et cherche à ce que la valeur ajoutée produite dans l'île y reste, la réponse est oui. L'attribution du trophée Entreprise et Territoire à la Cogedal (Compagnie générale d'alimentation, une filiale du groupe Somdiaa propriété de la famille Vilgrain) l'a démontré mardi.

« Nous sommes là pour assurer la promotion de la relation au territoire sans aucune culpabilisation, explique Dominique Vienne, président de la CPME de La Réunion. Nous regardons l'effet multiplicateur sans ostracisme concernant l'origine des capitaux. La question qui nous intéresse est la suivante: en quoi c'est bon pour le territoire? Est-ce que cela crée de la valeur ajoutée locale, de la fiscalité locale et de l'emploi local? »

La Cogedal, qui produit 22 000 tonnes de farine chaque année et détient 66 % du marché local avec sa marque principale Meunier de Bourbon, emploie 35 personnes dans l'île (plus 50 emplois indi-

rects) pour un chiffre d'affaires de 13,9 millions d'euros.

Elle a été choisie par le jury après examen de quatre critères (gouvernance, social, économique et environnemental), notamment pour sa démarche de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) entamée en 2013.

« Nous prenons en compte au quotidien l'impact de nos choix sur le développement social, sociétal et environnemental de La Réunion », explique Nicolas Ruiz, responsable commercial. Hasard du calendrier, la CGPME nationale a signé hier un accord avec quatre syndicats de salariés en faveur de la RSE dans les PME.

« De la RSE sans le savoir »

L'actionnariat extérieur de la Cogedal? « Nous sommes installés à La Réunion depuis 1973, nous faisons alors partie des premières industries dans le Sud, détaille Nicolas Ruiz. Fin 2013, l'actionnaire principal a renouvelé ses investissements dans un nouvel outil industriel, signe qu'il s'inscrit dans le territoire. C'est un

lien durable ». Grégory Grimoult, le dirigeant de Calicoco (calissons à la noix de coco et autres confiseries à base de produits locaux), qui a déjà créé deux emplois pour un chiffre d'affaires de 200 000 €, a lui reçu le prix « Emergence », en particulier pour ses sachets en plastique biodégradable et bio compostables. « Avant ce concours, je ne savais pas ce qu'était la RSE, confie-t-il. Je me suis rendu compte que j'en faisais sans le savoir. C'était inconscient ».

La force de ce concours lancé l'an dernier par la CPME en lien avec Groupama, c'est d'associer les étudiants en master marketing et audit de l'Institut d'administration des entreprises (IAE).

« Ce trophée, c'est un regard de la jeunesse sur le monde de l'entreprise qu'elle est chargée de défendre, résume Dominique Vienne. Nous sommes très fiers d'avoir établi ce pont ». Santhi Veloupoulé, la déléguée générale de la CPME Réunion parle pour sa part d'« alchimie » au service de la « valorisation d'initiatives positives ».

Quatre de ces étudiants ont remporté le prix de la meilleure plaidoirie pour l'entreprise 4 Realize, spécialiste des nouvelles techno-



Les lauréats de cette deuxième édition d'Entreprise et Territoire: étudiants et entreprises. (Photo Emmanuel Grondin)

logies au service de l'environnement. « Nous avons été confrontés à trois défis, rapporte Liinaa Iqbal, qui faisait partie de l'équipe au côté de Dimitri Hoarau, Matriona Kakouski et Tatiana Lo-Dai-Hine. Allier études et projet, s'immerger dans l'entreprise pendant une semaine pour en découvrir ses forces et faiblesses puis faire partager ses idées et enfin travailler entre deux masters d'univers totalement différents. A l'arrivée, notre plus grande réussite est d'avoir réussi à nous amuser en amusant le jury ». Qui les a récompensés pour cette tranche de rigolade.

Cédric BOULLAND

Vite dit, vite lu

■ TVA réduite

La Capeb contre une remise en cause

Le président de la Capeb (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises de bâtiment) de La Réunion, Cyrille Rickmounie, qualifie d'« incompréhensible » et « désastreuse » la remise en cause de la TVA à taux réduit à laquelle s'est livré le ministre de

plurisectoriels, ce qui se traduirait par la disparition de Constructyts, l'Opca de la branche bâtiment. Patronat et syndicats sont montés au créneau (lire notre édition du 1^{er} juin) et les députés réunionnais ont relayé leur combat. Plusieurs amendements déposés afin de maintenir un statu quo dans le BTP sont cosignés par Nathalie Bassire, Huguette Bello, Nadia Ramassamy et

13 – SPOT TV – « REUNIMER » diffusé sur Antenne Réunion en juin 2018 et à revoir sur la page facebook du Trophée Entreprise & Territoire

Lien : https://www.facebook.com/tropheeentrepriseterritoire/videos/1696787020402940/?hc_r ef=ARQFc17VGfwFY48tBEGehcL1FCaedpV-D3WnnBmnWArNwFrQHueXB06sS1bDxR_F2k0

14 – SPOT TV – « CALICOCO » diffusé sur Antenne Réunion en juin 2018 et à revoir sur la page facebook du Trophée Entreprise & Territoire

Lien : <https://www.facebook.com/tropheeentrepriseterritoire/videos/1699638383451137/>

15 – SPOT TV – « COGEDAL » diffusé sur Antenne Réunion en juin 2018 et à revoir sur la page facebook du Trophée Entreprise & Territoire

Lien : <https://www.facebook.com/tropheeentrepriseterritoire/videos/1699632443451731/>

16 – SPOT TV – « INNOV CARRELAGE » diffusé sur Antenne Réunion en juin 2018 et à revoir sur la page facebook du Trophée Entreprise & Territoire

Lien <https://www.facebook.com/tropheeentrepriseterritoire/videos/1699623286785980/>

17 – SPOT TV – « Aquacole du Koloss » diffusé sur Antenne Réunion en juin 2018 et à revoir sur la page facebook du Trophée Entreprise & Territoire

Lien : <https://www.facebook.com/tropheeentrepriseterritoire/videos/1696798863735089/>

18 - « Participez au meeting for job », paru sur le site entreprise Mr Bricolage.re le 11 juin 2018

Lien : <https://www.mr-bricolage.re/blog/participez-au-meeting-for-job>

PARTICIPEZ AU MEETING FOR JOB

11 juin 2018



Mr.Bricolage Réunion participe au Meeting for Job jeudi 21 juin au Lux* à Saint-Gilles.

Plus d'informations sur nos offres et sur l'évènement en [cliquant ici](#).

Les Meeting for Job révolutionnent la mise en relation des candidats et des recruteurs, entraînant des rencontres collectives.

► Un concept performant et ludique qui conjugue humain, digital et événementiel sous forme de job dating. Dès l'inscription, les Meeting for Job proposent aux candidats et aux entreprises de cibler très précisément leurs attentes et souhaits en terme de recrutement.

► À destination...

- Des candidats : CDI, CDD, alternance, stage, saisonniers.... Tous métiers et filières concernés
- Des entreprises, des cabinets de recrutement, des fédérations, des institutionnels, des écoles, des professionnels de l'emploi et de la formation, tous secteurs d'activités confondus; souhaitant organiser des rencontres en interne ou dans le cadre d'opérations ponctuelles

[Cliquez ici](#) pour vous inscrire avant le 14 juin 2018.

19 - Spot "Finale du Trophée & Territoire diffusé sur Antenne Réunion – diffusé le 15 juin sur Antenne Réunion

20 - « Meeting for a job : le grand oral du candidat pour trouver son futur employeur », paru sur clicanoo.re le 15 juin 2018

<https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2018/06/15/Meeting-job-le-grand-oral-du-candidat-pour-trouver-son-futur-employeur>

"Meeting for a job" : le grand oral du candidat pour trouver son futur employeur

INFOS

Réunion

Economie

15 juin 2018, 19h17

PARTAGE



Photo d'archives : FLY

Inspiré du speed-dating, le MEETING FOR JOB® est un format pratique, rapide et efficace pour rencontrer son futur employeur. Il s'agit de rencontres collectives entre

les entreprises qui offrent des emplois et des candidats, jeunes ou moins jeunes, qui en cherchent.

Les responsables d'entreprises présentent leur entreprise ou structure, leurs valeurs et le type de profils recherchés et échangent avec les candidats sur leur parcours et leur motivation sur les postes à pourvoir.

Les acteurs institutionnels et économiques (AG2R LA MONDIALE, AGEFOS PME, BFC, CPME Réunion, Pole Emploi, l'ANDRH, l'ADIR et l'association Réunionnais du monde) épaulés par les écoles de formation supérieure (Université La Réunion, IUT, IAE, ESIROI, EGC , IFAG) souhaitent s'associer pour une mise en dynamique de l'emploi sur le territoire réunionnais et organisent le **jeudi 21 juin de 13H00 à 18H30** un job dating pas comme les autres, qui se veut pédagogique, formateur et convivial.

À cette occasion, 150 candidats sont attendus dès 13H00 au LUX* Hôtel Saint-Gilles et 18 entreprises, institutions, experts du recrutement comme ADQUAT, AXION, AG2R LA MONDIALE, BFC, CILAM, E. LECLERC, FRCA Réunion, GEMO, Groupama OI, Groupe JINA, Groupe L2D, LEROY MERLIN, MAXIMMO, MR.BRICOLAGE, RSM, SOLAMI, Sogecore, ZEOP seront présents pour proposer des centaines d'offres couvrant tous les métiers d'une entreprise.

Un vrai défi pour les demandeurs d'emploi, ils rencontreront jusqu'à 9 entreprises en 3 heures lors d'entretiens collectifs par groupes de 8 candidats. Chaque session d'échanges dure 20 minutes, et chacun leur tour, les participants devront se présenter en 2 minutes à un responsable des ressources humaines.

Au préalable, ceux-ci auront été préparés sur place par des coach experts du recrutement, afin d'optimiser leur présentation devant le recruteur et des professionnels de la forme, du bien-être et du développement de soi qui leur proposent des ateliers pour mieux appréhender des situations de stress.

À l'issue de ces rencontres, 72 candidatures seront étudiées par chaque responsable des ressources humaines pour une mise en relation qualitative et ciblée.

Une plateforme web ouverte pour l'évènement a été créée pour faciliter la rencontre et permettre une adéquation des profils et postes optimum : meetingforjob.com/M4J2018/

Le Programme de cette journée MEETING FOR JOB :

- 13H00 : Séances de coaching et ateliers forme, bien-être et développement de soi
- 15H30 à 18H00 : 9 sessions d'échanges avec les recruteurs

21 - « Meeting For Job » arrive à La Réunion » paru sur journal.re le 15 juin 2018

Lien : <http://www.journal.re/economie/meeting-for-job-arrive-a-la-reunion.html>

« Meeting For Job » arrive à La Réunion



Rencontrez votre futur employeur le jeudi 21 juin au Lux* Hôtel à Saint Gilles à 12h45 pour un parcours emploi inédit. Au programme séances de coaching pour convaincre, des ateliers formes, bien-être et développement de soi pour être performant lors des 9 sessions de recrutements collectifs.

Vous êtes un candidat motivé, vous recherchez un poste en CDI, CDD, Stage, Alternance, vous souhaitez rejoindre une entreprise à La Réunion, alors le MEETING FOR JOB est fait pour vous. Échanges et convivialité seront à l'honneur de vos entretiens collectifs avec les entreprises qui recrutent :

AG2R La Mondiale, E. Leclerc, Sogecore, Groupe Jina, Mr. Bricolage, Cilam, RSM OI, Axion, Adequat Solutions RH, Adopt, BFC, Daxium, Altadis OI, Esprit FRCA, Géo, Groupama, IKKS, Max Immo, Jacadi, Groupe L2D, Solami, Zeop...

Tentez votre chance en vous inscrivant sur : www.meetingforjob.com

22 - « Les entreprises qui recrutent au Meeting for Job Réunion », paru sur wizbii.com le 12 juin 2018

Lien : <https://www.wizbii.com/company/reunionnais-du-monde-jobs/job/les-entreprises-qui-recrutent-au-meeting-for-job-reunion-1>

Les entreprises qui recrutent au Meeting for Job Réunion

- Par Réunionnais Du Monde Jobs
- CDI
- Saint-Denis (Reunion)
-
- il y a 6 jours

Description de l'offre

Les entreprises qui recrutent au Meeting for Job Réunion

AG2R La Mondiale, E. Leclerc, Sogecore, Groupe Jina, Mr. Bricolage, Cilam, RSM OI, Axion, Adequat Solutions RH, Adopt, BFC, Daxium, Altadis OI, Esprit FRCA, Géméo, Groupama, IKKS, Max Immo, Jacadi, Groupe L2D, Solami, Zeop...

Meeting for Job débarque à la Réunion avec des offres pour tous les profils : rencontrez votre futur employeur le jeudi 21 juin au Lux* Hôtel à Saint Gilles (La Réunion) à 12h45 pour un parcours emploi inédit. Au programme séances de coaching pour convaincre, des ateliers formes, bien-être et développement de soi pour être performant lors des 9 sessions de recrutements collectifs.

Vous êtes un candidat motivé, vous recherchez un poste en CDI, CDD, Stage, Alternance, vous souhaitez rejoindre une entreprise à La Réunion, alors le MEETING FOR JOB est fait pour vous. Échanges et convivialité seront à l'honneur de vos entretiens collectifs avec les entreprises qui recrutent :

Pour participer au MEETING FOR JOB :

- 1 - Vous vous inscrivez, c'est impératif
- 2 - Vous déposez votre CV
- 3 - Vous postulez aux offres en ligne
- 4 - Vous recevez un mail de confirmation

23 - « Meeting for job débarque à La Réunion », paru sur le site de l'Université de La Réunion

Lien : <http://www.univ-reunion.fr/actualites/meeting-for-job/>



MEETING FOR JOB® DÉBARQUE À LA RÉUNION RENCONTREZ VOTRE FUTUR EMPLOYEUR

JEUDI 21 JUIN 2018
LUX* HÔTEL SAINT-GILLES
12H45

Vous êtes un candidat motivé (Bac +2 et +), vous recherchez un poste en CDI, CDD, Stage, Alternance, vous souhaitez rejoindre une entreprise à La Réunion, alors le MEETING FOR JOB® est fait pour vous !

L'Université de la Réunion et l'IUT sont partenaires de cet évènement qui se déroulera le jeudi 21 juin au Lux* à Saint-Gilles.

Échanges et convivialité seront à l'honneur de vos entretiens collectifs avec les entreprises qui recrutent :





Pour participer au MEETING FOR JOB® :

- 1 - Vous vous inscrivez, c'est impératif
- 2 - Vous déposez votre CV
- 3 - Vous postulez aux offres en ligne*
- 4 - Vous recevez un mail de confirmation
- 5 - Rendez-vous le jeudi 21 juin à 12H45 précises LUX* Hôtel à Saint-Gilles, une hôtesse vous accueillera et vous remettra votre parcours
- 6 - 13H00 début du MEETING FOR JOB® avec vos CV et une lettre de motivation écrite et signée de votre main
- 7- Dress code : tenue qui reflète votre personnalité

*N'hésitez pas à consulter régulièrement votre compte pour voir les nouvelles offres à pourvoir

[Cliquez ici pour vous inscrire](#)

Clôture des inscriptions le vendredi 15 juin à 12H00

Pour plus d'informations:
Email : corinne.visse@ag2rlamondiale.fr

24 - « Meeting for Job arrive à La Réunion » paru le 16 juin sur ote.re

Lien : <https://www.ote.re/n/journal/meeting-for-job-arrive-a-la-reunion-53482>

25 - « Lancement du meeting for job », paru sur Imaz press le 18 juin

Lien : <http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2018/06/18/speed-dating-pour-trouver-un-job-lancement-du-meeting-for-job,83792.html>

[Speed-dating pour trouver un job](#)

Lancement du "Meeting for job"

Publié il y a 2 heures / Actualisé il y a 25 minutes



Jeudi 21 juin, au Lux Hôtel à Saint-Gilles, a lieu le "Meeting for job", une opération inspirée du speed-dating. 150 candidats rencontreront jusqu'à 18 entreprises. Plus de 150 postes à pourvoir, toutes filières confondues sur l'île de La Réunion.

Contexte

Alors que le marché de l'emploi à La Réunion atteint un niveau historiquement bas, il n'en reste pas moins élevé avec un taux à 22% et un pic à 44% chez les

jeunes entre 15 et 24 ans. Le paradoxe réunionnais est que malgré la progression de la création d'emplois chaque année (28 000 embauches prévues en 2017), elle n'est pas suffisante pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail. Dans ce contexte, trouver un emploi à La Réunion n'est pas si simple même si cela n'est pas impossible, certains secteurs d'activité se démarquent comme le tourisme premier secteur d'activité économique de l'île ou le commerce qui est le gros pourvoyeur d'emplois. L'enjeu est primordial de mieux faire connaître les offres d'emploi et de manière globale, les métiers qui souffrent d'un manque d'attractivité, afin de répondre aux besoins des jeunes et moins jeunes et des entreprises.

Les acteurs dynamiques de l'emploi à La Réunion

C'est avec cette volonté, que les acteurs institutionnels et économiques (AG2R La Mondiale, AGEFOS PME, BFC, CPME Réunion, Pole Emploi, l'ANDRH, l'ADIR et l'association Réunionnais du monde) épaulés par les écoles de formation supérieure (Université La Réunion, IUT, IAE, ESIROI, EGC, IFAG) souhaitent s'associer pour une mise en dynamique de l'emploi sur le territoire réunionnais et organisent le jeudi 21 juin de 13h00 à 18h30 un job dating pas comme les autres, qui se veut pédagogique, formateur et convivial.

À cette occasion, 150 candidats sont attendus dès 13h00 au Lux hôtel de Saint-Gilles et 18 entreprises, institutions, experts du recrutement comme ADQUAT, AXION, AG2R LA MONDIALE, BFC, CILAM, E. LECLERC, FRCA Réunion, GEMO, Groupama OI, Groupe JINA, Groupe L2D, LEROY MERLIN, MAXIMMO, MR.BRICOLAGE, RSM, SOLAMI, Sogecore, ZEOP seront présents pour proposer des centaines d'offres couvrant tous les métiers d'une entreprise.

Le concept : opération séduction

Inspiré du speed-dating, le Meeting for job est un format pratique, rapide et efficace pour rencontrer son futur employeur. Il s'agit de rencontres collectives entre les entreprises qui offrent des emplois et des candidats, jeunes ou moins jeunes, qui en cherchent. Les responsables d'entreprises présentent leur entreprise ou structure, leurs valeurs et le type de profils recherchés et échangent avec les candidats sur leur parcours et leur motivation sur les postes à pourvoir. Un vrai défi pour les demandeurs d'emploi, ils rencontreront jusqu'à 9 entreprises en 3 heures lors d'entretiens collectifs par groupes de 8 candidats. Chaque session d'échanges dure 20 minutes, et chacun leur tour, les participants devront se présenter en 2 minutes à un responsable des ressources humaines. Au préalable, ceux-ci auront été préparés sur place par des coach experts du recrutement, afin d'optimiser leur présentation devant le recruteur et des professionnels de la forme, du bien-être et du développement de soi qui leur proposent des ateliers pour mieux appréhender des situations de stress. À l'issue de ces rencontres, 72 candidatures seront étudiées par chaque responsable des ressources humaines pour une mise en relation qualitative et ciblée.

Une plateforme web ouverte pour l'évènement a été créée pour faciliter la rencontre et permettre une adéquation des profils et postes optimum.

Le Programme de cette journée Meeting for job

13h00 : Séances de coaching et ateliers forme, bien-être et développement de soi
15h30 à 18h00 : 9 sessions d'échanges avec les recruteurs

26 - « Lancement du meeting for job », paru sur Orange Réunion le 18 juin 2018

Lien : <https://reunion.orange.fr/actu/reunion/lancement-du-meeting-for-job.html>

Lancement du "Meeting for job"



photo RB imaz press reunion

Jeudi 21 juin, au Lux Hôtel à Saint-Gilles, a lieu le "Meeting for job", une opération inspirée du speed-dating. 150 candidats rencontreront jusqu'à 18 entreprises. Plus de 150 postes à pourvoir, toutes filières confondues sur l'île de La Réunion.

Contexte

Alors que le marché de l'emploi à La Réunion atteint un niveau historiquement bas, il n'en reste pas moins élevé avec un taux à 22% et un pic à 44% chez les jeunes entre 15 et 24 ans. Le paradoxe réunionnais est que malgré la progression de la création d'emplois chaque année (28 000 embauches prévues en 2017), elle n'est pas suffisante pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail. Dans ce contexte, trouver un emploi à La Réunion n'est pas si simple même si cela n'est pas impossible, certains secteurs d'activité se démarquent comme le tourisme premier secteur d'activité économique de l'île ou le commerce qui est le gros pourvoyeur d'emplois. L'enjeu est primordial de mieux faire connaître les offres d'emploi et de manière globale, les métiers qui souffrent d'un manque d'attractivité, afin de répondre aux besoins des jeunes et moins jeunes et des entreprises.

Les acteurs dynamiques de l'emploi à La Réunion

C'est avec cette volonté, que les acteurs institutionnels et économiques (AG2R La Mondiale, AGEFOS PME, BFC, CPME Réunion, Pole Emploi, l'ANDRH, l'ADIR et l'association Réunionnais du monde) épaulés par les écoles de formation supérieure (Université La Réunion, IUT, IAE, ESIRI, EGC, IFAG) souhaitent s'associer pour une mise en dynamique de l'emploi sur le territoire réunionnais et organisent le jeudi 21 juin de 13h00 à 18h30 un job dating pas comme les autres, qui se veut pédagogique, formateur et convivial.

À cette occasion, 150 candidats sont attendus dès 13h00 au Lux hôtel de Saint-Gilles et 18 entreprises, institutions, experts du recrutement comme ADQUAT, AXION, AG2R LA MONDIALE, BFC, CILAM, E. LECLERC, FRCA Réunion, GEMO, Groupama OI, Groupe JINA, Groupe L2D, LEROY MERLIN,

MAXIMMO, MR.BRICOLAGE, RSM, SOLAMI, Sogecore, ZEOP seront présents pour proposer des centaines d'offres couvrant tous les métiers d'une entreprise.

Le concept : opération séduction

Inspiré du speed-dating, le Meeting for job est un format pratique, rapide et efficace pour rencontrer son futur employeur. Il s'agit de rencontres collectives entre les entreprises qui offrent des emplois et des candidats, jeunes ou moins jeunes, qui en cherchent. Les responsables d'entreprises présentent leur entreprise ou structure, leurs valeurs et le type de profils recherchés et échangent avec les candidats sur leur parcours et leur motivation sur les postes à pourvoir. Un vrai défi pour les demandeurs d'emploi, ils rencontreront jusqu'à 9 entreprises en 3 heures lors d'entretiens collectifs par groupes de 8 candidats. Chaque session d'échanges dure 20 minutes, et chacun leur tour, les participants devront se présenter en 2 minutes à un responsable des ressources humaines. Au préalable, ceux-ci auront été préparés sur place par des coach experts du recrutement, afin d'optimiser leur présentation devant le recruteur et des professionnels de la forme, du bien-être et du développement de soi qui leur proposent des ateliers pour mieux appréhender des situations de stress. À l'issue de ces rencontres, 72 candidatures seront étudiées par chaque responsable des ressources humaines pour une mise en relation qualitative et ciblée.

Une plateforme web ouverte pour l'évènement a été créée pour faciliter la rencontre et permettre une adéquation des profils et postes optimum.

Le Programme de cette journée Meeting for job

13h00 : Séances de coaching et ateliers forme, bien-être et développement de soi 15h30 à 18h00 : 9 sessions d'échanges avec les recruteurs

www.ipreunion.com

27 - « 230 candidats pour 150 postes à pourvoir jeudi à Saint-Gilles », paru sur temoignages.re le 18 juin 2018

<https://www.temoignages.re/economie/230-candidats-pour-150-postes-a-pourvoir-jeudi-a-saint-gilles,93339>

Economie

230 candidats pour 150 postes à pourvoir jeudi à Saint-Gilles

Meeting for job au Lux Hotel

Témoignages.re / 18 juin 2018

Une rencontre entre des demandeurs d'emploi préalablement sélectionnés et des recruteurs potentiel est organisé jeudi prochain à Saint-Gilles. Ce job-dating vise à rapprocher l'offre de la demande dans le secteur tertiaire, particulièrement dans le tourisme, le commerce et le secteur financier.



Un site web est ouvert pour l'occasion.

9 partenaires institutionnels et économiques s'associent pour organiser une rencontre entre 230 demandeurs d'emploi et des entreprises susceptibles de les recruter le 21 juin prochain à l'hôtel Lux à Saint-Gilles les Bains, de 13 heures à 18 heures 30. Il s'agit de AG2R LA MONDIALE, AGEFOS PME, la BFC, la CPME Réunion, Pole Emploi, l'ANDRH, l'ADIR et Réunionnais du monde. Ils sont épaulés par les écoles de formation supérieure (Université La Réunion, IUT, IAE, ESIROI, EGC, IFAG). Les demandeurs d'emploi pourront rencontrer des représentants de société comme ADQUAT, AXION, AG2R LA MONDIALE, BFC, CILAM, E. LECLERC, FRCA Réunion, GEMO, Groupama OI, Groupe JINA, Groupe L2D, LEROY MERLIN, MAXIMMO, MR.BRICOLAGE, RSM, SOLAMI, Sogecore, ZEOP. 150 postes sont à pouvoir à La Réunion.

Les demandeurs d'emploi rencontreront jusqu'à 9 entreprises en 3 heures lors d'entretiens collectifs par groupes de 8 candidats. Chaque session d'échanges dure 20 minutes, et chacun leur tour, les participants devront se présenter en 2 minutes à un responsable des ressources humaines.

À l'issue de ces rencontres, 72 candidatures seront étudiées par chaque responsable des ressources humaines pour une mise en relation qualitative et ciblée. Une plateforme web ouverte pour l'évènement a été créée pour faciliter la rencontre : meetingforjob.com/M4J2018/

Selon l'analyse de la situation faite par les organisateurs, l'économie réunionnaise est dynamique en termes de créations d'emploi. Ils annoncent que dans l'île, 28.000 personnes ont été embauchées l'année dernière. Mais cela ne suffit pas à faire face à la progression démographique. Résultat, « le marché de l'emploi à La Réunion atteint un niveau historiquement bas » avec un taux de chômage à 22% et un pic à 44% chez les jeunes entre 15 et 24 ans », selon les chiffres des organisateurs. Pour les différents partenaires, c'est le tourisme qui est le premier secteur d'activité économique de l'île, tandis que le commerce « est le gros pourvoyeur d'emplois ». Cette après-midi du 21 juin verra la participation de Philippe Lamblin, Délégué aux emplois entreprises des Hauts de France et élu par ses pairs meilleur Directeur des ressources humaines de l'année 2015/2016.

Voir en ligne : meetingforjob.com/M4J2018/

28 - « CROWE HORWATH devient CROWE », paru dans Le Quotidien le 18 juin 2018

CROWE HORWATH DEVIENT CROWE

Un changement qui coule de source

*Le 8^e réseau mondial d'audit change de nom
et l'officialise à l'occasion d'une conférence
sur le prélèvement à la source.*

Dans un communiqué, le 8^e réseau mondial d'audit, d'expertise comptable et de conseil Crowe Horwath international, représenté à La Réunion, annonce un changement de marque et devient Crowe Global. Ce changement d'identité advenu le 4 juin 2018 concerne bien sûr la franchise réunionnaise du réseau. Anciennement Crowe Horwath Fiduciaire des Mascareignes, le cabinet évolue en adoptant le nom de Crowe Réunion et présente la première édition des réunions d'information « Les Rendez-Vous Crowe ».

Difficile à prononcer...

Dans le monde, plus de 220 firmes franchisées ont adopté le nouveau nom Crowe reflétant ainsi la nature de plus en plus intégrée et transparente du réseau ainsi que ses valeurs communes. Cette transition ré-

pond également à son objectif principal, l'harmonisation et la coordination de la marque à l'international en renonçant à la longueur et à la prononciation peu complaisantes de l'ancien nom qui ont entraîné des défis pour promouvoir la marque. Et souvent suscité des problèmes de prononciation...

Localement, Abdoullah Lala, président de Crowe Réunion présente la première édition des réunions d'information du cabinet sous son nouveau nom: Les Rendez-Vous Crowe. Celle-ci aura pour thème le prélèvement à la source et se tiendra le mercredi 20 juin à 18 heures au cabinet situé au 1, rue Roland-Garros à Saint-Denis.

Ces rencontres mensuelles donneront l'occasion de faire valoir la nouvelle marque auprès des clients de la firme par le vecteur de l'expertise et des conseils sur divers sujets juridiques ou fiscaux.



Abdoullah Lala est désormais président de Crowe Réunion. (Photo Emmanuel Grondin)

29 - « Des entreprises en lien avec le territoire », paru dans les cahiers éco du JIR le 19 juin 2018

Des entreprises en lien avec le territoire

TROPHÉE. C'est avec un regard neuf, celui des étudiants de l'IAE, que la CPME et Groupama ont organisé la seconde édition du trophée Entreprise et Territoire. Un "concours" qui met particulièrement en avant la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Et cette année, deux lauréats se sont distingués : la Cogedal et Calicoco. Des entreprises choisies par le jury pour cette approche où l'ancrage territoriale a toute son importance.

Si le choix de la Cogedal comme vainqueur du trophée "Entreprise et Territoire" a pu susciter quelques émois (l'actionnariat majoritaire est hors de la Réunion, ndlr) alors que la CPME milite contre les "fuites économiques", son président Dominique Vienne s'en explique. "Nous regardons la relation avec le territoire."

Et cette relation existe depuis 1973. L'entreprise réalise 13,9 millions d'euros de chiffre d'affaires et em-

ploie 31 salariés, dont une cinquantaine indirects. "95% de notre activité tourne autour du marché local", rappelle Nicolas Ruiz, responsable commercial au sein de la Cogedal. Depuis 2014 la société a entamé une démarche RSE.

UN PONT ENTRE LA JEUNESSE ET LES ENTREPRISES

Autre vainqueur, la société Calicoco qui a reçu le trophée "Emergence". Son gérant Grégory Grimoult a créé 2 emplois et réalisé 200 000 euros de chiffre d'affaires en revisitant les calissons d'Aix en Provence avec le bonbon coco.

Surpris, Grégory Grimoult ne réalisait même pas qu'il avait une démarche RSE. "Je ne le savais pas réellement", admet-il. Sa particularité, en plus de travailler pour le territoire, est d'utiliser des emballages plastiques biodégradables.

"Ce trophée a toute sa place dans le paysage économique réunionnais (...). Il valorise les initiatives des entreprises", rappelle la déléguée générale de la CPME, Santhi Véloupoulé.

Et quoi de mieux que de voir des étudiants mettre en lumière ces initiatives en faveur du territoire au sein des entreprises qu'ils ont pu découvrir pendant le trophée. "Nous avons ce regard de la jeunesse sur le monde des entreprises, une jeunesse qui défend l'entreprise", se félicite Dominique Vienne.

Ce n'est pas tous les jours que la jeune génération vient "pitcher" l'activité d'une entreprise en montrant les capacités et innovations de celle-ci.

En tout, 52 étudiants se sont immergés au contact de 13 entreprises locales. "Nous avons pris énormément de plaisir à participer à ce projet et sommes arrivés à faire quelque chose tout en nous amusant", avance Linaa



Ces prix récompensent l'ancrage territorial. (photo JD)

Iqbal, étudiante à l'IAE. Cette dernière a remporté avec trois autres de ses camarades (Dimitri Hoareau, Marina Kakonski et Tatiana Lo Dai Hine) le prix de la meilleure plaidoirie

pour l'entreprise 4 Realize, spécialisée dans l'environnement et les nouvelles technologies.

Julien Delarue
jdelarue@jir.fr

30 – « Pascal Thiaw-Kine : « Le bio pour tous » », interview parue dans les pages spéciales « bio » du Quotidien du 19 juin 2018

Pascal Thiaw-Kine (E.-Leclerc) : « Le bio pour tous »

Le chef de file du mouvement E.-Leclerc à La Réunion souligne l'engagement de son enseigne sur les prix des produits bio, tout en appelant la production locale à se développer, pour devenir accessible à tous.

La place faite aux produits bio s'agrandit-elle dans les rayons des magasins E.-Leclerc ?

Pascal Thiaw-Kine : « L'offre bio se développe dans nos magasins afin de répondre au mieux à l'évolution des besoins des consommateurs. Nous devons toujours être en phase avec la demande des Réunionnais. Selon la taille de chaque magasin E.-Leclerc, nous faisons au mieux pour avoir un rayon suffisant sur l'offre bio, qui ne fera qu'augmenter. Cette année, plusieurs de nos magasins ont été remis au goût du jour, dont celui de la rue Monthyon, à Saint-Denis, par exemple. Ces refontes ont été pensées en fonction des nouvelles problématiques de consommation : l'alimentation sans gluten, le bio. En résumé, le mieux manger ».

Proposez-vous d'ores et déjà des fruits et légumes bio locaux dans vos magasins ?

P. T.-K. : « Nous tenons nos engagements envers la production locale pour accompagner les agriculteurs réunionnais. Chaque année, nous organisons des opérations mettant en avant notre offre de

produits locaux, parmi lesquels se trouvent des produits certifiés bio. Notre partenariat direct avec les producteurs, les « Alliances Locales », nous permet d'avoir des produits de qualité ».

L'attitude de la clientèle réunionnaise vis-à-vis du bio évolue-t-elle de la même manière qu'en métropole ?

P. T.-K. : « Les habitudes alimentaires des Réunionnais évoluent comme en métropole. Nous sommes un département français comme un autre, avec les mêmes attentes, les mêmes demandes.

Malheureusement, la production locale ne se développe pas assez vite. La demande de mieux manger et de manger sainement se fait fortement entendre à La Réunion. Mais l'offre n'est pas suffisante, contrairement à la métropole, où de nombreuses enseignes, restaurants, ou autres proposent déjà une alimentation plus adaptée. L'offre étant peu développée à La Réunion, elle n'est pas suffisamment accessible. C'est pour cela que E.Leclerc s'engage à défendre le pouvoir d'achat des Réunionnais même sur les produits dits « de qualité ».

Notre offre bio reste moins chère que les autres enseignes, et avec Marque Repère (Bio Village), nous avons une offre bio complète, jusqu'à 30% moins chère que les autres marques. Pour nous, le bio doit être réservé à tous ! »

Comment êtes-vous organisés pour gérer les produits bio ?

P. T.-K. : « On a une gestion par département, on a les mêmes exigences pour tous les produits qui sont dans nos rayons. Nos engagements c'est de donner un produit de qualité à tous nos clients. »




Né en 2015, Wake Up ! est la première épicerie Réunionnaise BIO consacrée au vrac et à l'alternatif.

Soucieux de l'enjeu environnemental, Nelly et Romain ont une volonté de changer les choses, à la naissance de leurs enfants, ils décident de créer un magasin dédié au 0 gaspillage et à la diminution des déchets.

Le VRAC est la nouvelle façon alternative de mieux consommer. Le concept est simple : il vous suffit d'emmener vos contenants et de les remplir avec la quantité de produits dont vous avez besoin.

Grâce à vos bocaux et leurs bouteilles consignées vous pourrez même acheter de l'huile, du miel etc...!

Après la boutique de la Technopole à Sainte-Clotilde, ils poussent le concept plus loin et proposent en plus de l'épicerie un restaurant 100% végétarien et BIO, à Saint-Gilles.

Et aussi...cosmétiques BIO et eco-friendly !

SAINTE-CLOTILDE
Rue Boyer de la Giroday
0262 21 36 62
(certifié Bio par VERITAS)

SAINT-GILLES
12 rue de la Cheminée,
résidence du Théâtre
0262 59 71 92
(Certification en cours)

www.wakeup.re  

Une façon alternative de consommer moins mais mieux !

31 – « Région et patrons parlent d'une même voix », paru dans le Quotidien du 20 juin 2018

ASSISES DES OUTRE-MER

Région et patrons parlent d'une même voix

Le président de Région et les représentants du monde économique local ont présenté hier leur contribution aux Assises de l'outre-mer, qui seront conclues fin juin par le gouvernement.

« Un vrai travail consensuel », résume Didier Robert. Le président de Région s'est entouré des représentants de toutes les organisations patronales et économiques (les trois chambres consulaires, Adir, Capeb, CPME, Medef, etc.) pour présenter hier la contribution de la collectivité aux Assises de l'outre-mer. Le message est clair: Région et « acteurs économiques », autrement dit le monde patronal, partagent la même conception du « modèle économique réunionnais ».

On se souviendra que Didier Robert n'attendait pas grand-chose des Assises de l'outre-mer lors de l'annonce de leur lancement par le gouvernement l'année dernière. Le président de Région craignait, sous une nouvelle appellation, un nouvel exercice d'états généraux ou de plans de développement.

« Coût du travail » et fiscalité

Il faut croire que Didier Robert s'est entre-temps laissé convaincre par ce gouvernement et sa méthode. « D'abord, il y a eu beaucoup de contributions, tout le monde s'est exprimé. Ensuite, le gouvernement est davantage dans une logique de projets plutôt que d'un énième document pour l'outre-mer », juge à présent le président de Région.

Dans sa contribution, la Région,

demande le renforcement du tissu économique local. Cela passe, comme l'a aussi souligné Jérôme Isautier pour l'Adir, par « le maintien à minima de la contribution financière de 2,5 milliards de l'Etat pour l'outre-mer ». Mais le document régional plaide aussi pour des « mesures supplémentaires » sur « le coût du travail, la fiscalité, l'octroi de mer, l'agilité entrepreneuriale (sic!), la conception globale des aides d'Etat, l'accès des entreprises aux marchés intérieurs et internationaux, la gestion des échanges entre la métropole et les territoires d'outre-mer ».

La Région considère aussi qu'il faut « faire de l'ouverture le nouvel horizon de l'économie réunionnaise », entendez par là « produire des solutions exportables et innovantes » et accueillir des investissements extérieurs. Pour cela, la collectivité et ses partenaires demandent une zone économique spéciale sous douane, la possibilité de négocier directement des accords avec des pays voisins...

Selon le président de Région, ces objectifs peuvent être atteints tout en conciliant développement économique et transition écologique. Le président de Région invoque par ailleurs une nécessaire « adaptation des normes sur une série de sujets » et une plus grande cohérence des politiques publiques.

« Je fais le pari que nous serons mieux écoutés et mieux entendus, car il y a aujourd'hui une voix réunionnaise commune sur le déve-



Didier Robert et Annick Girardin, lors du lancement des Assises des outre-mer en octobre dernier. La Région a rendu hier sa contribution. (Photo David Chane)

loppement économique, estime Didier Robert. Nous verrons si nos demandes seront appliquées, mais l'essentiel est que nous savons où nous allons ».

Rendez-vous les 27-28 juin

La Région annonce encore qu'un comité de pilotage, qui sera réuni trois ou quatre fois par an

pour suivre l'avancement de cette contribution, sera mis en place. Le document a été envoyé dès hier au président de la République et au Premier ministre. Didier Robert le remettra aussi aujourd'hui en main propre à la ministre des Outre-mer, Annick Girardin.

Les Assises de l'outre-mer seront officiellement clôturées les 27 et 28 juin par des réunions de restitution à l'Élysée, avant la publication du livre bleu des outre-mer.
Stéphane FONTAINE

ÉPIDÉMIE

La dengue passera-t-elle l'hiver ?

C'est un appel pressant que passe la préfecture alors que l'épidémie de dengue continue. Pour éviter qu'elle ne se développe l'été prochain, il ne faut pas laisser la dengue passer l'hiver...

32 – Double page dans le JIR – « Une même vision et une même ambition pour le territoire »

Aperçu

8 LA RÉUNION Mercredi 20 juin 2018 - Le Journal de 7h FAITS DIVERS POLITIQUE ÉCONOMIE SOCIÉTÉ CULTURE JOURNAL DES COMMUNES FORUM



Les acteurs économiques ont l'habitude de se réunir pour discuter de l'avenir de la Réunion (photo JIR)

«Une même vision et une même ambition pour le territoire»

ENTREPRISE. L'unité plutôt que la division. Toutes les organisations patronales se sont réunies autour du président de Région, Didier Robert, pour présenter la contribution du monde économique réunionnais qui sera transmise au gouvernement dans les prochains jours.

Ces acteurs économiques ont l'habitude de se réunir pour discuter de l'avenir de la Réunion (photo JIR)

Les tulpiers envahissants remplacés par des palmiers endémiques en Centre Ville du Tampon. L'aire de la mangrove... Les tulpiers envahissants remplacés par des palmiers endémiques en Centre Ville du Tampon. L'aire de la mangrove... Les tulpiers envahissants remplacés par des palmiers endémiques en Centre Ville du Tampon.

Le directeur général de la Région... Les tulpiers envahissants remplacés par des palmiers endémiques en Centre Ville du Tampon. L'aire de la mangrove... Les tulpiers envahissants remplacés par des palmiers endémiques en Centre Ville du Tampon.

9 LA RÉUNION Mercredi 20 juin 2018 FAITS DIVERS POLITIQUE ÉCONOMIE SOCIÉTÉ CULTURE JOURNAL DES COMMUNES FORUM



Didier Robert : «La démarche est historique»

INTERVIEW. Pour imposer sa vision du territoire, le président de la Région joue sur deux tableaux : les Assises de l'Outre-mer et la réforme constitutionnelle. À la clé, une sanctuarisation espérée des budgets ultramarins et des compétences renforcées pour les collectivités.

La Région réunionnaise le 22 juin à Assemblée Générale la contribution de la collectivité au sein de l'Union européenne... Didier Robert : «La démarche est historique»... La Région réunionnaise le 22 juin à Assemblée Générale la contribution de la collectivité au sein de l'Union européenne.

Julien Delorme / JIR

Julien Delorme / JIR



Les acteurs économiques ont rédigé une contribution commune qui amène une réflexion nouvelle pour appréhender l'économie de demain à La Réunion (photo JD).

“Une même vision et une même ambition pour le territoire”

ENTREPRISE. L'unité plutôt que la division. Toutes les organisations patronales se sont retrouvées autour du président de Région, Didier Robert, pour présenter la contribution du monde économique réunionnais qui sera transmise au gouvernement dans les prochains jours.

Ce sont plusieurs mois de travail qui ont accouché d'une contribution globale du monde économique réunionnais.

Le fruit d'une collaboration intense entre toutes les organisations patronales de La Réunion (Adir, Capeb, C.A.R, CCIR, CMAR, CPME, Cluster Maritime, Digital Réunion, FRBTP, Medef, La Réunion Économique) et la Région. “C'est un moment solennel, historique dans la mesure où nous partageons et engageons une réflexion sur l'économie de notre territoire”, explique en préambule Didier Robert.

Un document stratégique de 27 pages qui amène une réflexion nouvelle pour appréhender l'économie de demain à La Réunion. “Une même vision et une même ambition pour le territoire”, avance-t-il. Plus question de travailler chacun dans son coin, mais d'avoir une vision commune.

Mais ce consensus économique arrive-t-il trop tard ? On peut tout de même se poser la question alors que le ministère des Outre-mer s'apprete à dévoiler son fameux Livre Bleu, conclusion des assises des outre-mer, mais également le montant arrêté des aides dans le cadre

de la revue économique (2,5 milliards d'euros pour nos départements constitués de dispositifs d'accompagnement et d'exonérations. Ndlr). Et pour le moment à Paris, le chaud et le froid souffle

rence. Aujourd'hui, nous avons une démarche volontariste”, précise le patron de la Réunion Economique. Surtout celle d'aller plus loin dans la réflexion. A écouter le président de Région, il serait “inconcevable” de voir l'État revenir sur le volume global de cet effort de compensation à destination des départements d'outre-mer. “Il y a nécessité de sécuriser cette enveloppe”, rappelle-t-il.

SPÉCIFICITÉ ET ADAPTABILITÉ

D'où le travail mené autour de cette contribution, pour rendre La Réunion plus attractive sur le plan économique. Une suite logique à ce qui a pu se dire et s'échanger, notamment lors des différentes rencontres entre les régions ultrapériphériques et le rendu du fameux Mémoire avec comme axe central l'article 349 du traité de Lisbonne qui reconnaît les spécificités de chaque territoire, dont La Réunion. Autre levier activé, la réforme constitutionnelle en cours de discussion et le fameux article 73 (Amendement Virapoullé, Ndlr) de la Constitution. Internationalisation, fiscalité, coût du travail... Autant

d'éléments qui amènent les acteurs économiques et La Région à faire des propositions concrètes pour rayonner dans et en dehors de la zone océan Indien, tout en rendant le territoire attractif

l'adaptabilité et la dérogation des lois et autres normes françaises et européennes. “Aujourd'hui nous passons de l'ambition à la pratique”, insiste Daniel Moreau, président de l'Adir. Des propositions qui cadrent également avec le programme économique du président de Région.

Dans sa démarche d'ancrage territorial, la collectivité a retenu plusieurs axes en insistant sur l'économie et l'écologie, l'adaptation des normes, une plus grande cohérence des politiques publiques ou encore une marche “forcée” vers l'innovation.

DES COMITÉS DE PILOTAGE

Le document finalisé sera transmis au président de la République Emmanuel Macron, au Premier ministre Edouard Philippe, ainsi qu'à la ministre des Outre-mer Annick Girardin.

Dès lundi prochain, Didier Robert se rendra à Paris pour la rencontrer et lui remettre officiellement le document. “Le travail ne fait que commencer”, prévient-il. Plusieurs comités de pilotage sont déjà prévus et les acteurs économiques permettront de se rencontrer plusieurs fois par an.

L'idée est de faire passer ces propositions réunionnaises dans le prochain projet de loi finances 2019. “La voix réunionnaise commence à s'exprimer sur le champ



Les tulipiers envahissants remplacés par des palmiers endémiques en Centre Ville du Tampon

Lors de la tempête Fakir, un des tulipiers du Gabon situé en centre-ville, a été renversé. Cet arbre, au bois très cassant, est en effet très sensible aux vents cycloniques. Le diagnostic sanitaire réalisé sur ces arbres, plantés il y a plus de 20 ans sur la route Hubert Delisle, a également mis en évidence la présence de termites et de champignons.

Outre le risque de chute, ces individus plantés empiètent sur la voie publique et leurs racines endommagent les trottoirs et les réseaux d'assainissement, de téléphone et d'électricité. Grâce au retour d'expériences récent des aménageurs, il est recommandé en milieu tropical de ne plus planter cette espèce en zone urbaine car son système racinaire nuit aux infrastructures.

Le tulipier du Gabon (*Spathodea campanulata*) est classé depuis quelques années parmi les 100 espèces les plus envahissantes au monde par l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature), qui sont l'une des causes de la perte de biodiversité mondiale. Christophe Lavergne, responsable du service « Conservation de la Flore et des Habitats » au Conservatoire Botanique National-CPIE Mascarin, explique que « le tulipier du Gabon a déjà envahi de nombreux pays. A La Réunion, il a été introduit dans les années 1950 comme arbre d'ornement. Ses nombreuses graines ailées sont dispersées par le vent et se propagent sur de longues distances à plusieurs centaines de mètres du pied mère. Des populations spontanées ont déjà été détectées à plusieurs endroits de l'île : l'espèce représente une menace très sérieuse pour nos espèces indigènes et endémiques de La Réunion ».

La DEAL a organisé des ateliers de travail avec divers acteurs locaux en 2016 pour déterminer la liste des plantes exotiques potentiellement envahissantes à ne pas introduire ni planter sur le territoire de La Réunion. Une liste de 810 espèces, où figure le Tulipier du Gabon, doit être reprise dans un arrêté ministériel qui a fait l'objet d'une consultation publique du 16 février au 12 mars 2017.

Afin de garantir la sécurité de tous les usagers et riverains et d'éviter que le tulipier du Gabon se propage au détriment des espèces indigènes et endémiques de l'île.



Didier Robert : “La démarche est historique”

INTERVIEW. Pour imposer sa vision du territoire, le président de la Région joue sur deux tableaux : les Assises de l'Outre-mer et la réforme constitutionnelle. À la clé, une sanctuarisation espérée des budgets ultramarins et des compétences renforcées pour les collectivités.

La Région remettra le 25 juin à Annick Girardin la contribution de la collectivité aux assises de l'Outre-mer. La participation de l'ensemble des acteurs économiques à cette réflexion donne-t-elle à ce document une portée vraiment spécifique ?

“Je me suis toujours battu pour que la classe politique et le monde économique s'expriment d'une seule voix forte, majoritaire. Pour que cette ligne de cohérence entre les différents acteurs institutionnels et privés renforce la crédibilité du territoire et oblige nos interlocuteurs à nous comprendre et nous écouter. En 2012, lorsque les régions ultrapériphériques (RUP) ont uni leurs forces, l'Union européenne a été contrainte d'adapter sa maquette financière et de fléchir ses crédits sur les priorités que nous avons définies ensemble. L'impact ensuite, on le voit bien, est bénéfique pour tous les Réunionnais.

Dans le cadre des Assises de l'Outre-mer, nous nous sommes imposés le même exercice consensuel afin de ne pas avancer en ordre dispersé. La contribution que porte la Région Réunion correspond à une feuille de route partagée par l'ensemble des organisations professionnelles. La démarche est historique. C'est la première fois que l'ensemble des représentants économiques et la Région Réunion se réunissent de manière volontaire. Notre ambition est clairement posée. Je suis certain que le gouvernement sera sensible

à cette démarche d'union sacrée économique et qu'il inscrira cette nouvelle relation dans une logique partenariale sur la durée.

Les propositions contenues dans cette contribution ne sont-elles pas trop minimalistes comparées aux bouleversements auxquels se trouve confronté notre territoire ?

Sincèrement je ne le crois pas. Cette contribution que je remettrai le 25 juin à la ministre de l'Outre-mer et au Premier Ministre est un document très fort qui pose les fondamentaux du modèle économique réunionnais. Nous devons aller plus loin en matière d'attractivité du territoire et de compétitivité des entreprises. Sur de nombreux sujets comme le tourisme durable, le numérique, l'innovation, La Réunion est en ordre de marche. Mais il faut maintenant que l'Etat nous aide à franchir un cap afin que l'on puisse lutter à armes égales avec les pays de la zone.

La question de l'attractivité et de la compétitivité oblige à repenser la question de la fiscalité pour rendre nos entreprises plus concurrentielles. Ce qui est valable pour la fiscalité l'est aussi pour l'aménagement du territoire, enfermé dans un carcan réglementaire, et les normes nationales imposées à nos PME alors qu'elles produisent sur un territoire ultramarin.

Il y a enfin un dernier sujet qui concerne la coopération régionale

Je ne veux m'occuper ni de diplomatie, ni de sécurité mais d'économie, d'activité, de formation... La Région ne peut signer aujourd'hui aucun accord économique sérieux avec ses voisins sans l'aval du Quai d'Orsay.

Les nouvelles mesures en faveur de l'Outre-mer trouveront une première traduction dans la loi de finances 2019 mais aucune loi pluriannuelle engageant l'Etat sur une durée plus longue n'est pour l'instant programmée. N'y a-t-il pas là un risque d'instabilité juridique et budgétaire ?

Les moyens mis à la disposition par l'Etat (2,5 milliards d'euros) doivent être sanctuarisés en dépit des contraintes auxquelles nous sommes tous confrontés. Dans ce contexte, il faut que la loi de finances 2019 intègre d'emblée nos orientations. C'est un premier acte. Le deuxième doit se traduire par un accord pérenne, une convention contractualisée entre l'Etat et la Région qui balise sur plusieurs années les futures lois de finances.

Quelle est votre marge de manœuvre sur cette méthode ?

Nous travaillons sur ces dossiers depuis de longs mois déjà et je ne doute pas un seul instant de la détermination des parties. Pour sa part, la Région a déjà démontré sa capacité à faire preuve de solidarité nationale en intégrant dans son budget la volonté de réduction des

comprise. Deux, préserver notre capacité de désendettement. A l'Etat, demain, d'assumer la sienne.

Dans quelques jours, vous allez officiellement approuver le projet de réforme constitutionnelle présenté début mai par le gouvernement. Comment le droit à l'expérimentation auquel vous êtes attaché, voire à la différenciation territoriale, peut-il se traduire localement ?

Avec le projet de loi constitutionnelle, la Réunion disposera de tous les outils nécessaires à son éman-

ation. L'article 73 permet à tous les Départements et Régions d'Outre-mer d'adapter eux-mêmes les textes (lois et règlements) régissant leurs compétences, en raison de leurs spécificités et leurs caractéristiques. Adapter ou fixer soi-même des règles reste difficilement réalisable et aura une portée limitée puisque la Constitution ne permet à aucune collectivité territoriale soumise à l'article 73 de réglementer ou de voter des lois dans les domaines réservés à l'Etat comme la monnaie, l'état civil, etc...

A quels sujets précis pensez-vous ?

Dans la dernière version actuellement en discussion l'article 73 de la Constitution préserve l'esprit de l'amendement Virapoullé tout en favorisant les nécessaires adaptations législatives et réglementaires. Mais c'est la rédaction du nouvel article 72 qui offre aux départements

“Il faut maintenant que l'Etat nous aide à franchir un cap afin que l'on puisse lutter à armes égales avec les pays de la zone”.

et régions de métropole et d'outre-mer d'autres vraies marges de manœuvre. Le droit à la différenciation territoriale est désormais acté et l'expérimentation possible sans que celle-ci soit forcément généralisée. La combinaison de ces différentes dispositions réaffirme l'ancrage de La Réunion dans l'ensemble français tout en permettant à notre île d'adapter son environnement économique à son environnement régional. Je suis Français, Européen, Réunionnais mais je reste profondément attaché à une logique d'efficacité économique. Cette réforme constitutionnelle me

Crédit photo / Région Réunion

33 - « Le CESER attentif aux effets du pacte de confiance », paru dans le JIR et sur Clicanoo du 20 juin 2018

Lien : https://www.clicanoo.re/Politique/Article/2018/06/20/Le-Ceser-attentif-aux-effets-du-pacte-de-confiance_536061

Le Ceser attentif aux effets du pacte de confiance

COLLECTIVITÉ. Hier, le Ceser a siégé pour la première fois sous la présidence de Dominique Vienne en amont d'une assemblée plénière. Avant les débats de vendredi, le Conseil économique social et environnemental s'est notamment intéressé aux comptes de la Région en 2017. Tous les indica-

teurs laissent entrevoir une maîtrise budgétaire.

La pyramide inversée, grâce à une hausse notable de la contribution des entreprises, a vu ses recettes de fonctionnement croître de + 19 %. L'épargne brute de la collectivité est aussi en croissance. Bref, les indicateurs sont bons.

Sauf que les temps à venir s'annoncent plus compliqués à aborder. L'État a proposé un pacte de confiance à toutes les collectivités avec un objectif de contenir les dépenses de fonctionnement. La Région devra en tenir compte au moment de redessiner sa trajectoire d'équilibre via une nouvelle program-

mation pluriannuelle d'investissements. Ce pacte de confiance fait craindre le pire au Ceser qui rappelle que La Réunion est dans un contexte différent de celui de la métropole, avec des aménagements en cours, et encore des gros enjeux sociétaux (*santé, illettrisme*). Pour serrer encore davantage sur les liens du

corset, le Ceser a aussi attiré l'attention sur la renégociation commencée des programmes européens. L'instance a aussi rappelé que l'État n'assumait pas pleinement ses obligations en matière de continuité territoriale ou d'aide au logement.

Y.G

34 - « Plant'Péi, le label pour les plantes locales », paru dans le Quotidien du 20 juin 2018

HORTICULTURE

Plant'Péi, le label pour les plantes locales

Une marque collective pour assurer les consommateurs d'une plante de qualité et produite sur place, c'est ce qu'ont présenté hier les membres de l'UHPR avec Plant'Péi.

Nous l'attendions pour la fête des mères, ce n'est qu'hier que les horticulteurs et pépiniéristes de l'UHPR (Union des horticulteurs et pépiniéristes de La Réunion) ont présenté la marque collective et locale Plant'Péi. Un label qui vise à promouvoir la production horticole locale, de plantes qui ont poussé sur l'île, à la qualité visuelle et sanitaire qui se veut irréprochable.

« Une plante créolisée », résume Joseph Avril, horticulteur historique et récipiendaire hier de la médaille du mérite agricole des mains de la députée Ericka Bareigts.

Rapidement, on devrait trouver les végétaux Plant'Péi dans les jardinerias, sur les marchés, dans les grandes et moyennes surfaces. Une plante poussée à La Réunion, c'est l'assurance d'une meilleure reprise, sans besoin d'acclimatation.

La qualité à un prix. Modique. « Ce label, c'est la reconnaissance de la qualité de nos produits », se félicite Yannick Lauret, producteur d'orchidées à L'Étang-Salé. « La qualité est primordiale pour les orchidées; nos clients préfèrent dépenser deux ou trois euros de plus pour une plante à quinze euros et

pourvoir la garder et la voir reflourir », estime le patron des Orchidées du Cap.

La marque collective Plant'Péi est l'un des projets phares de l'UHPR. Elle regroupe les horticulteurs et pépiniéristes adhérents à l'UHPR et dont les plantes répondent au cahier des charges. Sur un millier d'espèces disponibles dans l'île à cette heure, Plant'Péi en propose dix à vingt pour cent. « Toutes peuvent prétendre au label », assure Patrice Fages, président du syndicat professionnel. Les Plant'Péi rassemblent en effet les plantes en pots, les fleurs coupées, les plantes à massifs et fruitiers, les endémiques mais aussi les plantules pour maraîchers ou encore les plantes aromatiques.

Un hub pour l'export de végétaux

« Entre 2001 et 2011, la profession a perdu 130 entreprises horticolas et 500 emplois », rappelle Patrice Fages qui espère bien retrouver ces emplois par le développement et la structuration de la filière. Aujourd'hui, l'UHPR regroupe 40 adhérents sur 200 horticulteurs, assure avec 45 millions de chiffre d'affaires 80% de la production lo-



Patrice Fages de l'UHPR et la députée Ericka Bareigts ont lancé hier la marque Plant'Péi. (Photo PhN)

cale et 20% de toute l'économie végétale de l'île, y compris la canne, les fruits et les légumes.

Après la marque collective, l'UHPR compte organiser un hub pour l'export de végétaux vers l'Europe. Mais avant cela, elle devra trouver le moyen de protéger sa production de plantes

endémiques, notamment face à la concurrence possible de l'énorme puissance industrielle de la Hollande dans ce domaine. Ericka Bareigts assure qu'elle se penche sur le problème, et qu'elle a reçu une oreille attentive du Premier ministre.

Philippe NANPON

Un label pour les plantes péi

HORTICULTURE. Malmenée par les importations, la filière horticole vient de créer un label pour toutes les plantes produites à la Réunion. Plus belles et plus durables mais aussi un peu plus chères, ces plantes doivent permettre à la filière horticole de créer 500 emplois en 5 ans.

Comme on se sait peu, mais l'horticulture péi est une industrie qui compte. Elle représente 20 % de l'activité végétale (cannes, maraîchage...), réalise un chiffre d'affaires de 45 millions d'euros et emploie 1200 personnes. C'est pourtant une filière en difficulté. Les importations, notamment d'orchidées à bas prix, mais aussi les maladies et l'arrivée de nouveaux insectes ravageurs l'ont considérablement fragilisées. Depuis 2001, 130 horticulteurs ont mis fin à leur activité. 500 emplois ont été détruits.

Lors de son arrivée à la tête de l'Union des horticulteurs et pépiniéristes de la Réunion (UPHR), Patrice Fages, également directeur des pépinières du Théâtre,

déclenche un véritable Plan Marshall pour sauver la filière. 34 actions fortes sont programmées à la suite d'un audit. Les ambitions sont fortes : créer 1000 emplois en quelques années.

OBJECTIF EXPORTATION

Depuis, les ambitions ont été revues à la baisse. Avant de réussir à créer des emplois, la filière a d'abord dû penser à pérenniser ceux existants. Elle a aussi entamé son développement. Le nouveau label «Plant Péi» doit justement permettre d'accélérer.

Ce label valorise les plantes produites à la Réunion, donc déjà acclimatées et capables de vivre plus longtemps. Elles ont aussi l'ambition

d'être plus belles que les plantes importées. « Dans un premier temps, ce label va nous permettre de consolider nos parts de marché et les emplois. Ensuite, nous espérons créer 500 emplois en 5 ans », affirme Patrice Fages.

« Plant'péi » était très attendu par la profession. « C'est la reconnaissance de notre savoir faire », affirme Yannick Lauret, le gérant de la société Orchidées du Cap. Nous travaillons sur la qualité. Nos orchidées sont plus belles, durent plus longtemps et refleurissent. Les clients sont désormais prêts à dépenser deux à trois euros de plus pour s'offrir une orchidée de qualité.

Ces plantes labellisées sont en vente dans les jardinerie de l'île et sur les marchés.



Patrice Fages (à droite) compte sur la députée Ericka Bareigts pour sécuriser les financements européens du Poséi.

Elles sont identifiées par un logo, où la Réunion est représentée par une couronne de fleurs vertes.

Le label regroupe pour l'instant une dizaine d'horticulteurs. D'autres profes-

sionnels viendront bientôt grossir les rangs. Ce qui permettra à la filière de poursuivre ses objectifs. D'ici 2021, elle souhaite exporter sa production, notamment des plantes endémiques.

Elle devra protéger leur spécificité pour éviter de se les faire voler. Il faudra aussi sécuriser les financements européens du Poséi qui pourraient diminuer.

J.-Ph.L.

36 – « La Cogedal et Calicoco lauréats du Trophée Entreprise & Territoire 2018 », paru sur freedom.fr le 20 juin 2018

Lien : <http://freedom.fr/la-cogedal-et-calicoco-laureats-du-trophee-entreprise-territoire-2018/>



La Cogedal et Calicoco lauréats du Trophée Entreprise & Territoire 2018

Publié le 20 juin 2018 dans Actualités/Infos Réunion

Cogedal et Calicoco. Ces deux entreprises sont les grandes gagnantes du Trophée Entreprise & Territoire 2018 dont la cérémonie de clôture s'est déroulée ce mardi 12 juin 2018 au Domaine du Moca à Saint-Denis.

A l'issue de cette deuxième édition, particulièrement relevée, la Cogedal (Compagnie Générale d'Alimentation de La Réunion) s'est imposée dans la catégorie reine des entreprises de 5 salariés et plus, et remporte à ce titre le « Trophée Entreprise & Territoire 2018 ». Calicoco, quant à elle, est distinguée par le « prix Émergence » qui récompense la meilleure entreprise dans la catégorie des sociétés de moins de 5 salariés.

Ancrage territorial, responsabilité sociétale (RSE), qualité de vie au travail (QVT) : autant de marqueurs qui ont permis aux lauréats de se distinguer au cours des diagnostics dressés par des

groupes d'étudiants de Master de l'IAE Réunion. Comme lors de la première édition, le prix de la meilleure plaidoirie a été décerné aux étudiants les plus éloquents. Cette année, Dimitri Hoarau, Liinaa Iqbal, Marina Kakouski et Tatiana Lo Dai Hine ont été plébiscités pour leur plaidoirie en faveur de l'entreprise 4 Realize.

Il n'aura pas fallu plus de deux éditions pour que le Trophée Entreprise & Territoire se forge une solide place dans le paysage économique réunionnais. Les deux lauréats du millésime 2018 se sont imposés au terme d'une édition particulièrement attractive. Plus de 40 candidatures ont été examinées contre une douzaine l'an passé.

Le président du jury, Alain Baudry de Groupama Océan Indien, a souligné la qualité des dossiers, ce qui a rendu la compétition serrée, et les délibérations encore plus difficiles : « *Nous avons choisi d'attribuer le Trophée Entreprise & Territoire à la Cogedal. Cette entreprise s'est inscrite structurellement dans une démarche RSE qui valorise, malgré une vive concurrence, la pérennité du maintien d'une industrie de transformation à La Réunion ; et qui favorise, par des ramifications nombreuses dans le secteur artisanal, l'ancrage territorial à La Réunion* ».

Un passage de témoin entre ancien et nouveau lauréats

Dans la seconde catégorie du concours, celle des sociétés de moins de cinq salariés, la cérémonie a donné lieu à un passage de témoin. Le prix Émergence a en effet été remis à l'entreprise Calicoco avec le parrainage de Zeop, lauréat de l'édition précédente.

« Calicoco a construit un projet complet et abouti à la fois en termes de qualité de vie au travail et de responsabilité sociétale. Elle privilégie l'achat de matières premières issues des productions locales, utilise des emballages biodégradables, et veille au bien-être de ses deux collaborateurs. Cette confiserie artisanale contribue, qui plus est, à la valorisation des produits locaux », commente Dominique Vienne, président de la CPME Réunion et membre du jury.

En guise de récompense, la Cogedal, lauréate du Trophée Entreprise & Territoire 2018, s'est vu offrir un billet d'avion de la part d'Air France vers la destination de son choix en Europe et sera mise en valeur dans les médias régionaux grâce à l'achat d'espaces publicitaires en partenariat avec Antenne Réunion.

Calicoco, lauréat du « prix Émergence » 2018, a reçu un billet d'avion A/R vers la destination de son choix en Europe offert par Air France afin de participer à un salon professionnel ; ainsi qu'un chèque de 2000 euros offert par la Région Réunion. Par ailleurs, Calicoco bénéficiera pendant un an de l'offre de services aux entreprises de la CPME Réunion.

Le Trophée Entreprise & Territoire est porté par la CPME Réunion, Groupama Océan Indien, ainsi que de nombreux partenaires : le Groupe Urcoopa, Zeop, l'IAE Réunion, Air France, Antenne Réunion, et la Région Réunion. Chaque année, il met en compétition des TPE et PME qui ont à cœur de mettre l'Homme, l'environnement et l'ancrage territorial au centre de leurs préoccupations. Pour départager les candidats, le jury évalue les entreprises selon cinq critères : la mise en valeur du territoire, le développement économique, la responsabilité environnementale, les préoccupations sociales et la gouvernance de l'organisation.

« Il existe plusieurs manières de procéder lorsqu'on entreprend. L'attachement des entrepreneurs réunionnais à leur île va au-delà des préoccupations économiques. Le Trophée Entreprise & Territoire est un marqueur de reconnaissance : développer son entreprise dans le souci constant de l'équilibre des parties prenantes est une preuve d'ancrage territorial très forte », a déclaré Dominique Vienne, président de la CPME Réunion, dans son discours de clôture.



Grégory Grimoult, dirigeant de Calicoco, lauréat du prix Émergence



Nicolas Ruiz, représentant de la Cogedal, lauréate du Trophée Entreprise & Territoire



Liinaa Iqbal (à gauche de l'image), Tatiana Lo Dai Hine (au centre) et Dimitri Hoarau (à droite de l'image), lauréats du prix de la meilleure plaidoirie.

**37 – VIDEO – « Calicoco et Cogedal grands vainqueurs du prix Trophée
Entreprise et Territoire » publiée sur la chaîne Youtube de O'TV le 15 juin 2018**

Lien : <https://www.youtube.com/watch?v=nPJocWDDp0A>

A revoir sur la chaine Youtube de O'TV : Le Lancement du Trophée Entreprise & Territoire
2018: <https://www.youtube.com/watch?v=eXHbNh6SCdY>

38 – « L'ancrage local des économies ultramarines en colloque au Sénat »,
paru sur clicanoo.re le 22 juin 2018

L'ancrage local des économies ultramarines en colloque au Sénat

INFOS

Réunion

Economie

22 juin 2018, 06h00

2 Commentaire(s)

PARTAGE



•
(Photo : FXG)

Ils sont venus en nombre au Sénat pour participer hier au colloque, "relever l'ancrage local des économies ultramarines, outils et bonnes pratiques". Philippe Labro, président du syndicat du sucre de la Réunion, est venu parler de l'importance de la structuration en filières et de sa remarquable efficacité dans les DOM. Johnny Law Yen, président de Solyval, est venu témoigner de la valorisation du pneu usagé à la

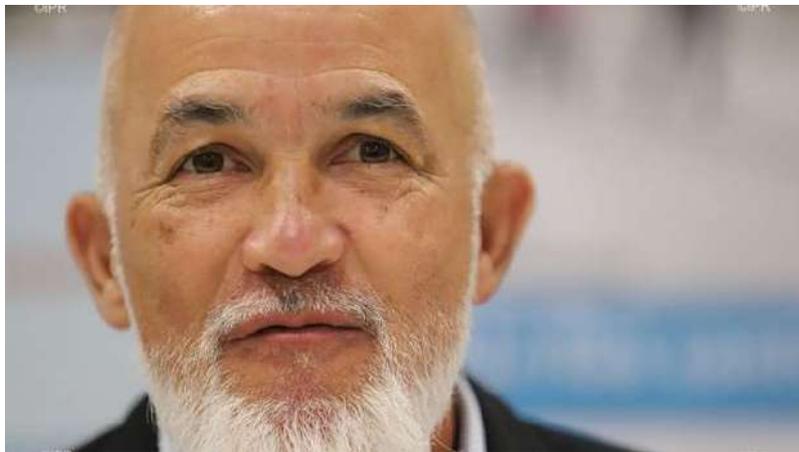
Réunion et Antoine de Palmas (Suez) du recyclage et de la valorisation des déchets et de son projet pour maximiser l'économie circulaire. Dominique Vienne, président de la CPME de la Réunion et de l'association SBA Réunion, est venu expliquer l'intérêt du small business acte ou "stratégie du bon achat", comme levier économique puissant de la puissance publique. Enfin Arnaud Florentin, économiste et directeur associé du cabinet Utopies, et Guillaume Branlat, président du directoire de l'aéroport Roland-Garros, sont intervenus pour évoquer l'étude "REELLE" (ré-enraciner l'économie locale).

39 – « La Cinor invitée à participer à une table ronde au Sénat » paru sur Imaz
press le 17 juin 2018

Colloque "relever l'ancrage local des économies ultramarines"

La Cinor invitée à participer à une table ronde au Sénat

Publié le Dimanche 17 Juin à 10H49 / Actualisé le Dimanche 17 Juin à 10H55



Jeudi 21 juin 2018, la Cinor, par le biais du président Gérard Maillot, ainsi que le SBA Réunion participeront à une conférence organisée par la délégation sénatoriale aux outres-mer au Sénat. L'objet du colloque : "relever l'ancrage locale des économies ultramarines".

Les débats porteront sur deux outils jugés "efficaces" pour maximiser les retombées locales en matière d'économie circulaire, dont le SBA sur lequel il sera fait un focus avec mise en avant de l'exemple réunionnais.

Seront également présents Jean-Marc Peyrical, président de l'Association pour l'achat dans les services publics (APASP), Dominique Vienne, président de la CPME Réunion et Joëlle Prévot-Madère, présidente de la CGPME Guyane.

40 – « Colloque sur l'ancrage local : partager les bonnes pratiques », paru dans le Quotidien du 22 juin 2018

COLLOQUE SUR L'ANCRAGE LOCAL

Partager les bonnes pratiques

Le Sénat a organisé un colloque pour « révéler l'ancrage local des économies ultramarines », avec la mise en avant d'expérimentations innovantes.

C'est un colloque sous forme de boîte à outils. La délégation aux outre-mer du Sénat a réuni de nombreux chefs d'entreprises et observateurs des économies ultramarines pour échanger et faire connaître les outils et bonnes pratiques déjà mises en œuvre pour « renforcer l'ancrage local des économies ultramarines ». Car certaines solutions existent déjà.

Vincent Geronimi, de l'Université de Versailles, a commencé par tordre le cou à une idée souvent répandue selon laquelle les Outre-mer sont des territoires limités par leur petitesse. Pour lui, l'outre-mer devrait s'appuyer sur son capital humain et culturel et fonder des stratégies de différenciation. Sur tout, il assure que la petite taille d'un territoire n'est pas forcément un handicap, s'il se spécialise : « Les petits territoires » sont capables de générer des revenus par tête supérieurs à ceux des plus grands territoires.

Exemples à l'appui, plusieurs chefs d'entreprise ont raconté leurs innovations dans le secteur de l'économie circulaire. En clair, il s'agit de recycler des déchets pour les retraiter et leur donner une seconde vie sous forme d'un nouvel objet. En Nouvelle-Calédonie, une société transforme le verre des bouteilles en granulats fins comme le sable et l'utilise comme décapant sous forme de karcher. A la Martinique, une autre société a transformé des bouteilles en plastique sous forme de paillottes ou de résine. Pour La Réunion, Johnny Law Yen, de la société Solyval, a présenté sa filière de revalorisation des pneumatiques usagés, lancée il y a une dizaine d'années. Il ambitionne désormais d'utiliser ses pneus transformés pour en faire des matériaux pour des espaces de jeux pour enfants, des pavés

et bordures et même des tapis de confort pour les animaux d'élevage, et d'exporter vers les pays de l'Océan Indien.

Antoine de Palmas fait aussi de l'économie circulaire. Il prend l'exemple du carton. Pour le recycler, le carton est envoyé en Chine, qui une fois recyclé, repart le plus souvent vers l'Europe. « C'est de l'économie circulaire, certes mais avec un cercle qui fait le tour du monde », constate-t-il. Circulaire mais pas très respectueux de l'environnement. Pour lui, pour être pertinent, il faut que la boucle de l'économie circulaire soit le plus court possible. Antoine de Palmas a présenté projet Invest de grande usine de tri en construction qui doit permettre de recycler les déchets réunionnais plutôt que de les enfouir dans le sol. Son constat part du fait que près de 80% des déchets sont désormais collectés et triés à La Réunion, mais ils créent peu d'emplois et sont peu valorisés. A l'avenir, 7296 des ordures ménagères et des déchets industriels seront valorisés. Le projet devrait entraîner la création nette de 30 emplois et de 100 emplois indirects.



Michel Magras, sénateur de Saint-Barthélemy et organisateur du colloque, avec Dominique Vienne, de la CPME Réunion. (Photo Serge Massau)

Chômage de masse

La Réunion était également à l'honneur, avec la mise en avant du SBA, cette Stratégie du bon achat mise en place depuis 2016 pour aider les entreprises locales à prendre leur part des marchés publics.

Pour Dominique Vienne, président de l'association SBA, il s'agit d'un « acte stratégique de développement territorial ».

Mais un autre intervenant,

Jean-Marc Peyrival, président de l'association pour l'achat dans les services publics, joue les provocateurs : ce dispositif qui favorise le « localisme » est « fondamentalement contraire aux grands principes » de libre-concurrence prônés par l'Union européenne. Et d'avertir : « Mais bon, la commission européenne n'a pas encore bronché, alors profitez-en... »

Dominique Vienne rétorque que pour des territoires ultramarins en proie à un chômage de masse, « c'est un devoir social » que la commande publique soit utile au développement du terri-

toire et favorise les entreprises locales. Michel Magras, sénateur de Saint-Barthélemy enfonce le clou. Il reconnaît que le SBA réunionnais qui a ensuite été repris dans

la loi pour les cinq DOM, est « un outil de discrimination positive au service des entreprises locales. Nous sommes tous conscients que nous risquons de voir, à terme, le dispo-

sitif sauter. Mais c'est un risque à prendre. »

De notre correspondant à Paris, Serge MASSAU



41 – « Economie en Outre-mer : « L'économie de proximité, clé du développement des économies ultramarines ? » paru dur Outremer 360 le 24 juin 2018

Lien : <http://outremers360.com/economie/economie-en-outre-mer-leconomie-de-proximite-cle-du-developpement-des-economies-ultramarines/>

Economie en Outre-mer: « L'économie de proximité, clé du développement des économies ultramarines? »

24 juin 2018 [No Comment](#) [bassin-atlantique-Appli](#) [bassin-indien-Appli](#) [bassin-pacifique-Appli](#) [Economie](#) [Fil-info-appli](#)



A l'initiative de la délégation sénatoriale à l'Outre-mer et de la CPME Réunion, s'est tenu le colloque « Révéler l'ancrage local des économies ultramarines » le 21 juin, en présence de nombreux acteurs économiques ultramarins.

Et si l'insularité ou l'étroitesse des marchés des territoires ultramarins, longtemps considérés comme des handicaps à l'échelle de la mondialisation, étaient en réalité les véritables moteurs de développement économique des Outre-mer ?

Sur la base de plusieurs expériences provenant de Polynésie, de Guyane ou de La Réunion, la réponse semble être oui pour les multiples intervenants de ce colloque. A l'instar du sénateur Michel Magras, qui a souligné notamment la capacité d'innovation des économies ultramarines « Nos handicaps nous obligent à trouver des solutions innovantes et d'avenir à tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Ces solutions garantissent également un développement

« durable ». En effet, ce colloque avait pour objectif échanger sur les bonnes pratiques et les outils nécessaires pour favoriser l'ancrage local des économies locales. Le président de la délégation sénatoriale à l'Outremer a précisé par ailleurs que « l'enracinement local par le biais de l'économie circulaire ne signifie de se replier sur soi mais au contraire, confère plus de stabilité et de robustesse. Il permet de promouvoir un développement sur une dynamique globale en impliquant l'ensemble des acteurs »

Pour l'économiste Vincent Géronimi, l'ancrage local constitue même un enjeu non négligeable pour les économies ultramarines à la condition de mettre en oeuvre le principe de différenciation. « Élaborer et vendre des produits différenciés permet d'échapper à la concurrence des prix et des coûts ». La présidente de la CPME de la Nouvelle-Calédonie affirme pour sa part la nécessité de filiariser les secteurs économiques en Outre-mer. « La structuration du secteur pericole de Polynésie a permis de dynamiser la commercialisation de la «Perle de Tahiti ».

Vincent Pacini: « Les territoires ruraux ne sont pas les plus fragiles (...) il y a de vraies opportunités pour nos territoires [#ultramarins](#). » [#OutreMerSénat](#) [#OutreMer](#) pic.twitter.com/2bk8NSs1fA

Chérifa Linossier: « Nous avons besoin d'une [#législation](#) au niveau du pays pour relever les [#défis](#) à une échelle plus large et mettre en place une stratégie de développement économique pays plus efficace. » [#OutreMerSénat](#) [#OutreMer](#) pic.twitter.com/9X4VIJ6yll
[17:23 - 21 juin 2018](#)



Mieux évaluer

Au rang également des outils pour permettre le développement des territoires ultramarins, il est nécessaire de bien évaluer. C'est le cas avec l'étude RÉELLE (Ré-Enraciner l'Économie LocalE) portée par la [CPME Réunion](#), et présentée lors de ce colloque. Cette étude constitue en une analyse de la production et de la demande locale, secteur par secteur. Elle répertorie les fuites

économiques, les potentialités de relocalisation, et les opportunités de développement et de croissance des activités sur le territoire réunionnais sur les plans internes (densification) et externes (diversification). « Il n'y a pas une entreprise qui ne parle pas d'ancrage local aujourd'hui. Le « made in local », n'est pas une option. Il y a une nécessité à se tourner vers le ré-enracinement local » a indiqué Arnaud Florentin, économiste au cabinet Utopies et ayant travaillé sur l'étude RÉÉLLE.

[21 Juin](#)

[En réponse à @outremers360](#)

Dominique Vienne, Pdt de la [@CPME974](#): "Le [#SmallBusinessAct](#) n'est pas seulement un article de loi mais un véritable levier économique puissante dans la [#commandepublique](#)"
pic.twitter.com/rpFODz0afD

[outremers360](#)

Arnaud Florentin du cabinet [@Utopies_Paris](#): "La démarche [#EtudeRéelle](#) est une démarche en faveur des territoires à fortes résiliences. Un modèle économique qui amène un nouveau souffle et créer un lien entre modèle économique et du devt durable pic.twitter.com/qWtCtQBE7Y
[21:34 - 21 juin 2018](#)



« Trouver un langage commun »

Dans cette volonté de développer l'ancrage territoriale des économies ultramarines, la sphère publique (collectivités locales) doit pleinement y contribuer, notamment en privilégiant la Stratégie du Bon d'Achat au sein de la commande publique Dominique Vienne, Président de la CPME Réunion et de l'Association SBA Réunion a démontré durant son intervention l'utilité de mettre en oeuvre de ce dispositif adopté récemment dans la Loi EROM (Égalité Réelle en Outre-mer). « La Stratégie du Bon d'achat permet de rassembler et de côtoyer des mondes qui travaillent

ensemble mais qui ne se connaissent pas. La Stratégie du Bon d'achats n'est pas un texte de loi, c'est une démarche visant l'équité accès à la commande publique pour les entreprises ». Pour Dominique Vienne, envisager la maximisation des retombées locales ne peut être considéré comme du « nombrilisme » dans des territoires où le chômage est prédominant. « C'est un devoir sociétal d'envisager la commande publique, non plus comme une dépense mais plutôt un investissement pour le bon développement de nos territoires », a déclaré Dominique Vienne.

[21 Juin](#)

[En réponse à @outremers360](#)

Seconde partie du colloque "Révéler l'ancrage local des économies ultramarines" avec un focus sur le [#SmallBusinessAct](#) et sur [#ÉtudeRéelle](#) [#OutreMer](#) pic.twitter.com/cRgzFwCoVE



Dominique Vienne, Pdt de la [@CPME974](#): "Le [#SmallBusinessAct](#) n'est pas seulement un article de loi mais un véritable levier économique puissante dans la [#commandepublique](#)" pic.twitter.com/rpFODz0afD
[20:34 - 21 juin 2018](#)



Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité

C'est dans ce contexte que la relation entre les collectivités publiques et les entreprises doit s'améliorer et se renforcer. « Nous manquons de langage commun. Il faut réinvestir le langage: qu'est-ce-qu'une stratégie de bons d'achats? Qu'est-ce-qu'une économie locale? qu'est-ce que l'ancrage territorial? Qu'est-ce que la maximisation économique des retombées locales. Sans sémantique, Sans langage commun, on ne peut communiquer les uns avec les autres pour produire du bien commun, un bien profitable aux parties prenantes que sont les acteurs privés et les acteurs publics », a ajouté Dominique Vienne.

A La Réunion, la Communauté Intercommunale du Nord de La Réunion (Cinor) a intégré cette stratégie du Bon d'Achats, comme le souligne son président Gérard Maillot. Une stratégie qui a permis à la collectivité de s'inscrire comme un acteur innovant dans le développement des projets de son territoire. « Nous nous considérons comme des entrepreneurs du territoire, que ce soit public ou privé. En échangeant avec les petites et moyennes entreprises, nous sommes capables de faire tourner la planche à billets, d'utiliser au mieux les ressources que nous possédons. Dans les projets que nous développons au sein de la CINOR, nous veillons toujours à consacrer une partie de nos marchés aux entreprises locales. Notre politique est que dans les marchés que nous signons avec les grands groupes, que ces dernières intègrent aussi des entreprises locales non comme des sous-traitants mais comme des co-traitants», souligne Gérard Maillot. la Communauté intercommunale du Nord de La Réunion (CINOR), attribue désormais plus de 90% de ses marchés aux entreprises du territoire. La dynamique à engager est la création de valeur partagée entre des acteurs économiques et sociaux qui ont en commun la même volonté d'assurer le développement du territoire par l'activité et l'emploi perenne, non délocalisable. Concilier l'entreprise et le territoire, devient possible en orientant les politiques publiques vers cette création de valeur partagée par l'ancrage territoriale.



Durant ce colloque Dominique Vienne (président), Éric Leung (vice-président délégué), Johnny Law-Yen (vice-président délégué) et Santhi Véloupoulé (déléguée générale) ont présenté « l'étude RÉELLE » et le dispositif « SBA » © Outremers 360

Pour voir ou revoir le colloque « Révéler l'ancrage local des économies ultramarines » au Sénat: [cliquez sur ce lien](#)

42 – VIDEO – « Colloque : Révéler l'ancrage local des économies ultramarines : outils et bonnes pratiques » à revoir sur le site du Sénat

Lien : https://videos.senat.fr/video.707327_5b29839742fd6.colloque--reveler-l-ancrage-local-des-economies-ultramarines--outils-et-bonnes-pratiques?timecode=18705000

43 – « Ancrage territorial : le modèle réunionnais présenté au Sénat (CPME Réunion) », paru sur freedom.fr le 24 juin 2018

<http://freedom.fr/ancrage-territorial-le-modele-reunionnais-presente-au-senat-cpme-reunion/>



Ancrage territorial : le modèle réunionnais présenté au Sénat (CPME Réunion)

Publié le 24 juin 2018 dans Courriers des lecteurs

La CPME Réunion a exposé son action en faveur de l'économie circulaire au Sénat le jeudi 21 juin 2018 dans le cadre d'un colloque intitulé : « Révéler l'ancrage local des économies ultramarines ». Dominique Vienne (président), Éric Leung (vice-président délégué), Johnny Law Yen (vice-président délégué) et Santhi Véloupoulé (déléguée générale) ont présenté « l'étude RÉELLE » et le dispositif « SBA ».

Voici leur communiqué: « Ces deux actions, qui constituent le fer de lance du combat de l'organisation patronale en faveur d'une économie de proximité, ont été décrites en présence de nombreux chefs d'entreprise et observateurs de la vie économique ultramarine, tous réunis afin de partager et promouvoir les bonnes pratiques adoptées dans chaque territoire. Portée par la CPME Réunion, l'étude RÉELLE (Ré-Enraciner l'Économie LocalE) est une analyse de la production et de la demande locale, secteur par secteur. Elle répertorie les fuites économiques, les potentialités de relocalisation, et les opportunités de développement et de croissance des activités sur le territoire réunionnais sur les plans internes (densification) et externes

(diversification). L'association SBA, présidée par la CPME Réunion, rassemble 14 organisations professionnelles depuis le 18 juin 2016. En deux ans à peine, ce collectif a convaincu 13 collectivités territoriales de soutenir, par leurs achats, le développement économique de l'île. Cet engagement, matérialisé par la signature d'une convention, a permis d'importants progrès. À titre d'exemple, l'un des signataires, la Communauté intercommunale du Nord de La Réunion (CINOR), attribue désormais plus de 90% de ses marchés aux entreprises du territoire. Les mesures préconisées par le SBA Réunion ont également été reprises et étendues à l'ensemble

**44 – « Assises des Outre-Mer : Un modèle économique réunionnais partagé »,
paru sur Zinfos974 le 21 juin 2018**

Lien : https://www.zinfos974.com/Assises-des-Outre-Mer-Un-modele-economique-reunionnais-partage_a128908.html

Assises des Outre-Mer : Un modèle économique réunionnais partagé

Jeudi 21 Juin 2018 - 11:13



Contribution de la Région Réunion aux assises de l’Outre-Mer engagées par le Gouvernement en concertation avec les acteurs économiques de la Réunion

ADIR, CAPEB, C.A.R, CCIR, CMAR, CLUSTER MARITIME, CPME-RÉUNION, DIGITAL RÉUNION, FRBTP, MEDEF-RÉUNION, LA RÉUNION ÉCONOMIQUE

Didier ROBERT, Président de la Région a présenté, ce mardi 19 juin, la contribution économique de la Région, en concertation avec les acteurs économiques de La Réunion qui sera soumise prochainement à la Ministre des Outre Mer dans le cadre des Assises des Outre Mer, engagées par le Gouvernement.

Cette contribution est un document consensuel, porté par la Région, qui porte la responsabilité du développement économique de l’île, et l’ensemble des acteurs économiques locaux pour porter d’une même voix un projet économique pour La Réunion.

Deux enjeux majeurs ressortent de cette contribution :

- Un enjeu de développement de l’attractivité du territoire nécessitant une évolution de la fiscalité et des charges sociales pour les entreprises
- Une nécessité d’ouverture sur le monde, d’accompagnement des entreprises à l’extérieur du territoire

Cette démarche forte et partagée poursuit aujourd’hui l’ambition de faire entendre la voix de La Réunion sur le modèle économique souhaité de manière partagée pour l’île avec un impact positif sur l’attractivité, l’activité et l’emploi.

Résumé de la contribution :

PRÉAMBULE

Changer de philosophie et de méthode, en exploitant toutes les potentialités institutionnelles nationales et communautaires, existantes à ce jour, telle est l'ambition de la présente feuille de route. Celle-ci est conduite en parallèle des travaux et contributions réalisés par les acteurs économiques pendant les Assises de l'Outre-mer et dans le cadre des discussions sur le PLF 2019. Le présent document bien évidemment ne préjuge pas de la pertinence de ces propositions et projets.

Si le dynamisme de l'économie réunionnaise est un marqueur de sa formidable mutation, les constats partagent l'impression que cette évolution reste vulnérable. Pour l'économie réunionnaise, l'enjeu est maintenant de sécuriser la trajectoire de son modèle économique assurant une transition conciliant croissance et développement, réduisant les vulnérabilités d'une économie exposée et, ce faisant, permettant de relever les défis économiques, sociétaux et climatiques.

Le présent document propose des leviers pour saisir les grandes transformations, en cours à tous les niveaux en ce premier quart du XXI^e siècle ; ces enjeux devant être envisagés comme autant d'opportunités. Si cette feuille de route se veut être originale, cela se situe moins au niveau de l'écriture d'une énième stratégie de développement, déjà unanimement partagée, que dans sa volonté d'être novatrice sur son déploiement. Aller plus loin que l'incantation invite à utiliser d'autres ressorts, à faire évoluer la méthode de mise en oeuvre de cette ambition en mobilisant de nouvelles formes d'intelligences territoriales. La Réunion est appelée à mobiliser toutes ses énergies au service de la transformation de son modèle économique lui permettant un développement sécurisé, équilibré et durable.

Le socle de cette nouvelle dynamique de croissance est résolument optimiste. Le Monde en mouvement ouvre en effet de larges opportunités pour construire des avantages compétitifs et des relais de prospérité. Dans cette nouvelle donne, La Réunion dispose d'atouts importants (équipements, infrastructures, savoirs faire, institutions politiques, économiques et juridiques stables, écosystèmes d'innovation dynamiques,...) à valoriser pour renforcer son tissu économique et soutenir son insertion dans la zone, l'hospitalité de son économie et sa participation active à une économie désormais globalisée.

Renforcer le tissu économique local réunionnais

Le climat de l'environnement économique dans cette île de l'océan Indien n'a eu cesse de s'améliorer. Néanmoins, malgré ces dotations en facteurs de qualité beaucoup reste à faire. De nombreux retards sont à combler ; des défis importants à relever propres à un territoire insulaire aux caractéristiques géographiques imposant nécessairement de véritables prouesses.

L'effort doit donc encore se poursuivre pour sécuriser les axes, adapter des réseaux aux normes internationales, faciliter l'accès de la population au Monde et rendre le territoire plus accessible. Il y va là du renforcement, de la compétitivité et de l'attractivité du territoire ainsi que celles de ses entreprises ; attractivité et compétitivité qui sont aussi fortement impactées par des composantes moins tangibles comme la gouvernance appliquée et convergente (ingénierie territoriale, soutien politique, financements publics coordonnés,...).

Cette intention d'offrir aux acteurs économiques, un accompagnement plus lisible, plus agile, plus pertinent ne peut souffrir d'une quelconque réduction des enveloppes destinées à compenser les différentiels de compétitivité qui pèsent défavorablement sur les entreprises ultramarines. En d'autres termes, la contribution financière de l'Etat de 2,5 milliards d'euros, à l'endroit des départements d'outre-mer pris globalement, doit être maintenue a minima pour remplir ces objectifs car elle ne permet que de compenser partiellement les différentiels de compétitivité dont les entreprises ultramarines en général et réunionnaises en particulier pâtissent du fait de leur localisation et de la taille du marché qu'elles adressent. Dès lors, cette contribution identifie et propose de mettre en oeuvre des mesures supplémentaires pour accompagner de nouvelles voies ambitieuses de développement de La Réunion aussi bien au niveau du coût du travail, de la fiscalité, de l'octroi de mer, de l'agilité entrepreneuriale, de la conception globale des aides d'Etat, de l'accès des entreprises aux marchés intérieurs et internationaux et de la gestion des échanges entre la métropole et les DOM.

Soutenir l'internationalisation du territoire et des entreprises

L'exiguïté du territoire et son marché limité conduisent à faire de l'ouverture le nouvel horizon de l'économie réunionnaise. Cette ambition doit s'entendre dans les deux sens et relève de l'accroissement de l'internationalisation de l'économie réunionnaise à la fois productrice de solutions exportables et innovantes mais aussi terre d'accueil d'investissements. Cette dynamique, déjà amorcée, doit être néanmoins accélérée : La Réunion est une terre de conquêtes, au service de la France océanique. « Connais ton territoire et éclaire le Monde », tel pourrait être la base de cette ambition, d'autant plus fondée que l'île se situe à la croisée de deux grandes dynamiques de mondialisation, fécondes : celle, actuelle, concernant l'Asie au Nord-Est et celle, à venir, portant l'Afrique à l'Ouest. Ces environnements géographiques offrent de nombreux marchés disposant de caractéristiques similaires à celles de La Réunion tant par la taille, l'isolement, le climat, la population, etc. Cette internationalisation concerne, non seulement l'économie en général et sa capacité à faciliter l'accueil des investisseurs, mais aussi les niveaux sectoriels (comme le tourisme par exemple) où il convient de lever plusieurs blocages. Dans cette perspective, la question de la mise à niveau des infrastructures portuaires et aéroportuaires et de leur adaptation par rapport aux enjeux des destinations concurrentes (voisines) est fondamentale à la fois pour

améliorer le fonctionnement de la chaîne logistique des hommes, des marchandises et des services et pour conquérir les opportunités de l'économie bleue.

Dans cette optique, soutenir l'économie réunionnaise exportatrice de solutions passe par des évolutions substantielles dans plusieurs directions : adapter les positionnements de La Réunion vis à vis du territoire hexagonal, traiter la question des investissements dans les Outre-mer, poser la mise en oeuvre d'une zone économique spéciale sous douane, faire évoluer le cadre de l'insertion et de la coopération régionale, soutenir le rayonnement de La Réunion dans sa zone stratégique et son « soft power ».

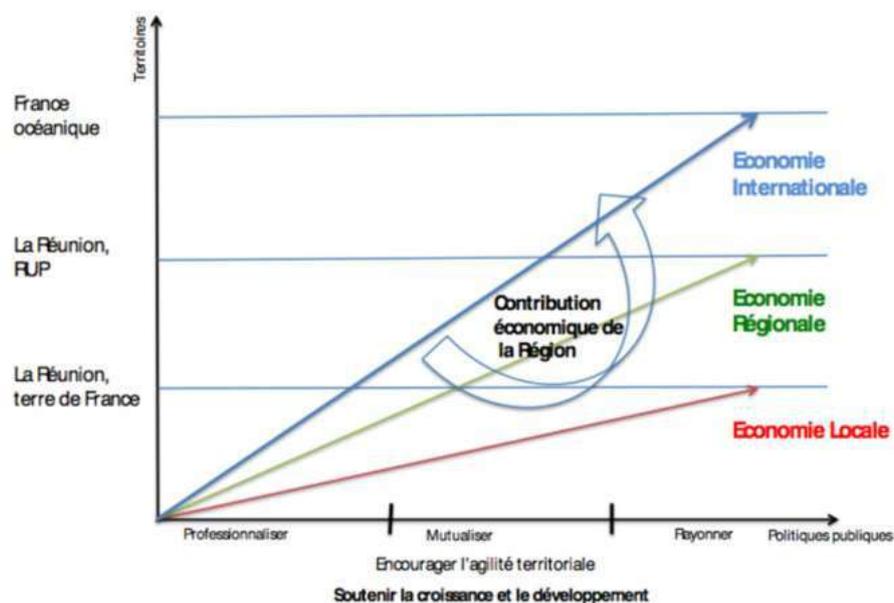
Enfin, dans une économie où la capacité à exporter passe par celle à se différencier non pas par une compétitivité « coûts » mais par une compétitivité « hors coûts », tout effort de différenciation « hors coûts » repose sur l'habileté des acteurs à s'appuyer sur l'innovation. Celle-ci se révèle être une des pierres angulaires de la nouvelle dynamique de croissance faisant de La Réunion une terre productrice de solutions innovantes. Cette dynamique d'innovations est au coeur de plusieurs enjeux. Au delà de créer des avantages compétitifs, elle facilite la mutation des secteurs historiques et réduit l'exposition de l'économie réunionnaise en diversifiant ses sources de prospérité. Si cette dynamique d'innovations est aujourd'hui enclenchée elle doit être soutenue pour faciliter l'accompagnement et le financement des projets dans leur conquête des marchés mondiaux.

Une nouvelle dynamique de croissance créatrice de résilience et au service du développement durable

La Réunion, exportatrice de solutions durables, est une chance pour La France, la République, l'Europe. Si la croissance doit être renforcée, elle doit aussi être consacrée à la sécurisation de la trajectoire de développement de l'île. Les défis humains, technologiques, sociétaux sont sur ce plan immenses. La Réunion du « million d'habitants » doit en effet parfaire sa « grande transformation » en réussissant plusieurs transitions : écologique, énergétique, alimentaire, sociétale, humaine... Celles-ci sont à l'aune des nouvelles formes de prospérités compatibles avec le territoire et le bien-être de ses résidents. En d'autres termes, le projet de développement doit aussi être en accord avec un référentiel adapté et réaliste basé sur les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies.

La nouvelle dynamique de croissance, conjugue plusieurs dimensions laissées jusqu'ici séparées ou ne pouvant être envisagées de manière complémentaires ou additives. Tel est le cas de la nécessité de concilier, transition de l'économie contemporaine, mise en oeuvre des relais futurs de croissance et transition écologique. Autrement dit, envisager l'avenir de notre modèle économique ne peut se faire sans consolider son caractère durable et sa résilience.

Dans ce cadre, la nouvelle économie réunionnaise est construite par et pour ses habitants. Elle s'affirme comme l'outil d'une prospérité renouvelée, qui offre à chacun la possibilité de vivre dans la dignité, de répondre à ses besoins, de s'accomplir et de réaliser ses choix de vie. La consolidation du vivre ensemble pose alors le défi de loger La Réunion du « million d'habitants » et de préserver et renforcer les talents, l'épanouissement intellectuel et culturel, la santé et plus globalement le bien-être des résidents. La nouvelle économie réunionnaise est résiliente. Agile, elle est capable de sécuriser la croissance des entreprises et de résister aux chocs extérieurs en confortant les fondations locales de sa prospérité. Loin d'ignorer les défis, elle mise sur l'invention de solutions audacieuses à même de réduire la dépendance et la vulnérabilité du territoire et de créer de vastes gisements d'activités et d'emplois, tout en contribuant pleinement à la préservation et à la valorisation de nos patrimoines naturels et culturels au service du bien commun.



Mobiliser de nouveaux leviers au service de l'agilité territoriale

Dans un Monde soumis à l'hyper vitesse, la nouvelle dynamique de croissance invite au mouvement et à refuser l'inertie. Il s'agit de changer de philosophie et de méthode en mobilisant d'autres ressorts. Deux axes innovants peuvent alors être combinés pour accélérer l'émergence de la nouvelle économie réunionnaise.

Le premier repose sur le renforcement de la cohérence des politiques publiques aussi bien au niveau local que sur la relation reliant l'Union Européenne, l'Etat et les collectivités locales. Le cadre de fonctionnement de l'économie doit évoluer en adaptant, dans le respect de l'organisation administrative de la République, les politiques publiques aux contextes locaux. Cette acclimatation des normes vise aussi à consolider la relation de confiance entre l'Etat et les acteurs économiques du territoire qui ont besoin de visibilité, de stabilité et de lisibilité. Ces avancées normatives, permettant de réduire la pesanteur des contraintes inadaptées, sont attendues dans plusieurs domaines : le logement, la transition écologique, énergétique, la sécurité alimentaire. Travailler à un cadre réglementaire et normatif adapté au contexte local ne relève donc pas que de l'anecdote tant les blocages, freins et verrous sont nombreux et réduisent le potentiel de libération des énergies économiques.

Le second se fonde sur le dépassement de l'inertie des dynamiques territoriales pour rompre avec les postures, réduire la viscosité, construire au contraire de l'agilité en mobilisant la socio-dynamique des acteurs et créer les espaces adaptés à l'accroissement de l'efficacité des politiques publiques. En d'autres termes, l'idée que d'autres méthodes sont possibles. Tel est le message adressé par le Mémoire sur l'Ancre Territoriale des politiques publiques qui met en lumière la nécessité d'intégrer pleinement la dimension sociétale (celle-ci intervenant tout au long du processus de production) dans nos politiques publiques. Consacrant le retour « du territoire », ici entendu sous toutes ses formes (spatiale, institutionnelle, économique), cette approche incite à mobiliser de nouveaux espaces d'intelligence territoriale pour hâter le passage de la planification à la mise en action et éviter la pensée « hors sol ». L'appel à davantage d'ancrage des politiques publiques, suggère aussi le renforcement de leurs cohérences.

Dans cette optique, la réussite de l'investissement public local, comme vecteur de développement économique, territorial suppose l'association de plusieurs forces : une action publique locale qui vise l'efficacité et la cohérence entre ses missions publiques et ses ressources ; un soutien renforcé de l'Etat dans le développement du territoire et de son tissu économique ; une action entrepreneuriale soucieuse de créer de la valeur en s'appuyant sur les équipements et les outils publics. De même, l'accompagnement des modèles économiques historiques dans leur adaptation aux nouveaux contextes et paradigmes d'une part, et l'accélération du déploiement des relais de croissance ainsi que la conquête de nouveaux horizons d'autre part, conduisent à stimuler l'agilité territoriale. Celle-ci peut profiter de la mise en action du triptyque accompagner/former/évaluer pour fluidifier cette transition, libérer les énergies et permettre à l'économie de La Réunion de conquérir tout son potentiel et ses territoires en développant de nouvelles activités économiques et solutions participant au rayonnement élargi de La Réunion.

45 – « Un tas de cailloux dans la chaussure », paru dans les cahiers éco du Quotidien du 25 juin 2018

Didier Fauchard, PRÉSIDENT DU MEDEF RÉUNION

« Un tas de cailloux dans la chaussure »

Le Medef Réunion tient son assemblée générale annuelle, demain. Dans une interview au Quotidien, son président, Didier Fauchard, fait passer quelques messages au gouvernement avant la clôture des Assises des outre-mer, notamment concernant les contraintes qui pèsent sur les entreprises. Il revient aussi sur ce qui différencie son organisation de sa rivale, la CPME.

Économie

– Didier Fauchard, quelle sera la tonalité des discours que vous allez tenir à vos adhérents demain ? Optimiste ou pessimiste ? – Ni l'un ni l'autre, ce ne sont pas les bons termes. Nous avons réalisé une action majeure qui a duré très longtemps, c'est le Rbis (NDLR: le combat pour la privatisation du registre du commerce et des services). C'est une action typique qui va permettre aux entreprises, en janvier prochain, de retrouver des conditions normales d'exploitation. J'interpelle aujourd'hui les pouvoirs publics: est-ce que vous pouvez nous enlever le caillou que nous avons dans nos chaussures ? Il y en a un tas et on nous rajoute deux sujets au cas où il n'y en aurait pas assez: le prélevement à la source et la révision des aides.

– Qu'attendez-vous précisément ? – Le modèle qui fonctionne, c'est lorsque le chef d'entreprise se consacre à son business. Il est là pour aller voir des clients, gérer ses fournisseurs et manager son équipe. En France, on garde encore cette habitude de rajouter des petits morceaux de contraintes. Pris séparément, ce n'est pas très grave. Mais quand on commence à les additionner, c'est du temps de perdu. Je dis aux pouvoirs publics: mettez-vous dans cette logique d'andance, de créativité, d'agilité. On dit souvent que l'économie à La Réunion a mieux avec 3,1% de croissance.

– On est en train de tuer tout un tissu entrepreneurial parce que les délais de paiement ne sont pas respectés par la puissance publique. On nous dit que la moyenne est à 60 jours. Mais pour les entreprises qui doivent attendre six mois, ce n'est pas possible. Si l'on veut s'en sortir à La Réunion, il faut aller de plus en plus vite car le monde avance. En France, on fait des rapports magistraliques. Mais lorsqu'ils sortent, la situation a déjà changé et on recommence. Il faut entrer dans l'action.

« Je n'ai pas la tuyauterie »

– La révision générale des aides d'Etat aux entreprises d'outre-mer touche à sa fin. Les derniers échos que vous avez sont-ils positifs ? – Le 26 mai, l'assemblée générale de la Fedom, les propos de la

« Montrer que La Réunion a des succès »

– L'AG du Medef est marquée cette année par la remise des premiers Medef Business Awards. Pourquoi avoir créé cette récompense alors que beaucoup d'autres existent déjà ? – À travers les MBA, nous avons la volonté de mettre en avant les chefs d'entreprise de ce territoire. Nous avons un certain nombre de succès à La Réunion qu'il faut absolument valoriser. Ce n'est pas un événement de plus, mais une manifestation qui vient à côté des autres.

– C'est très important, dans le climat que nous connaissons, de montrer que La Réunion a des succès. – La première édition a été pla-

cée sous le signe de la transformation digitale. Pourquoi ? – Il y a trois grandes transitions en cours: numérique, écologique et énergétique. On le voit beaucoup dans les comportements des consommateurs: les entreprises s'adaptent pas la transformation digitale dans leur business, elles vont disparaître. Le mouvement est essentiel, la vague est arrivée, y compris sur nos îles.

– La numérique a la particularité de gommer toutes les distances. Au Medef, tout au long de cette année, nous avons voulu montrer de manière pratique aux chefs d'entreprise comment ils doivent s'y prendre en matière de transformation numérique.

ministères des Outre-mer étaient plutôt rassurants. Mais à ce jour, je n'ai pas la tuyauterie. Pour les exonérations de charges sociales, c'est un peu le modèle ? Personne ne connaît sa masse salariale du 1^{er} janvier alors que c'est dans six mois. Un bruit circule concernant le critère d'effectif des moins de 11 salariés. On fait quoi avec ces entreprises qui sont porteuses d'emploi de manière importante ? On joue à quel jeu ? Nous avons intérêt à être super violents. Le discours ministériel dit qu'il faut les 2,5 milliards d'euros pour continuer à avancer mais dans la réalité, nous n'avons pas d'élément tangible.

– Le risque, c'est de devoir attendre la prochaine loi de Finances pour être fixé ? – C'est très clair. Il n'y aura pas de Lodsom 2. Nous aurons les premiers éléments début septembre. Imaginez le boulot qui nous attend. Il va falloir aller déjouer 2800 pages en moyenne pour voir à quel sens unique nous sommes bloqués. C'est un boulot titanique. Et comme le diable se cache dans les détails, cela va nous occuper beaucoup. On a le devoir de se mettre en action. Au niveau de la Séru, les dettes continuent à s'accumuler.

– On fait un grand boom social le 31 janvier 2019 au moment des déclarations ? Je suis très inquiet.

« Plus de son, plus d'image »

– Votre assemblée générale se déroule deux jours avant la remise du Livre bleu, conclusion des Assises des outre-mer, à Emmanuel Macron. Vous en attendez vraiment quel que chose ? – Sur les 7 années que Medef a apporté un certain nombre de contributions. Cela s'est terminé en mars. Depuis, plus de son, plus d'image. Qu'est-ce que ça va avoir de bon ? À quel va servir ce document ? Comment le président Macron va le recevoir ? Je ne sais pas. Nous espérons tous que cela produira quelque chose. Mais comme il n'y a eu aucune faute, je suis dans l'expectative.

– Il y a eu tout de même une démarche commune entre la Région et les acteurs économiques. Vous avez réussi à parler d'une seule voix auprès du gouvernement... – D'une voix partagée car nous avons cette capacité. Une seule voix, je n'y crois pas. Chacun de nous a ses sensibilités. Notre credo au Medef, c'est de dire que le modèle d'import-substitution a fonctionné pendant des années, permis d'avoir une sécurité alimentaire à La Réunion, de l'édu-

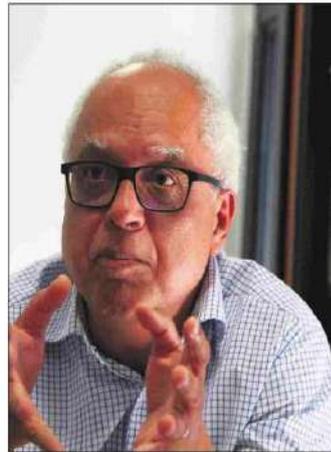
Macron « agile »

– Il y a un an, vous en appeliez à un « choc de confiance » pour les TPE-PME. Quel bilan faites-vous de la première année du quinquennat d'Emmanuel Macron ? – Au niveau national, les ordonnances Macron ont permis aux entreprises de signer des accords et de traiter leurs problèmes au cœur

« Où est l'évaluation du SBA ? »

– Le Medef est l'une des seules organisations patronales à ne pas avoir rejoint la démarche SBA (Stratégie de bon achat), trinitée par la CPME, dans l'attente d'une évaluation du dispositif. Êtes-vous toujours aussi critique ? – Il y a eu une évaluation ? Deux jours pas. De quoi on s'est contenté ? Ça n'a rien fait. Les autres sont absents du débat.

– Dans une entreprise, on fait des projets, on objective, on déploie des moyens, on mène une action,



Didier Fauchard: « certains disent: si ça vient de l'extérieur, ce n'est pas bon. Au contraire: venons enrichir le territoire. » (photo Philippe Chan Cheung)

– et des infrastructures mais que nous sommes un peu logés à l'étroit aujourd'hui. Si l'on veut aller plus loin, il faut impérativement aller à l'export pour vendre des produits et des services innovants. Mais aussi attirer des investisseurs pour créer de nouvelles activités à La Réunion. Ce n'est pas obligatoirement partagé par tout le monde économique. Cela fait peur à certains qui disent qu'est-ce qu'on va faire demain quand les nouveaux vont arriver ? La Réunion a toujours eu des nouveaux qui sont arrivés. Nous avons résisté à l'esclavage, à des guerres mondiales, à une crise. À chaque fois, il y a eu des apports, des entrées et des sorties. C'est comme ça que s'est construite La Réunion. Je ne vois pas où peut être la crainte consistant à dire: si ça vient de l'extérieur, ce n'est pas bon. Au contraire: venons enrichir le territoire.

Macron « agile »

– Il y a un an, vous en appeliez à un « choc de confiance » pour les TPE-PME. Quel bilan faites-vous de la première année du quinquennat d'Emmanuel Macron ? – Au niveau national, les ordonnances Macron ont permis aux entreprises de signer des accords et de traiter leurs problèmes au cœur

« Où est l'évaluation du SBA ? »

– Le Medef est l'une des seules organisations patronales à ne pas avoir rejoint la démarche SBA (Stratégie de bon achat), trinitée par la CPME, dans l'attente d'une évaluation du dispositif. Êtes-vous toujours aussi critique ? – Il y a eu une évaluation ? Deux jours pas. De quoi on s'est contenté ? Ça n'a rien fait. Les autres sont absents du débat.

– Dans une entreprise, on fait des projets, on objective, on déploie des moyens, on mène une action,

– l'impôt, c'est un devoir de l'Etat. Pas des entreprises. – Ou en est le projet du Medef Formidable Réunion ? Avec vous réussit à le faire partager par d'autres acteurs ? – On l'a partagé avec les membres de la Réunion économique. C'est un projet qui avance, qui prend racine. Le tourisme est notamment en train de travailler sur le sujet: est-ce qu'on peut trouver de bons acteurs qui mettent en lumière La Réunion sur la carte du monde ? – Quel sera le nouveau chantier du Medef Réunion au cours des douze mois à venir ? – Une innovation que nous venons de lancer sur les réseaux sociaux: Mentor Lab. Nous sommes toujours prompts la création d'entreprise. On démarre en étant assez expérimenté. À côté de ça, nous avons au Medef des adhérents qui ont une vraie expérience. Le but de Mentor Lab, c'est de rapprocher ces deux mondes, au travers d'une plateforme numérique, afin de permettre aux premiers de trouver une réponse à leur problématique.

– Vous allez entamer la troisième et dernière année de votre mandat à la tête du Medef.

– Serez-vous candidat à votre succession dans un an ? – J'ai pris l'engagement auprès des adhérents de faire un boulot. Est-ce que ce sera un mandat unique ou est-ce qu'il y en aura un deuxième derrière ? On verra ça plus tard. Nous avons six mois qui arrivent qui vont être extrêmement durs. La loi de Finances, il va falloir la travailler. Parlons d'abord cela et après on en discutera.

– Entretien: Cédric BOULLAND

GROS PLAN

DEUX PLACES AU CA, DEUX CANDIDATS

Continuement aux années précédentes, les adhérents du Medef Réunion auront guère le choix au moment d'élire leurs représentants au conseil d'administration, demain. Alors que deux postes sont à pourvoir, seuls deux dirigeants se présentent: Alain Tissier (Semir) souhaite remplir le poste d'Olivier Dejean (Vert M Pneu), qui n'est pas candidat à sa succession.

« Un vrai boulot pour faire entendre la voix de l'outre-mer »

– Le Medef va être son nouveau président national le 3 juillet. Vous disposez d'une voix en tant que président du Medef Réunion. Priorité à quel projet ? – Saubot ou Roux de Béreux ?

– Les deux candidats en lice présentent des aspects différents et il y a encore un certain nombre d'arguments qui sont sortis d'ici à l'action. J'étudierai les deux avec autant d'attention. C'est un vote secret et je ne l'annoncerai pas. En revanche, nous sommes en concertation avec les autres

départements d'outre-mer, soit 9 voix au total, avec l'objectif de voter tous ensemble pour la même personne, celle qui sera la plus à l'écoute des outre-mer.

– Est-ce que la vision de l'outre-mer des deux candidats vous convient ?

– Comme partout ailleurs nous avons encore un vrai boulot pour faire entendre la voix de l'outre-mer sur le territoire national. Nous sommes dans une sacrée période de conviction. Ce n'est pas propre au Medef. C'est partout.

46 – « Loi Pacte et les Commissaires aux Comptes », paru dans Memento de juin 2018



Les commissaires aux comptes se sont réunis afin de montrer, qu'eux aussi, comme leur collègues métropolitains, étaient mobilisés contre la loi Pacte. © Photo Memento

FINANCES

Loi Pacte et les Commissaires aux Comptes

Les commissaires aux comptes de La Réunion se sont réunis afin de faire part de leur désaccord avec la loi Pacte qui prévoit d'aligner le droit français au niveau de la législation européenne, selon eux une menace pour la profession.

Selon les dires, la loi Pacte est sans doute le projet le plus ambitieux du gouvernement Macron/Philippe. Cette loi, dont la présentation devant le conseil des ministres est repoussée à la mi-juin, a pour objectif d'améliorer la performance des TPE/PME de France.

Pour Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, *"les entreprises sont trop petites. Elles n'ont pas la taille critique pour s'internationaliser et exporter davantage"*. Les mesures que l'on y retrouve sont donc celles qui visent à simplifier et faciliter les démarches administratives ou encore à baisser le seuil d'obligation de certifications de comptes. Or, c'est bien à cause de ce détail qu'ont manifesté les Commissaires aux Comptes de France le 17 mai dernier.

À La Réunion, les 120 commissaires aux comptes se sont aussi mobilisés contre ce volet de la loi Pacte qui menace la

profession. Lors d'une récente conférence de presse, Bernard Fontaine, président du CRCC, est revenu sur les points de crispation sur le sujet, en rappelant le bien-fondé et l'utilité de son métier, qui existe depuis 1723.

"La profession est aujourd'hui menacée par le projet de Loi Pacte qui propose d'aligner les seuils français au niveau de la législation européenne", explique Bernard Fontaine. Or, cela reviendrait à réduire l'activité des commissaires aux comptes de 75%, sur le département.

Méconnaissance du tissu économique

Tels que les seuils existent aujourd'hui, 1.300 TPE et PME locales bénéficient des conseils et avis d'un commissaire aux comptes, mais avec le projet de loi, elles ne seront plus que 250, estime la profession, *"soit 2.000 emplois directs et indirects en moins"*, renchérit le pré-

sident du CRCC. Au national, le nombre d'emplois directs menacés est estimé à 7.000. *"La France n'est pas l'Allemagne"*, insiste Bernard Fontaine qui indique également avoir rencontré les différents acteurs économiques et politiques du territoire afin d'être soutenu dans cette mobilisation.

D'ailleurs, Dominique Vienne de la CPME, Jean-Marc de Courson de la Fédération Bancaire de France et Romain Lefebvre du Medef ont répondu présent lors de cette conférence. Pour les représentants des chefs d'entreprise, *"le rapport de l'IGF sur lequel se base le projet de loi méconnaît à la fois le métier de CAC et la réalité du tissu économique"*. Pour tous, priver l'économie d'un tiers de confiance qui certifie l'information financière nécessaire aux tiers utilisateurs des comptes est un non-sens économique.

ASSURANCE

Groupama poursuit sa révolution

Groupama tenait le mois dernier son assemblée générale, qu'elle a voulu interactive et participative. L'occasion pour le numéro deux local de l'assurance de dévoiler ses chiffres et de réaffirmer ses perspectives d'avenir.

Difficile de parler d'assurance sans revenir sur la saison cyclonique 2018 qu'a connue l'île de La Réunion. *"Entre Berguitta et Fakir, Groupama a recensé plus de 2.000 sinistres"*, annonce Alain Baudry, directeur général du groupe mutualiste à La Réunion. *"Les dégâts s'élèvent à plusieurs millions d'euros"*, contrairement à 2017 où l'on avait noté l'absence de sinistres en intensité.

Ainsi, Groupama a réalisé sur l'exercice précédent un chiffre d'affaires de 100 millions €, dont la moitié auprès des particuliers, soit une hausse de 5% des cotisations, faisant grimper le nombre d'assurés à 106 000. Certains axes plus que d'autres ont ainsi connu une vraie croissance comme la prévoyance (+50%) et les assurances collectives (+26% avec un portefeuille de 2.000 entreprises). *"Groupama est fier de*

devenir un acteur de référence", se félicite encore Alain Baudry, en ajoutant que les objectifs du plan annoncé ont été atteints avec un an d'avance.

Proximité et services

Des résultats qui permettent à Groupama de conserver sa place de second sur le marché local. D'ailleurs, l'ambition n'est aucunement de prendre la place de leader, mais bien de développer de la valeur pour les clients. À cet effet, Groupama poursuit son projet CAP2018 qui doit voir le renouvellement complet de ses offres et qui prévoit aussi la digitalisation de tous les services, afin de devenir le mutua- liste 100% connecté.

À ce titre, les clients peuvent d'ores et déjà déclarer leur sinistre en ligne. *"Attention, si la technologie reste aujourd'hui indispensable, elle ne remplace*



Stéphano Dijoux, président de Groupama Réunion et Alain Baudry, directeur général du groupe mutualiste, lors de l'Assemblée Générale.
© Photo Memento

pas la force du groupe, la proximité", insiste Alain Baudry, qui peut compter sur ses 249 collaborateurs pour faire perdurer l'ADN de la société: le service. Les objectifs pour 2018 sont

donc les mêmes que pour 2017: continuer le bon développement en n'omettant aucun segment (particuliers, artisans, commerçants, agriculteurs et entreprises).

48 – « Compagnie aérienne préférée », brève parue dans Memento de juin 2018

**COMPAGNIE
AÉRIENNE PRÉFÉRÉE**

Air Austral a reçu le prix de la "Compagnie aérienne préférée" pour la troisième année consécutive, lors de la cérémonie des Victoires du Tourisme qui s'est tenue à l'hôtel Intercontinental Paris Le Grand. Organisée par le Quotidien du Tourisme, cette quatrième édition a primé les meilleures entreprises du secteur du tourisme à travers onze "Victoires du Tourisme". Marie-Joseph Malé, Président Directeur Général a déclaré : "Nous sommes très heureux de recevoir cette récompense cette année encore et pour la troisième année consécutive. Ce trophée symbolise la confiance qui s'est instaurée entre nos équipes et les professionnels du tourisme. Cette troisième Victoire du Tourisme reflète la relation privilégiée que nous maintenons avec nos collaborateurs qui contribuent à notre succès".

K-BIS

Vers une privatisation du greffe

La ministre de l'Outre-mer, Annick Girardin, a annoncé qu'un greffe privé allait être créé au Tribunal de commerce de la Réunion à partir du 1^{er} janvier 2019. Cette mesure devrait "enfin" raccourcir les délais d'attribution des K-bis dans l'île.



Amaury de Saint-Quentin, préfet de La Réunion, était l'invité du "Déjeuner des Talents et du Territoire" organisé par la CPME Réunion. © Photo Memento

Véritable carte d'identité de la société, le Kbis permet à l'entreprise d'avoir une existence légale, notamment vis-à-vis des banques, des organismes de recouvrement et des parte-

naires... Sans ce document, les entreprises ne peuvent ni exercer leur activité, ni embaucher, ni emprunter, ni s'acquitter de leurs prélèvements légaux en cas de modifications. Alors que les sociétés basées sur le sol métropolitain peuvent obtenir leur Kbis en 24h.

A la Réunion, où l'attente s'élève entre 6 et 8 mois dans le meilleur des cas, des mesures étaient attendues de longue date. Dans son communiqué la CPME Réunion se félicite des dernières avancées qui "lèvent un frein important à la création d'entreprises". "Nous demandons depuis le mois de juin 2017 a minima l'application de la loi Macron qui transférerait le greffe aux CCI. Nous sommes satisfaits de cette privatisation, c'est une nouvelle qui va dans le

bons sens pour les entrepreneurs réunionnais dont le quotidien réglementaire est assourdissant", a précisé Dominique Vienne, président de la CPME Réunion. La problématique des K-bis a été l'un des thèmes prioritaires abordés lors l'Assemblée générale du syndicat patronal.

Medef Réunion satisfait aussi Le MEDEF Réunion exprime "sa grande satisfaction" sur ce sujet pour lequel il s'est "fortement impliqué" et salue "la solution la plus adaptée aux attentes des entreprises" indique le communiqué l'organisation présidée par Didier Fauchard.

Le MEDEF Réunion précise qu'il s'est "mobilisé pleinement en confiant l'expertise à un cabi-

net d'avocats, dont la note a été remise à l'ensemble du gouvernement" et ajoute qu' "à l'heure où la volonté est de favoriser la compétitivité des entreprises, et de leur simplifier les démarches, nous n'avons pas cessé de pointer la contradiction de ce traitement injustifié et totalement défavorable au développement économique."

L'organisation patronale réunionnaise informe que les ministères de la Justice et des Outre-mer ont retenu la solution qu'il "préconisait", à savoir la gestion du RCS par une charge privée de greffiers et non un transfert aux chambres de commerce, qui posait de nombreuses interrogations sur la confidentialité des données, mais aussi des problématiques de conflits d'intérêt.

50 – « Didier Fauchard veut “libérer les potentiels” », paru dans le JIR
ECO du 26 juin 2018



“Nous devons libérer nos potentiels”

MEDEF. Dans une interview au Journal de l'île, le président du Medef Réunion, Didier Fauchard, évoque les contraintes auxquelles les entreprises réunionnaises sont confrontées quotidiennement. Il appelle à dépasser les oppositions pour avancer pour le territoire. Autant d'éléments qui devraient être abordés à l'assemblée générale qui se tiendra ce soir.

Vous tenez votre assemblée générale ce soir. Qu'allez-vous présenter aux adhérents du Medef Réunion ?

Le fil rouge est la transformation numérique des entreprises. Elle va modifier profondément leur business modèle. Tous les secteurs sont impactés. Notre travail est d'accompagner ces entreprises sur la voie de la transformation. C'est un véritable enjeu puisqu'elles devront l'intégrer dans leurs stratégies sur les 5 à 7 ans, si elles veulent jouer dans le concert des échanges mondiaux. Autre élément abordé, nos contraintes au quotidien. En tant que chef d'entreprise, notre semaine est ponctuée d'une somme de petites tâches

est votre regard sur les actions du gouvernement ?

Il y a eu plusieurs réformes engagées pour lever les freins sur les entreprises, notamment celle du code du Travail, la loi Pacte ou encore la réforme de la formation professionnelle. Nous avons un président qui va vite, très vite...

Trop vite ?

Non, car nous avons besoin d'aller de plus en plus vite sur nos business. Si l'État va aussi vite que nous sommes audacieux et agiles, cela me va très bien. La grande inconnue reste la déclinaison des différentes réformes dans le Livre Bleu Outre-mer (rendu le 28 juin,

qui nous prennent un tiers de notre temps. Aujourd'hui, nous voulons faciliter notre quotidien pour libérer nos potentiels.

Nous n'avons jamais vu un train sans locomotive et sans wagon...

Vous parlez de quelles contraintes ?

Nous avons la loi anti-fraude qui est en route et oblige à changer les méthodologies comme la facturation ou encore les conditions générales de vente. Dans quel but veut-on faire peser ces contraintes sur le quotidien des entreprises ? Pour ce qui est du prélèvement à la source, c'est carrément une charge supplémentaire. Collecter l'impôt n'est pas le boulot des entreprises. On est en train de décaler toutes les tâches administratives vers l'entreprise. Est-ce que je suis le bras droit de l'État ? Non.

Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à la présidence, quel

ne l'ai pas. Quel va être le régime d'exonérations sociales au 1^{er} janvier 2019 ? Je n'ai pas d'éléments. Il doit encore y avoir des arbitrages sur la façon dont les 2,5 milliards d'euros vont être redistribués en outre-mer. Il n'y aura pas de Lodeom 2. Tout sera décliné dans la prochaine loi de finances. Ce qui va être un sacré travail pour savoir comment cette déclinaison va se concrétiser dans la loi de finances 2019 pour nos départements.

Pour le moment, vous n'avez pas d'engagements ?

Si, sur le Khis. Nous avons été présents tous les mois pour remonter à Paris les éléments qui



“Aujourd'hui, nous passons un temps infini à opposer les petites entreprises avec les grandes entreprises. Nous n'avons jamais vu un train sans locomotive et sans wagon.” (photo LLY)

expliquaient que nous ne pouvions pas rester dans la situation actuelle. Nous avons fait remonter les informations qui préconisaient une privatisation du greffe avec un fonctionnement cohérent. Tout doit être mis en place dès le 1^{er} janvier 2019.

BATAILLER JUSQU'À LA FIN DE L'ANNÉE

Comment voyez-vous cette dernière année de mandat à la tête du Medef Réunion ?

Sur ce mandat, nous avons profondément modifié l'image du Medef. Chez nos adhérents, nous avons cet ancrage sur le territoire. Nous ne pouvons pas demander à nos entreprises de se transformer, sans que notre organisation ne se transforme également. L'enjeu fondamental est d'être à l'écoute des adhérents. C'est un fait, aujourd'hui nos entreprises ne sont pas au même niveau de compétitivité que celles de la métropole. Je ne suis pas dans la défense d'un intérêt, mais dans la défense de l'entreprise.

Vous évoquez le déficit de compétitivité, mais cette demande va dépendre de ce qui va se dire très prochainement au niveau national ?

Nous allons batailler jusqu'à la fin de l'année. Techniquement, le projet loi de finances sera présenté au mois de septembre avec un passage devant l'Assemblée nationale,

puis le Sénat. Nous venons d'envoyer une note Medef au ministère et aux parlementaires en complément de la contribution régionale (rédigée par l'ensemble des organisations patronales et présentée la semaine dernière à la Région, ndr) qui apporte nos attentes en matière d'aides pour l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Nous espérons rencontrer les parlementaires en juillet pour échanger

Nous mettons en avant un Erasmus océan Indien, offrant la possibilité de se former dans les pays de la zone, et un partenariat CNARM Réunion avec le Medef local et celui de la Bretagne. Nous sommes pleinement acteurs de la mobilité à l'inverse de ceux qui disent : “Il faut un emploi pour tout le monde à La Réunion”. Pour résorber le chômage en 5 ans, il faudrait créer 20 000 em-

Nous devons avoir un socle, pour avoir la même compétitivité que les entreprises métropolitaines et des aides pour combler nos handicaps structurels

avec eux. Nous devons avoir un socle, pour avoir la même compétitivité que les entreprises métropolitaines et des aides pour combler nos handicaps structurels. De nouvelles mesures pourraient nous aider à conquérir des parts de marché à l'international. Il nous faut des outils pour nous accompagner à l'export. Nous avons également fait de propositions pour soutenir des secteurs comme le tourisme, voire relancer des activités traditionnelles comme le BTP. Nous demandons une relance du plan Logement outre-mer.

Pourquoi ne pas avoir intégré ces éléments dans la contribution présentée à la Région ?

C'est un document stratégique et celui de la Région est un cadre stratégique qui donne des orientations. Nous avons convenu de décliner secteur par secteur les orientations à prendre. Le grand sujet de ce document est l'adaptation des normes. C'est de se demander ce que la collectivité locale peut mettre en œuvre pour que le gouvernement nous propose un terreau économique propice à nos entreprises. C'est un document très positif. Nous devons absolument nous projeter à l'extérieur avec des produits et services qui représentent La Réunion. Nous devons avoir des investisseurs à La Réunion car nous voulons bien évidemment de la création d'em-

ploi par an. Aujourd'hui, nous en sommes à 5 000. Il faudrait multiplier par 4 la croissance, c'est impossible. En accompagnant les jeunes avec les branches présentes en Bretagne, nous proposerons 200 offres fermes sur l'agroalimentaire.

Vous représenterez-vous l'année prochaine ?

C'est un mandat de trois ans, il y a au cœur de ma profession de foi le projet d'inscrire l'entreprise dans l'esprit de chacun. Est-ce que c'est un mandat unique ou un autre mandat ? Honnêtement, ce n'est pas la question. Nous n'en sommes pas là. Nous devons travailler. Le reste sera pour plus tard (...). Aujourd'hui, nous passons un temps infini dans ce pays à opposer les petites entreprises avec les grandes entreprises. Nous n'avons jamais vu un train sans locomotive et sans wagon.

C'est un message adressé à la CPME ?

Dans le logo de la CPME il y a quoi ? Elle s'occupe des PME et c'est logique. Mais nous, nous avons toutes les entreprises. Nous sommes une organisation où nous voyons des entreprises de toutes tailles où l'enjeu est le trait d'union. Il faut dépasser cette notion d'opposition si l'on veut développer ce territoire. Quand je dis tous ensemble, ce sont à la



51 – « Ancrer l'économie dans le réel », paru dans le JIR ECO du 26 juin 2018

Ancrer l'économie dans le réel

PARTENARIAT. Promouvoir l'économie de proximité est devenu l'une des priorités du monde économique local. Hier, les trois chambres consulaires (chambre de commerce, chambre de métiers et chambre d'agriculture) ont signé une convention en faveur de

l'économie réelle, sur la démarche initiée par la CPME Réunion et la Dieccte. L'étude "RÉELLE" (Rè-enraciner l'Économie Locale) répertorie les potentiels de relocalisation économiques secteur par secteur. Cet outil prospectif dédié aux entrepreneurs réunionnais permet d'iden-

tifier de nouvelles opportunités, en diversifiant leurs activités actuelles. L'objectif est toujours le même : pérenniser l'emploi, sécuriser les parcours professionnels, assurer la compétitivité des entreprises tout en garantissant une qualité de vie au travail.



L'étude Réelle est une première (photo SLY).

52 – « Didier Robert au ministère de l'Outre-mer », paru dans le JIR ECO du 26 juin 2018

Didier Robert au ministère de l'Outre-mer

LIVRE BLEU. Cette semaine est décisive pour l'Outre-mer. Alors que le monde agricole est à Bruxelles pour défendre le POSEI, une grande partie du monde politique ultramarin est à Paris en attendant la remise du Livre Bleu Outre-mer au président de la République jeudi.

Hier, Didier Robert a été reçu au ministère de l'Outre-mer. Il a

remis à Annick Girardin la contribution de la Région sur le modèle économique réunionnais. « Il s'agit d'une feuille de route qui va nous permettre d'aller plus loin, notamment au niveau fiscalité », a expliqué Didier Robert. Un document réalisé en concertation avec l'ensemble des acteurs économiques de l'île : Adir, Capch, chambres consulaires, Cluster

maritime, CPME, Medef... Dans le cadre des Assises de l'Outre-mer, Didier Robert participera à la remise du livre bleu qui aura lieu jeudi matin à l'Élysée.

Le président de Région a remis officiellement la contribution de la Réunion. (photo DR)



53 – « Passer de la photo à la dynamique Réelle », paru dans le Quotidien du 26 juin 2018

INTERCONSULAIRE-CPME-ÉTAT

« Passer de la photo à la dynamique Réelle »

CPME, CCIR, chambre de métiers et État ont signé une « convention pour une économie Réelle » pour développer la production locale.

Le président de la chambre d'agriculture, Jean-Bernard Gonthier, ne s'est pas déplacé. Tant pis pour la photo de l'interconsulaire réunie au grand complet...

Ibrahim Patel, président de la CCIR, et Bernard Picardo, son homologue de la chambre de métiers, ont apposé leur signature au bas du même document que Dominique Vienne, président de la CPME, et Sylvie Guillery, directrice de la Dieccte, hier. Une convention « pour une économie Réelle », en référence à l'étude RéEnraciner l'Économie Locale menée à bien par l'organisation patronale avec le financement de l'État. Sa conclusion: sur les 5 milliards d'euros d'importations, en convertir 10% en production locale générerait 7 300 emplois.

« Gisements à notre portée »

« Après la photo, nous passons à l'action, à la dynamique Réelle. Nous avons la nécessité de faire mieux les uns avec les autres en faisant émerger de nouvelles filières ou en densifiant des activités existantes. L'objectif, c'est de

maximiser les retombées locales. Il y a des gisements à notre portée », résume Dominique Vienne.

La CPME a décidé de « verser dans le bien commun l'ensemble des données » de son étude. Les chambres consulaires vont en assurer la diffusion et l'appropriation par leurs ressortissants en organisant des sessions collaboratives (Espace Intelligence Territorial). « Il faudra aussi inclure les syndicats de salariés afin d'avoir une vision commune de la trajectoire », se projette Dominique Vienne.

« Nous adhérons totalement à l'économie Réelle, confie Ibrahim Patel. Donnons l'envie à nos jeunes de croire en l'économie réunionnaise. L'activité ne peut être créée que par les entreprises. Grappillons au fil des années. »

Bernard Picardo a relevé dans cette étude que des métiers artisanaux pouvaient prendre des parts de marché aux importations. « Travaillons ensemble pour ramener cette valeur ajoutée à La Réunion », se projette-t-il. Le partage des informations n'est que la première étape.

C.B.

54 - « Le Président de la Région Réunion, Didier ROBERT, en déplacement à Paris », communiqué paru sur www.regionreunion.com le 25 juin 2018

Lien : <https://www.regionreunion.com/actualite/toute-l-actualite/article/le-president-de-la-region-reunion-didier>

Le Président de la Région Réunion, Didier ROBERT, en déplacement à Paris

Économie

25 juin 2018



Le Président de la Région Réunion, Didier ROBERT, sera à Paris pour différents temps forts la semaine du 25 juin 2018 :

- La remise officielle de la contribution de la Région Réunion pour « Un modèle économique Réunionnais partagé » à la Ministre des Outre Mer, Annick Girardin
Le lundi 25 juin 2018 – 11H30 au Ministère des Outre mer
- La restitution des travaux des Assises des outre Mer et la remise du livre bleu au Président de la République
Le jeudi 28 juin 2018 - matinée - à l'Elysée
- La signature du Contrat de confiance entre la Région Réunion et le Premier Ministre
Le vendredi 29 juin 2018 - à 15H00 - à l'Hôtel Matignon

Ces rendez-vous institutionnels constituent des moments importants pour La Réunion. Pour rappel,

- ▶ Dans le cadre des Assises des Outre- Mer, la Région Réunion a apporté, en concertation avec l'ensemble des acteurs économiques locaux (ADIR, CAPEB, C.A.T, CCIR, CMAR, CLUSTER MARITIME, CPME-Réunion, DIGITAL REUNION, FRBTP, MEDEF-Réunion, La REUNION ECONOMIQUE) une contribution pour l'épanouissement du modèle économique Réunionnais partagé.
- ▶ Lors de son assemblée plénière du 22 juin dernier, le conseil Régional à l'unanimité de ses membres donné mandat à Président pour signer la contractualisation financière entre l'Etat et la Région Réunion. Ce contrat de confiance s'inscrit dans les objectifs de la France de contribuer à la réduction de 3 points de dépenses publiques dans le PIB ainsi qu'une diminution de la dette publique de 5 points à l'horizon 2022

55 – « Assises des Outre-mer : Didier Robert présente le modèle économique réunionnais à la Ministre des Outre-mer en déplacement à Paris », communiqué paru sur www.regionreunion.com le 25 juin 2018

Lien : <https://www.regionreunion.com/actualite/toute-l-actualite/article/assises-des-outre-mer-didier-robert-presente-le-modele-economique-reunionnais-a-la-ministre-des-outre-mer>

Assises des Outre-mer : Didier Robert présente le modèle économique réunionnais à la Ministre des Outre-mer

Économie

25 juin 2018

Le Président de la Région a été reçu ce lundi au Ministère des Outre-mer par Annick Girardin. Didier Robert a officiellement remis à la Ministre, la contribution de la Région Réunion.

Une contribution qui pose les fondamentaux du modèle économique réunionnais permettant d'aller plus loin en matière d'attractivité du territoire et de compétitivité des entreprises locales. Un document historique réalisé en concertation avec l'ensemble des acteurs économiques de l'île (ADIR, CAPEB, Chambre d'Agriculture, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Chambre de Commerce et d'Industrie, CLUSTER MARITIME, CPME-Réunion, DIGITAL REUNION, FRBTP, MEDEF-Réunion, La REUNION ECONOMIQUE).

« Il s'agit d'une feuille de route qui va nous permettre d'aller plus loin, notamment au niveau fiscalité. Un second souffle pour nos entrepreneurs qui à terme vont privilégier davantage la création d'emplois », a déclaré Didier Robert.

Le Président de la Région a également insisté sur la nécessité de sanctuariser les moyens mis à disposition par l'Etat : « la dotation de 2,5 milliards d'euros doit être un élément de confiance qui nous permet d'aborder le projet de loi de finances 2019 avec sérénité. Les propositions économiques présentes dans cette contribution doivent faire l'objet d'un pacte de plusieurs années entre l'Etat et la Région ».

Un prochain rendez-vous est pris cette semaine, toujours dans le cadre des Assises des Outre-mer engagé par le Gouvernement. Didier Robert participera en effet ce jeudi 28 juin, à la remise du livre bleu, au Président de la République Emmanuel Macron à l'Élysée.

56 – « L'économie de proximité, clé du développement des économies ultramarines ? », paru sur izlandbipbip le 25 juin 2018

Lien : <https://izlandbipbip.com/news/outre-mer/leconomie-de-proximite-cle-du-developpement-des-economies-ultramarines/>

L'économie de proximité, clé du développement des économies ultramarines?



par [Izland BipBip](#)

[25 juin 2018](#)

dans [France](#), [Guadeloupe](#), [Martinique](#), [Outre-mer](#), [Saint-Barthélemy](#), [Saint-Martin](#)

A l'initiative de la délégation sénatoriale à l'Outre-mer et de la CPME Réunion, s'est tenu le colloque « Révéler l'ancrage local des économies ultramarines » le 21 juin, en présence de nombreux acteurs économiques ultramarins.

Et si l'insularité ou l'étroitesse des marchés des territoires ultramarins, longtemps considérés comme des handicaps à l'échelle de la mondialisation, étaient en réalité les véritables moteurs de développement économique des Outre-mer ?

Sur la base de plusieurs expériences provenant de Polynésie, de Guyane ou de La Réunion, la réponse semble être oui pour les multiples intervenants de ce colloque. A l'instar du sénateur Michel Magras, qui a souligné notamment la capacité d'innovation des économies ultramarines « Nos handicaps nous obligent à trouver des solutions innovantes et d'avenir à tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Ces solutions garantissent également un développement durable ». En effet, ce colloque avait pour objectif échanger sur les bonnes pratiques et les outils nécessaires pour favoriser l'ancrage local des économies locales. Le président de la délégation sénatoriale à l'Outremer a précisé par ailleurs que « l'enracinement local

par le biais de l'économie circulaire ne signifie de se replier sur soi mais au contraire, confère plus de stabilité et de robustesse. Il permet de promouvoir un développement sur une dynamique globale en impliquant l'ensemble des acteurs »

Pour l'économiste Vincent Géronimi, l'ancrage local constitue même un enjeu non négligeable pour les économies ultramarines à la condition de mettre en oeuvre le principe de différenciation. « Élaborer et vendre des produits différenciés permet d'échapper à la concurrence des prix et des coûts ». La présidente de la CPME de la Nouvelle-Calédonie affirme pour sa part la nécessité de filiariser les secteurs économiques en Outre-mer. « La structuration du secteur perlicole de Polynésie a permis de dynamiser la commercialisation de la «Perle de Tahiti ».

Chérifa Linossier: « Nous avons besoin d'une [#législation](#) au niveau du pays pour relever les [#défis](#) à une échelle plus large et mettre en place une stratégie de développement économique pays plus efficace. » [#OutreMerSénat #OutreMerpics.twitter.com/9X4VIJ6yII](#)
— Outremers360 (@outremers360) [21 juin 2018](#)

57 – « Une campagne d'information hors norme contre les risques solaires »,
paru sur Megazap le 15 juin 2018

Lien : https://www.megazap.fr/Une-campagne-d-information-hors-norme-contre-les-risques-solaires_a3774.html

Une campagne d'information hors norme contre les risques solaires



Prévention solaire

À l'approche des vacances de l'hiver austral, un collectif aux acteurs aussi variés qu'enthousiastes se rassemble autour d'une campagne d'information et de sensibilisation sur les risques solaires. Une mobilisation à grande échelle pour une campagne originale et fédératrice... car la santé est l'affaire de tous !

Le rayonnement UltraViolet est totalement invisible pour l'œil humain et ne procure aucune sensation de chaleur. Nous sommes exposés sans nous en rendre compte. À La Réunion, l'index UV est très élevé, voire parfois extrême, deux fois plus élevé qu'en métropole l'été.

Pendant l'hiver austral, la sensation de chaleur est moins importante ; le vent plus présent contribue à diminuer la sensation de chaleur et la couverture nuageuse peut nous laisser croire que le risque est moindre. Pourtant, il ne s'agit là que d'idées reçues : 80 % des UV passent à travers un ciel brumeux.

L'intensité des UV peut également être augmentée par l'altitude ou la réverbération. À La Réunion, toutes les conditions sont donc réunies pour en faire un territoire présentant un facteur de risque

58 – « Une campagne hors norme contre les risques solaires », paru sur Imaz press le 15 juin 2018

Lien : <http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2018/06/15/sante-la-reunion-une-campagne-hors-norme-contre-les-risques-solaires.83922.html>

[A l'approche de l'hiver austral](#)

Une campagne hors norme contre les risques solaires

Publié le Vendredi 15 Juin à 10H57 / Actualisé le Vendredi 15 Juin à 13H45



À l'approche des vacances de l'hiver austral, un collectif aux acteurs aussi variés qu'enthousiastes se rassemble autour d'une campagne d'information et de sensibilisation sur les risques solaires. C'est une mobilisation à grande échelle pour une campagne fédératrice. À La Réunion, les cancers de la peau se situent respectivement au 9ème et 8ème rang des cancers les plus diagnostiqués chez l'homme et la femme, indique le communiqué de presse transmis ce vendredi 15 juin 2018 :

"Le rayonnement UltraViolet est totalement invisible pour l'œil humain et ne procure aucune sensation de chaleur. Nous sommes exposés sans nous en rendre compte. À La Réunion, l'index UV est très élevé, voire parfois extrême, deux

fois plus élevé qu'en métropole l'été. Pendant l'hiver austral, la sensation de chaleur est moins importante ; le vent plus présent contribue à diminuer la sensation de chaleur et la couverture nuageuse peut nous laisser croire que le risque est moindre. Pourtant, il ne s'agit là que d'idées reçues : 80 % des UV passent à travers un ciel brumeux.

L'intensité des UV peut également être augmentée par l'altitude ou la réverbération. À La Réunion, toutes les conditions sont donc réunies pour en faire un territoire présentant un facteur de risque solaire très élevé. L'exposition aux UV provoque des coups de soleil, un vieillissement prématuré de la peau, des cancers cutanés et des lésions oculaires. 80.000 cancers de la peau sont signalés chaque année dans l'Hexagone (données INCA, INPES et le ministère de la Santé 2012). Près de 9.780 nouveaux cas de mélanomes, le plus dangereux des cancers de la peau, ont été diagnostiqués en 2011. L'incidence de cette forme de cancer de la peau a ainsi plus que triplé entre 1980 et 2005. Le mélanome cutané a été à l'origine de plus de 1.600 décès en 2011. À La Réunion, les cancers de la peau se situent respectivement au 9ème et 8ème rang des cancers les plus diagnostiqués chez l'homme et la femme (chiffres ARS Océan indien). Pour l'année 2015, on a diagnostiqué dans la population réunionnaise 107 cas de mélanomes cutanés (71 invasifs et 36 in situ)**.

- Les conseils pour une protection efficace -

Évitez toute exposition au soleil entre 10 h et 14 h. C'est à ce moment de la journée que le rayonnement UltraViolet est le plus fort. À l'extérieur, il est recommandé de rechercher des espaces ombragés. Quant aux bébés, ils ne doivent jamais être exposés directement au soleil. Portez des lunettes de soleil, un tee-shirt et un chapeau à bords larges. Ce sont les moyens de protection les plus simples et les plus pratiques. Les enfants doivent être tout particulièrement protégés par des vêtements légers même lorsqu'ils se trouvent à l'ombre d'un parasol.

Sur les parties découvertes appliquez de la crème solaire en couche suffisante toutes les demies heures ou après chaque baignade. Il faut plutôt privilégier les crèmes dont les indices de protection solaire sont élevés (indice 30 minimum) et qui protègent la peau des UVA et des UVB.

- Une campagne de prévention avec plusieurs partenaires -

À La Réunion de nombreux organismes de santé publique, associations et entreprises militent pour une meilleure prévention face aux risques solaires. Tous ensemble, ils se sont fédérés en collectif regroupant des partenaires aux horizons parfois bien différents. Ainsi, autour d'acteurs majeurs de la prévention et de la santé comme l'ARS, la CGSS, l'USEP, le Fonds de dotation MUTA Réunion, l'Association REVOIR, la Société Réunionnaise de Dermatologie*, l'Association Nationale pour l'Amélioration de la Vue (ASNAV), les Opticiens de La Réunion, le Syndicat National des Ophtalmologistes de France (SNOF) ou encore le Groupe Clinifutur, habitués à travailler autour de ces thématiques, on peut retrouver la CPME, Météo France ou encore la Ville du Port.

C'est justement cette pluralité des acteurs impliqués autour de la campagne qui devrait en assurer la réussite. L'idée est simple, cette campagne appartient à tout le monde, aussi chaque partenaire peut se l'approprier et la faire sienne. Cette opération est une première sur notre territoire."

59 – « Daniel Ramsamy succède à Jean-Marc Péquin », paru sur Clicanoo le 13 juin 2018

Lien : https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2018/06/13/Daniel-Ramsamy-succede-Jean-Marc-Pequin_534844

Daniel Ramsamy succède à Jean-Marc Péquin

INFOS

Economie

13 juin 2018, 02h00

1 Commentaire(s)

PARTAGE

- [Facebook](#)
- [Twitter](#)
- [Email](#)
- [Imprimer](#)
- [Commenter](#)



Le nouveau bureau de la Technopole pour les deux prochaines années (photo Ludovic Lai-Yu).

TECHNOPOLE. Journée d'élection à l'association Technopole. Sans concurrent, Daniel Ramsamy, délégué régional Orange, qui siège au conseil d'administration depuis 2014, succède à Jean-Marc Péquin au poste de président de la Technopole. "J'étais le seul candidat", avoue-t-il.

Initialement prévue il y a une quinzaine de jours, l'élection du nouveau président avait été repoussée jusqu'à hier, faute de candidat adoubé. "Ce n'est pas un choix par défaut. J'ai pris le temps de la réflexion car il y a de belles choses à faire à la Technopole", prévient Daniel Ramsamy.

PUBLICITÉ

[inRead invented by Teads](#)

Tout naturellement, les administrateurs de la Technopole ont porté la candidature du patron d'Orange à la tête de l'association. "Chez Orange nous nous positionnons sur

l'innovation au niveau national. Nous devons être présents à La Réunion. Avec ses dispositifs, la Technopole accompagne au quotidien les start-up."

Quel programme le nouveau président compte-t-il mettre en place ? Trop tôt pour le dire à l'écouter. "Je me donne un mois pour orienter les choses", précise-t-il. Les axes définis par son prédécesseur seront suivis dans le temps, avant d'entamer de nouvelles actions innovantes en direction des start-up réunionnaises. Rendez-vous à la rentrée pour en connaître les contours.

J.D

Le nouveau bureau de la Technopole : Daniel Ramsamy (Orange), président ; Jean-Marie Le Bourvellec (Medef), vice-président ; Gilles Lajoie (Université), vice-président ; Manuella Pothin (CHU), vice-présidente ; Philippe Arnaud (Digital), trésorier ; Claude Marodon (Aplamedom), trésorier adjoint ; Anil Cassam Chenaï (CPME), secrétaire ; Yannick Berezaie (Isodom), secrétaire adjoint.

60 – « Petite-Île : Première commune de La Réunion à signer une convention de partenariat "Viande péi" » paru sur Imaz press le 9 juin 2018

Lien : <http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2018/06/09/civis-petite-le-premiere-commune-de-la-reunion-a-signer-une-convention-de-partenariat-viande-pei.83353.html>

CIVIS

Petite-Île : Première commune de La Réunion à signer une convention de partenariat "Viande péi"

Publié le Samedi 09 Juin à 10H00 / Actualisé le Samedi 09 Juin à 13H25



Les 4 filières viande interprofessionnelles de l'Arivev et de l'Ariv (volaille, boeuf, porc, lapin) vont dorénavant être encore plus à l'honneur dans les écoles de la commune de Petite Île. C'est un véritable événement pour l'élevage réunionnais et pour cette commune particulièrement sensibilisée à la qualité des repas servis aux marmailles dans ses écoles.

Ce partenariat vise à développer la consommation de "Viande Péi" dans les établissements scolaires, en rapprochant les éleveurs des élèves et des chefs de cuisine. Cette démarche est en totale adéquation avec la volonté politique de la municipalité de Petite-Île qui souhaite pouvoir faire de la restauration scolaire une restauration de qualité pour permettre aux enfants de la commune d'avoir des repas équilibrés avec des produits issus de la production locale.

Cette démarche est d'autant plus naturelle qu'à Petite-Île, ville rurale, il était indispensable de lancer un signe fort en direction du monde agricole pour l'encourager et l'informer de la volonté de la commune, une collectivité certes avec de nombreuses contraintes administratives et juridiques, mais animée d'une véritable détermination à faire entrer des produits locaux au sein de la restauration des enfants de la commune.

D'ailleurs, lors du lancement de la nouvelle consultation pour l'achat des denrées alimentaires pour la période 2017-2020 il avait été décidé de flécher un certain nombre de lots du marché vers la production locale notamment pour ce qui concerne les produits frais tant la viande que les légumes.

C'est chose faite aujourd'hui, les jeunes petit-îlois ont dans leur assiette des produits locaux, viandes et légumes, qui confèrent une excellente qualité gustative aux repas servis par la cuisine centrale.

Cet ancrage territorial porté par le politique a trouvé également sa finalité dans la signature avec la CPME de la convention Stratégie pour le Bon Achat (SBA) et dans son soutien pour la Journée de la Production Réunionnaise, un rendez-vous fixé dans le cadre de la Fête de l'Ail.

L'engagement de la commune dans la Convention VIANDE PEI concerne les 8 écoles maternelles et primaires de Petite-Île, soit 1 512 enfants et 1 600 repas servis 4 jours par semaine (avec 95% d'élèves demi-pensionnaires).

www.ipreunion.com

**61 - SPOT TV - MUTA SANTE - Campagne en cours - logo de la CPME Réunion
présent**

**62 – CAMPAGNE AFFICHAGE - MUTA SANTE - logo de la CPME Réunion
présent**

11

L'ACTUALITÉ À LA RÉUNION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU SYNDICAT PATRONAL HIER SOIR

Le Medef a fait un «rêve»

Le Medef Réunion tenait son assemblée générale, hier soir, à Sainte-Marie. Devant 400 personnes, son président, Didier Fauchard, a adressé quelques messages incisifs à l'Etat, aux collectivités locales ainsi qu'à la CPME. Et en a appelé à un « partenariat public-privé fort et serein » pour développer La Réunion.

Loïc Armand avait prévenu d'emblée: le secrétaire général pour les affaires régionales de la préfecture n'allait « pas déflorer le sujet ». En l'occurrence les mesures qui vont être annoncées jeudi à Paris par le président de la République lors de la remise du Livre bleu des Assises des outre-mer.

De fait, le représentant de l'Etat dans l'île n'a formulé aucune annonce, hier soir, devant les adhérents du Medef Réunion rassemblés au Cinépalmas de Sainte-Marie à l'occasion d'une assemblée générale placée sous le signe de la transformation numérique.

« Pas des pleureuses »

Le président du syndicat patronal, Didier Fauchard, a prononcé un discours résolument offensif, montrant notamment du doigt « ce principe de précaution inscrit dans la Constitution qui bride l'esprit d'entreprendre » alors que La Réunion a besoin d'un « terreau fertile et constant ».

« Nous ne sommes ni des pleureuses, ni des enfants gâtés », a-t-il souligné au moment où l'Etat est engagé dans une revue des aides

économiques outre-mer. La défiscalisation et les exonérations de charges sont « le minimum vital pour combler le déficit de compétitivité que nous subissons ».

Le patron des patrons de La Réunion a ciblé plus généralement les pouvoirs publics sur la question des délais de paiement jugés « insupportables et qui impactent considérablement nos entreprises. Si une entreprise prenait le risque de payer au-delà des délais légaux, elle serait vraisemblablement verbalisée. Pourquoi cette règle ne s'applique-t-elle pas aux collectivités qui ne sont pas en règle ? ». Didier Fauchard a appelé l'Etat, la Région, le Département, les EPCI et les mairies à se mettre autour d'une table afin de trouver une « solution définitive pour que les délais de paiement soient respectés ». Plus globalement, il en a appelé à un « partenariat public-privé fort et serein ».

« Attitude de repli »

Sans la citer, le président du Medef Réunion a également visé la CPME. Selon lui, c'est « notre mixité d'entreprises, les petites, les moyennes et les grandes, qui permet à La Réunion de s'épanouir. Opposer



Didier Fauchard, président du Medef: « Exacerber une concurrence entre les partenaires de notre territoire n'a aucun sens ». (Photos Emmanuel Grandin)

les entreprises réunionnaises aux filiales des grands groupes, c'est dangereux et anti-économique. Cette attitude de repli risque de détruire les progrès accomplis au cours de ces 50 dernières années. Il nous faut des entreprises de toutes les tailles et de tous les horizons. Il y a une place pour tous à La Réunion et nous ne saurons accepter des postures identitaires qui risquent de détruire toute une économie. »

« Phare de l'océan Indien »

Didier Fauchard avait une vision à partager avec ses adhérents, hier soir, celle visant à « faire de La Réunion un phare de l'océan Indien. Nous n'avons pas à rougir en matière d'innovation ». Et de citer les récompenses obtenues dans les concours par le rhum, le chocolat et plus récemment la baguette de La Réunion.

Le président du Medef a fait un « rêve »: « Nous voulons une Réunion grande, exportatrice, mondialement connue, libérée de ses contraintes et carcans, de ses craintes et surtout « business friendly ».

Une Réunion du plein emploi, dont la recherche en matière de cosmétologie et de pharmacologie basée sur nos plantes endémiques aurait conduit à des solutions pour les maladies graves, une Réunion ne consommant que des énergies propres. Nous serions le premier territoire à savoir préserver sa population, ses paysages, son unité et son authenticité. Cela implique de lever les contraintes et d'assouplir les règles ».

« Au Medef, nous ne sommes pas des idéologues ou des dogmatiques mais des pragmatiques, a conclu le président du syndicat patronal. Si d'autres voquent au gré du vent et de la possibilité d'exister pendant que d'autres n'agissent que par souci de communication, le Medef Réunion se veut résolument concret, uniquement tourné vers l'entreprise, ses besoins et ses attentes. Exacerber une concurrence entre les partenaires de notre territoire n'a aucun sens. Affirmer qu'ensemble nous irons bien au-delà de nos frontières en dépassant nos divergences prend toute sa place dans notre siècle et notre histoire à construire ».

Il y avait du Martin Luther King chez Didier Fauchard, hier soir. Un doux rêve ?

Cédric BOULLAND



400 personnes ont participé à l'AG du Medef.

64 - « L'interconsulaire promeut l'économie de proximité et participe main dans la main à la mise en oeuvre d'actions en faveur de l'économie REELLE », paru sur le site de la CCI Réunion vers le 25 juin 2018

Lien : <https://www.reunion.cci.fr/index.php/actualites/504-demarche-collaborative>



#Etude REELLE

“ L'interconsulaire promeut l'économie de proximité et participe main dans la main à la mise en oeuvre d'actions en faveur de l'économie REELLE ”

Promouvoir l'économie de proximité fait désormais l'objet d'un consensus entre représentants d'entreprises et acteurs du monde économique réunionnais.

Les Chambres consulaires représentatives des entreprises locales et à travers leurs missions régaliennes, sont au coeur de l'écosystème territorial.

La convention qu'elles ont signées avec la CPME et l'Etat (DIECCTE), le lundi 25 juin 2018, leur permettront de mettre en oeuvre des actions définies dans l'étude REELLE (Ré-Enraciner l'Economie LocALE).

Cette étude exhaustive, à l'initiative de la CPME et de la DIECCTE, répertorie les potentiels de relocalisation économiques à La Réunion, secteur par secteur, et présente une vision du développement en faveur des entreprises réunionnaises, ainsi que des pistes de croissance internes et externes en diversifiant ou densifiant leurs activités actuelles.

Ainsi, la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre de Métiers et la Chambre d'Agriculture de La Réunion se sont engagées, à travers cette convention, à structurer la mise en oeuvre opérationnelle des différentes opportunités de développement de ces nouvelles offres locales, dont l'objectif est de pérenniser l'emploi, sécuriser les parcours professionnels, assurer la formation tout au long de la vie, la performance et la compétitivité des entreprises tout en garantissant la qualité de vie au travail.

Vous pouvez prendre connaissance de cette étude en cliquant ici =>  [Etude-Reelle - Rapport_CPME-REUNION.pdf](#) et du Livre Blanc ici =>  [LIVRE-BLANC_VF-.pdf](#)

65 - Economie "RÉELLE" : les trois chambres consulaires réunionnaises s'engagent Clicanoo (suite envoi communiqué) - 26 juin 2018

Lien : <https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2018/06/26/Economie-REELLE-les-trois-chambres-consulaires-reunionnaises-sengagent>

Economie "RÉELLE" : les trois chambres consulaires réunionnaises s'engagent

INFOS

Economie

26 juin 2018, 16h13

0 Commentaire(s)

PARTAGE



image article

Les trois chambres consulaires de La Réunion s'engagent à favoriser « l'économie réelle ». À travers le développement des entreprises et du territoire, le but est de pérenniser l'emploi, assurer la formation tout au long de la vie, ou encore la performance et la compétitivité des entreprises, tout en garantissant une qualité de vie au travail.

Ce lundi, la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCIR) et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMAR) signaient une convention en ce sens. La Chambre d'Agriculture se joindra à cette dynamique dès le retour de son président, absent du département.

PUBLICITÉ

[inRead invented by Teads](#)

Un protocole d'accord qui s'appuie sur la démarche de deux acteurs économique locaux. En effet, une étude exhaustive, à l'initiative de la CPME Réunion et de la DIECCTE, baptisée « RÉELLE » (Ré-Enraciner l'Économie LocaLE) répertorie, pour la première fois en 2017, les potentiels de relocalisation économiques à La Réunion secteur par secteur, et propose une vision du développement fondée sur l'accentuation des échanges locaux.

Selon la CPME, "cet outil prospectif dédié aux entrepreneurs réunionnais permet d'identifier de nouvelles opportunités, ainsi que des pistes de croissances internes et externes, en diversifiant ou en densifiant leurs activités actuelles".

C'est donc pour structurer la "mise en opérationnalité des différentes opportunités de développement de ces nouvelles offres locales", que la CPME Réunion et les Chambres Consulaires ont matérialisé leur engagement, à travers une convention, exprimant leur pleine adhésion à la notion d'ancrage territorial

66 - Didier Fauchard, président du Medef Réunion : "Nous devons libérer nos potentiels", paru sur Clicanoo le 26 juin 2018

Lien : <https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2018/06/26/Didier-Fauchard-president-du-Medef-Reunion-Nous-devons-liberer-nos>

Didier Fauchard, président du Medef Réunion : "Nous devons libérer nos potentiels"

INFOS

Economie

26 juin 2018, 14h00

0 Commentaire(s)

PARTAGE



«Aujourd'hui, nous passons un temps infini à opposer les petites entreprises avec les grandes entreprises. Nous n'avons jamais vu un train sans locomotive et sans wagon.» (photo LLY)

MEDEF. Dans une interview au Journal de l'Ile, le président du Medef Réunion, Didier Fauchard, évoque les contraintes auxquelles les entreprises réunionnaises sont confrontées quotidiennement. Il appelle à dépasser les oppositions pour avancer pour le territoire. Autant

d'éléments qui devraient être abordés à l'assemblée générale qui se tiendra ce soir.

Vous tenez votre assemblée générale ce soir. Qu'allez-vous présenter aux adhérents du Medef Réunion ?

PUBLICITÉ

[inRead invented by Teads](#)

Le fil rouge est la transformation numérique des entreprises. Elle va modifier profondément leur business modèle. Tous les secteurs sont impactés. Notre travail est d'accompagner ces entreprises sur la voie de la transformation. C'est un véritable enjeu puisqu'elles devront l'intégrer dans leurs stratégies sur les 5 à 7 ans, si elles veulent jouer dans le concert des échanges mondiaux. Autre élément abordé, nos contraintes au quotidien. En tant que chef d'entreprise, notre semaine est ponctuée d'une somme de petites tâches qui nous prennent un tiers de notre temps. Aujourd'hui, nous voulons faciliter notre quotidien pour libérer nos potentiels.

Vous parlez de quelles contraintes ?

Nous avons la loi anti-fraude qui est en route et oblige à changer les méthodologies comme la facturation ou encore les conditions générales de vente. Dans quel but veut-on faire peser ces contraintes sur le quotidien des entreprises ? Pour ce qui est du prélèvement à la source, c'est carrément une charge supplémentaire. Collecter l'impôt n'est pas le boulot des entreprises. On est en train de décaler toutes les tâches administrative vers l'entreprise. Est-ce que je suis le bras droit de l'État ? Non.

Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à la présidence, quel est votre regard sur les actions du gouvernement ?

Il y a eu plusieurs réformes engagées pour lever les freins sur les entreprises, notamment celle du code du Travail, la loi Pacte ou encore la réforme de la formation professionnelle. Nous avons un président qui va vite, très vite...

Trop vite ?

Non, car nous avons besoin d'aller de plus en plus vite sur nos business. Si l'État va aussi vite que nous sommes audacieux et agiles, cela me va très bien. La grande inconnue reste la déclinaison des différentes réformes dans le Livre Bleu Outre-mer (rendu le 28 juin, ndlr). Pour le moment, nous avons des déclarations de la ministre qui sacralisent les 2,5 milliards d'euros d'aides. Mais le détail je ne l'ai pas. Quel va être le régime d'exonérations sociales au 1er janvier 2019 ? Je n'ai pas d'éléments. Il doit encore y avoir des arbitrages sur la façon dont les 2,5 milliards d'euros vont être redistribués en outre-mer. Il n'y aura pas de Lodeom 2. Tout sera décliné dans la prochaine loi de finances. Ce qui va être un sacré travail pour savoir comment cette déclinaison va se concrétiser dans la loi de finances 2019 pour nos départements.

Pour le moment, vous n'avez pas d'engagements ?

Si, sur le Kbis. Nous avons été présents tous les mois pour remonter à Paris les éléments qui expliquaient que nous ne pouvions pas rester dans la situation actuelle. Nous avons fait remonter les informations qui préconisaient une privatisation du greffe avec un fonctionnement cohérent. Tout doit être mis en place dès le 1er janvier 2019.

Comment voyez-vous cette dernière année de mandat à la tête du Medef Réunion ?

Sur ce mandat, nous avons profondément modifié l'image du Medef. Chez nos adhérents, nous avons cet ancrage sur le territoire. Nous ne pouvons pas demander à nos entreprises de se transformer, sans que notre organisation ne se transforme également. L'enjeu fondamental est d'être à l'écoute des adhérents. C'est un fait, aujourd'hui nos entreprises ne sont pas au même niveau de compétitivité que celles de la métropole. Je ne suis pas dans la défense d'un intérêt, mais dans la défense de l'entreprise.

Vous évoquez le déficit de compétitivité, mais cette demande va dépendre de ce qui va se dire très prochainement au niveau national ?

Nous allons batailler jusqu'à la fin de l'année. Techniquement, le projet loi de finances sera présenté au mois de septembre avec un passage devant l'Assemblée nationale, puis le Sénat. Nous venons d'envoyer une note Medef au ministère et aux parlementaires en complément de la contribution régionale (rédigée par l'ensemble des organisations patronales et présentée la semaine dernière à la Région, ndlr) qui apporte nos attentes en matière d'aides pour l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Nous espérons rencontrer les parlementaires en juillet pour échanger avec eux. Nous devons avoir un socle, pour avoir la même compétitivité que les entreprises métropolitaines et des aides pour combler nos handicaps structurels. De nouvelles mesures pourraient nous aider à conquérir des parts de marché à l'international. Il nous faut des outils pour nous accompagner à l'export. Nous avons également fait de propositions pour soutenir des secteurs comme le tourisme, voire relancer des activités traditionnelles comme le BTP. Nous demandons une relance du plan Logement outre-mer.

Pourquoi ne pas avoir intégré ces éléments dans la contribution présentée à la Région ?

C'est un document stratégique et celui de la Région est un cadre stratégique qui donne des orientations. Nous avons convenu de décliner secteur par secteur les orientations à prendre. Le grand sujet de ce document est l'adaptation des normes. C'est de se demander ce que la collectivité locale peut mettre en œuvre pour que le gouvernement nous propose un terreau économique propice à nos entreprises. C'est un document très positif. Nous devons absolument nous projeter à l'extérieur avec des produits et services qui représentent La Réunion. Nous devons avoir des investisseurs à La Réunion car nous voulons bien évidemment de la création d'emploi. Nous avons 134 000 chômeurs : nous devons donner de l'espoir aux jeunes.

Comment faire pour préparer les jeunes à jouer la carte de la mobilité ?

Nous mettons en avant un Erasmus océan Indien, offrant la possibilité de se former dans les pays de la zone, et un partenariat CNARM Réunion avec le Medef local et celui de la Bretagne. Nous sommes pleinement acteurs de la mobilité à l'inverse de

ceux qui disent : «Il faut un emploi pour tout le monde à La Réunion ' Pour résorber le chômage en 5 ans, il faudrait créer 20 000 emplois par an. Aujourd'hui, nous en sommes à 5 000. Il faudrait multiplier par 4 la croissance, c'est impossible. En accompagnant les jeunes avec les branches présentes en Bretagne, nous proposerons 200 offres fermes sur l'agroalimentaire.

Vous représenterez-vous l'année prochaine ?

C'est un mandat de trois ans, il y a au cœur de ma profession de foi le projet d'inscrire l'entreprise dans l'esprit de chacun. Est-ce que c'est un mandat unique ou un autre mandat ' Honnêtement, ce n'est pas la question. Nous n'en sommes pas là. Nous devons travailler. Le reste sera pour plus tard (!). Aujourd'hui, nous passons un temps infini dans ce pays à opposer les petites entreprises avec les grandes entreprises. Nous n'avons jamais vu un train sans locomotive et sans wagon.

C'est un message adressé à la CPME ?

Dans le logo de la CPME il y a quoi ' Elle s'occupe des PME et c'est logique. Mais nous, nous avons toutes les entreprises. Nous sommes une organisation où nous voyons des entreprises de toutes tailles où l'enjeu est le trait d'union. Il faut dépasser cette notion d'opposition si l'on veut développer ce territoire. Quand je dis tous ensemble, ce sont à la fois les entreprises mais également les collectivités. Toutes les composantes doivent avancer.

67 - « Assises des Outre-mer: Didier Robert présente le modèle économique réunionnais à la Ministre des Outre-mer » Freedom.fr du 25 juin

Lien : <http://freedom.fr/assises-des-outre-mer-didier-robert-presente-le-modele-economique-reunionnais-a-la-ministre-des-outre-mer/>



Assises des Outre-mer: Didier Robert présente le modèle économique réunionnais à la Ministre des Outre-mer

Publié le 25 juin 2018 dans Actualités/Infos Réunion

Le Président de la Région a été reçu ce lundi par la ministre des Outre-mer, Annick Girardin. Il a officiellement remis à la Ministre, la contribution de la Région Réunion.

Une contribution qui pose les fondamentaux du modèle économique réunionnais permettant d'aller plus loin en matière d'attractivité du territoire et de compétitivité des entreprises locales. Un document historique réalisé en concertation avec l'ensemble des acteurs économiques de l'île (ADIR, CAPEB, Chambre d'Agriculture, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Chambre de Commerce et d'Industrie, Cluster maritime, Cpme-réunion, Digital réunion, Frbtp, Medef-réunion, la réunion économique).

« Il s'agit d'une feuille de route qui va nous permettre d'aller plus loin, notamment au niveau fiscalité. Un second souffle pour nos entrepreneurs qui à terme vont privilégier davantage la création d'emplois », a déclaré Didier Robert.

Le Président de la Région a également insisté sur la nécessité de sanctuariser les moyens mis à disposition par l'Etat : *« la dotation de 2,5 milliards d'euros doit être un élément de confiance qui nous permet d'aborder le projet de loi de finances 2019 avec*

sérénité. Les propositions économiques présentes dans cette contribution doivent faire l'objet d'un pacte de plusieurs années entre l'Etat et la Région ».

Un prochain rendez-vous est pris cette semaine, toujours dans le cadre des Assises des Outre-mer engagées par le Gouvernement. Didier Robert participera en effet ce jeudi 28 juin, à la remise du livre bleu, au Président de la République Emmanuel Macron à l'Élysée.

68 – « Les premiers lauréats des MDA sont... », paru dans le Quotidien du 27 juin 2018

Les premiers lauréats des MBA sont...



Les lauréats des premiers Medef Business Awards en compagnie des membres du jury. (Photo Philippe Chan Cheung)

Komela formations dans la catégorie 0 à 5 salariés, EDL CB Réunion chez les 6-10 salariés, Clicanoo pour les 11 à 20 salariés, MDSI de 21 à 50 salariés et CBo Territoria au-delà de 50 salariés: voilà les cinq gagnants de la première édition des Medef Business Awards (MBA), dont la remise des prix s'est

déroulée hier soir à Sainte-Marie au cours de l'assemblée générale du syndicat patronal. Un coup de cœur du jury a par ailleurs été décerné à Act OL.

Shenaz Zadvat-Ghanty, administratrice du Medef, l'a reconnu: ce trophée est « un de plus » au côté de ceux de l'Eco Austral mais aussi

de la CPME. A quoi bon, alors? « Il offre la possibilité à toutes les entreprises de se challenger en passant par du networking. Les MBA obligent nos entreprises à se remettre en question, à oser et innover », a répondu la patronne d'Offital.

Cette première édition était placée sous le signe de la transfor-

mation digitale mais la plupart des lauréats ont insisté sur la nécessité de « mettre l'humain au cœur » de toute stratégie.

La manifestation a vocation à revenir l'an prochain avec une autre thématique qui n'a pas encore été déterminée.

C.B.

69 - « Faire germer la notion d'entreprise réunionnaise est dangereux et antiéconomique », paru dans le JIR le 27 juin 2018.

6 **LA RÉUNION**

Mercredi 27 juin 2018 • Le Journal de l'île

FAITS DIVERS POLITIQUE **ÉCONOMIE** SOCIÉTÉ CULTURE JOURNAL DES COMMUNES FORUM

"Faire germer la notion d'entreprise réunionnaise est dangereux et antiéconomique"

MEDEF. Devant ses adhérents, Didier Fauchard a tenu un discours offensif envers l'Etat, alors que les contours des aides économiques ne sont toujours pas arrêtées, mais également vers la CPME qu'il a fortement critiqué sur sa volonté à défendre uniquement l'entreprise réunionnaise.

Hier soir, les 400 adhérents du Medef se sont retrouvés pour une assemblée générale placée sous le signe de la transformation numérique. « Une obligation pour les entreprises face à un monde qui change. Nous devons être agiles et rapides », rappelle en préambule le président du Medef, Didier Fauchard.

L'occasion pour lui de faire passer plusieurs messages à l'Etat. Il a été question de « freins » et « d'avalanche de normes » inadaptés aux yeux du Medef pour des entreprises distancées sur la compétitivité face à leurs homologues métropolitaines. Un

PAS DES PLEUREURS

« J'appelle de mes vœux une visibilité et une pérennité des dispositifs de soutien à l'investissement », poursuit-il. Ces aides de 2,5 milliards d'euros doivent être sanctuarisées. « Nous ne sommes ni des pleureurs, ni des enfants gâtés », lâche Didier Fauchard. Le Medef veut faire de La Réunion un

« phare » de l'océan Indien. « Les outils tels que les aides d'Etat à l'investissement, au fonctionnement comme les exonérations de charges sociales renforcées et les exonérations fiscales sont le minimum vital. » Le Medef promet de se mobiliser pour que ce « socle » soit assuré dans la prochaine loi de finances 2019.

Au-delà du premier combat gagné sur la privatisation du greffe pour la délivrance des kbis, Didier Fauchard a longuement insisté sur les délais de règlement des collectivités. « Il apparaît que les collectivités paient très régulièrement à échéance 3 à 12 mois (...). Si une entre-

prise prenait le risque de payer au-delà des délais légaux, elle serait verbalisée et le chef d'entreprise pénalement responsable. Alors pourquoi cette loi ne s'applique-t-elle pas aux collectivités ? », s'interroge-t-il. Didier Fauchard a interpellé directement les collectivités présentes dans la salle. « Nous devons nous mettre autour d'une table afin de trouver une solution définitive pour que les délais de paiement publics soient strictement respectés. »

« IL Y A UNE PLACE POUR TOUS À LA RÉUNION »

Le président du Medef a également souligné l'importance de la récente contribution rendue par l'ensemble des organisations patronales (lire nos précédentes éditions), une feuille de route pour les entreprises réunionnaises qui doit permettre d'adapter les « normes » aux spécificités de notre territoire. Si toutes les organisations ont signé, quelques divergences de taille semblent toujours exister. Didier Fauchard a réaffirmé la position du Medef face à la CPME. Sans jamais la citer, le président du Medef s'est montré très critique sur son positionnement.

« Notre économie tirera sa force de notre mixité d'entreprises (...). Le discours qui consiste à faire germer la notion d'entreprise réunionnaise, en opposition aux filiales de groupes, est dangereux et antiéconomique (...). Il y a une place pour tous à La Réunion. » Le Medef rappelle que La Réunion est une terre d'attractivité. Pas question



Didier Fauchard : « J'appelle de mes vœux une visibilité et une pérennité des dispositifs de soutien à l'investissement »

de « communiquer » mais « d'exister ». « Nous devons agir, entreprendre, défendre l'entreprise, une ligne du Medef qui dans ces temps incertains est bien mise à mal par des démagogues n'agissant qu'à des fins personnelles. »

Didier Fauchard appelle à un vœu, celui de progresser tous ensemble. Il se tourne une nouvelle fois vers les collectivités en appelant à

Julien Delarue
jdelarue@jir.fr

Clicanoo remporte un Medef Business Awards



Les lauréats : Koméla Formation, EDL CB Réunion, Clicanoo, Groupe MDSI, CBo Territoria et ACTOI (coup de cœur)

A l'occasion de son assemblée générale annuelle, le Medef Réunion a souhaité innover en organisant la remise des premiers Medef Business Awards (MBA). Organisés en partenariat avec l'Association des Agences-Conseils en Communication (AAC) et le magazine Mémento, ces trophées avaient pour objectif d'encourager et de valoriser les entreprises réunionnaises

qui ont réussi à transformer leur activité et leur modèle grâce au numérique. Parmi les lauréats, notre site internet Clicanoo a été récompensé par les membres du jury. « Nous avons entamé une grande transition vers le digital, il était très important pour nous de répondre aux attentes du marché », a expliqué Sarah Laurent de Clicanoo. Paris réussi !

70 – « Signature d'une convention pour l'économie de proximité », paru sur Imaz Press le 27 juin 2018

Les chambres consulaires s'engagent

Signature d'une convention pour l'économie de proximité

Publié le Mercredi 27 Juin à 09H00 / Actualisé le Mercredi 27 Juin à 11H25



Les chambres consulaires se sont engagées ce lundi 25 juin 2018 à travers la signature d'une convention, pour l'économie RÉELLE (Ré-Enraciner l'Économie LocaLE). Un accord à l'initiative de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises de La Réunion (CPME) et de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIECCTE). L'objectif de cette dynamique : favoriser le développement en accentuant les échanges locaux.

Promouvoir l'économie de proximité fait désormais l'objet d'un consensus quasi unanime entre représentants d'entreprises et acteurs du monde économique réunionnais.

Main dans la main pour une économie de proximité

La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI Réunion) et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMAR) ont ainsi signé une convention en faveur de "l'économie RÉELLE" ce lundi 25 juin 2018 au siège de la CCI Réunion à Saint-Denis. Avant d'être rejoint par la Chambre d'Agriculture "dès le retour de son président, absent du département" précise la CPME.

RÉELLE pour Ré-Enraciner l'Économie LocaLE, ou un outil prospectif dédié aux entrepreneurs réunionnais qui permet d'identifier de nouvelles opportunités, ainsi que des pistes de croissances internes et externes, en diversifiant ou en densifiant leurs activités actuelles.

"Cette approche n'a toutefois de sens que si elle vient appuyer le développement des écosystèmes territoriaux, actionner les leviers de l'innovation et de l'internationalisation, et renforcer les solidarités entre toutes les parties prenantes de l'économie réunionnaise", estime Dominique Vienne, président de la CPME Réunion.

"À travers le développement des entreprises et du territoire, l'objectif est de pérenniser l'emploi, sécuriser les parcours professionnels, assurer la formation tout au long de la vie, la performance et la compétitivité des entreprises tout en garantissant une qualité de vie au travail" ajoute la CPME.

Les parties signataires se sont donc engagées à mettre en œuvre la dynamique "RÉELLE" afin de promouvoir et évaluer les préconisations de l'étude éponyme réalisée en 2017. Cette dernière répertorie les potentiels de relocalisation

économiques à La Réunion secteur par secteur et proposant une vision du développement fondée sur l'accentuation des échanges locaux.

À l'issue de la présentation finale de l'étude RÉELLE, la CPME Réunion a donc décidé de verser dans le bien commun l'ensemble des données et des méthodologies, par l'intermédiaire des Chambres consulaires.

www.ipreunion.com

71 – « Didier ou Dominique ? », paru dans le JIR du 28 juin 2018

Didier ou Dominique ?

La conseillère régionale en charge de la coopération Lynda Lee Mow Sim s'est un peu égarée dans son discours à l'assemblée générale du Medef. Chargée de représenter le président de Région Didier Robert, absent pour obligation professionnelle à Paris, l'avocate de profession s'est pris les pieds dans le tapis au moment de commencer sa plaidoirie régionale en faveur des entreprises. Après avoir adressé ses salutations d'usages aux différents présidents de collectivité, députés et représentant de l'Etat, son "cher Dominique" adressé au président du Medef "Didier Fauchard" en a fait tousser plus d'un dans la salle... Il fallait voir dans ce "cher Dominique" une référence au président de la CPME, Dominique Vienne. Mais ce n'était ni le lieu, ni la personne. Un méli-mélo des plus savoureux devant les 400 adhérents du Medef qui ne cotisent pourtant pas à la CPME aux dernières nouvelles.



Visiblement, l'assemblée générale du Medef en a troublé plus d'un. A commencer par le conférencier Denis Jacquet invité pour cette occasion à débattre sur l'ubérisation de l'économie. Le décalage horaire lui a joué des tours ou le fauteuil du cinéma était trop confortable. Qui sait ?

72 – « La CPME lance At'Mot'Sphère sur le thème de la qualité de vie au travail », paru sur clicanoo le 28 juin 2018

La CPME lance At'Mot'Sphère sur le thème de la qualité de vie au travail

INFOS

Réunion

Economie

28 juin 2018, 17h20

0 Commentaire(s)

PARTAGE



Jean-François Tardif (vice-président de la CPME Réunion en charge des Services), Indina Nice (Directrice de formation de l'AREFIP), Thierry Pierrat (Directeur régional d'AG2R La Mondiale), Santhi Véloupoulé (Déléguée générale de la CPME Réunion), Loïc Amiot (chargé de mission à l'ARVISE), Sandrine Legoff (Directrice adjointe des ressources humaines chez Air Austral), Daniel Clain (Directeur de la sécurité à l'aéroport Roland Garros), et Claudia Maria (Assistante ressources humaines chez Tamarins Services)

La Confédération des PME de La Réunion a présenté ce jeudi 28 juin 2018 à Saint-Gilles une nouvelle démarche baptisée AT'MOT'SPHERE. Cette expérimentation inédite sur le thème de la Qualité de Vie au Travail (QVT) au sein des petites et moyennes entreprises sera portée par l'organisation patronale, sélectionnée dans le cadre d'un appel à projet lancé par le réseau Anact-Aract (Association nationale pour l'amélioration des conditions de travail) en 2017.

AT'MOT'SPHERE est un projet pilote régional et sectoriel, financé par le Fonds pour l'Amélioration des Conditions de Travail (FACT) de l'Anact. Grâce à des expérimentations menées au sein de TPE et PME volontaires, cette démarche doit permettre d'identifier des axes d'amélioration de la qualité de vie au travail (QVT) dans les domaines du service. Dans l'île, ce secteur, en forte mutation, représente 45% des entreprises et constitue donc un terrain de travail propice dans le cadre de cette expérimentation.

PUBLICITÉ

[inRead invented by Teads](#)

« En raison de leur taille, les TPE et PME - qui ne disposent pas de responsable des ressources humaines - ne sont ni sensibilisées, ni accompagnées sur les questions relatives à la qualité de vie au travail. Elles représentent pourtant plus de 75% des entreprises du secteur des services à La Réunion. Il s'agit donc d'un enjeu majeur sur le plan social mais aussi sur celui de la compétitivité de nos petites et moyennes entreprises. Une qualité de vie au travail mesurée et pilotée par les parties prenantes est un indicateur corrélé à celui de la performance économique d'une entreprise », souligne Santhi Véloupoulé, Déléguée Générale de la CPME Réunion.

Dans un premier temps, un état des lieux de la qualité de vie au travail dans le secteur des services sera établi avec l'appui de Patrick Valéau, directeur de recherche spécialisé en ressources humaines à l'Université de la Réunion. Sur la base de ce diagnostic, des groupes de concertation composés de salariés et de dirigeants devront

proposer, tester et évaluer de manière conjointe des actions permettant d'améliorer à la fois la qualité de vie au travail et la performance économique des entreprises. Ces expérimentations aboutiront à un accord régional recensant les meilleures pratiques du territoire Réunion. Elles seront portées comme exemples vers l'ensemble des régions françaises.

Convaincue que l'amélioration des conditions de vie au sein des TPE et PME est profitable pour les salariés, mais qu'elle est aussi source de performance ; la CPME Réunion a construit sa démarche QVT comme le troisième pilier de sa politique RSE (Responsabilité sociétale de l'entreprise) aux côtés de ses projets phares que sont l'étude pour le réenracinement de l'économie locale (RÉELLE) et la Stratégie du Bon Achat (SBA).



73 - Signature d'une convention pour l'économie de proximité, paru sur le portail Orange Réunion - 27 juin 2018

Lien : <https://reunion.orange.fr/actu/reunion/signature-d-une-convention-pour-l-economie-de-proximite.html>

Signature d'une convention pour l'économie de proximité



Photo CPME Réunion

Les chambres consulaires se sont engagées ce lundi 25 juin 2018 à travers la signature d'une convention, pour l'économie RÉELLE (Ré-Enraciner l'Économie LocalE). Un accord à l'initiative de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises de La Réunion (CPME) et de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIECCTE). L'objectif de cette dynamique : favoriser le développement en accentuant les échanges locaux.

Promouvoir l'économie de proximité fait désormais l'objet d'un consensus quasi unanime entre représentants d'entreprises et acteurs du monde économique réunionnais.

Main dans la main pour une économie de proximité

La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI Réunion) et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMAR) ont ainsi signé une convention en faveur de "l'économie RÉELLE" ce lundi 25 juin 2018 au siège de la CCI Réunion à Saint-Denis. Avant d'être rejoint par la Chambre d'Agriculture "dès le retour de son président, absent du département" précise la CPME.

RÉELLE pour Ré-Enraciner l'Économie LocalE, ou un outil prospectif dédié aux entrepreneurs réunionnais qui permet d'identifier de nouvelles opportunités, ainsi que des pistes de croissances internes et externes, en diversifiant ou en densifiant leurs activités actuelles.

"Cette approche n'a toutefois de sens que si elle vient appuyer le développement des écosystèmes territoriaux, actionner les leviers de l'innovation et de l'internationalisation, et renforcer les solidarités entre toutes les parties prenantes de l'économie réunionnaise", estime Dominique Vienne, président de la CPME Réunion.

"À travers le développement des entreprises et du territoire, l'objectif est de pérenniser l'emploi, sécuriser les parcours professionnels, assurer la formation tout au long de la vie, la performance et la compétitivité des entreprises tout en garantissant une qualité de vie au travail" ajoute la CPME.

Les parties signataires se sont donc engagées à mettre en œuvre la dynamique "RÉELLE" afin de promouvoir et évaluer les préconisations de l'étude éponyme réalisée en 2017. Cette dernière répertorie les potentiels de relocalisation économiques à La Réunion secteur par secteur et proposant une vision du développement fondée sur l'accentuation des échanges locaux.

À l'issue de la présentation finale de l'étude RÉELLE, la CPME Réunion a donc décidé de verser dans le bien commun l'ensemble des données et des méthodologies, par l'intermédiaire des Chambres consulaires.

www.ipreunion.com

74 – « Economie à La Réunion: La CCI, la Chambre de Métiers et d'Artisanat et la Chambre d'Agriculture s'engagent sur l'économie réelle », paru sur Outremer360 le 28 juin 2018

Lien : <http://outremers360.com/economie/economie-a-la-reunion-la-cci-la-chambre-de-metiers-et-dartisanat-et-la-chambre-dagriculture-sengagent-sur-leconomie-reelle/>

Economie à La Réunion: La CCI, la Chambre de Métiers et d'Artisanat et la Chambre d'Agriculture s'engagent sur l'économie réelle

28 juin 2018 No Comment bassin-indien-Appli Economie Fil-info-appli



©CPME Réunion

Ce mardi 26 juin, la CCI de La Réunion, la Chambre de Métiers et d'Artisanat et la Chambre d'Agriculture ont signé une convention sur l'étude REELLE créée et portée par la CPME Réunion et la DIECCTE, a annoncé la CPME dans un communiqué retranscrit en intégralité ci-dessous.

Promouvoir l'économie de proximité fait désormais l'objet d'un consensus quasi unanime entre représentants d'entreprises et acteurs du monde économique réunionnais. Les trois chambres consulaires du département se sont engagées à favoriser « l'économie réelle ». La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI Réunion) et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMAR) ont signé une convention en faveur de « l'économie réelle » ce lundi 25 juin 2018 au siège de la CCI Réunion à Saint-Denis. La Chambre d'Agriculture se joindra à cette dynamique dès le retour de son président, absent du département.

Quels objectifs ?

Tout territoire ouvert sur l'extérieur a des richesses qui s'échappent. A l'image d'unseau percé, on peut les qualifier de pertes de potentialités de développement économique. Cependant, il faut garder à l'esprit qu'au plan macroéconomique, le développement d'un territoire va dépendre du rapport entre les richesses qui y entrent et celles qui en sortent. Une plus grande performance économique du territoire permet une meilleure agilité dans le cadre de la mondialisation et de la construction d'une offre réunionnaise à l'export et plus globalement dans son inclusion aux échanges. Ainsi, les efforts engagés pour capter des richesses à l'extérieur sont une condition nécessaire mais non suffisante du développement économique. Ces efforts n'ont de sens que s'ils se doublent d'une action en faveur du circuit économique local, c'est-à-dire permettant d'intensifier les échanges entre les agents économiques (entreprises, ménages, organismes publics, etc...) du territoire.



La capacité à convertir une partie de ces pertes économiques en échanges, en activités et en emplois pérennes et non délocalisables constitue un enjeu de premier plan pour le développement économique des territoires.

Poser un diagnostic partagé par l'ensemble des partenaires socio économiques pourra permettre de mener un dialogue social territorial sur des bases communes.

Quels bénéfices ?



Acteurs Institutionnels
(Institutions locales, nationales, européennes et états voisins)

- Adapter les politiques économiques en termes de financements en mettant en avant des indicateurs de performance.
- Favoriser une économie circulaire locale par des projets de lois et des décrets.
- Agir directement sur l'emploi dans les secteurs économiques précis qui connaissent soit des situations difficiles, soit des potentiels de développement fort.



Syndicats et associations professionnelles

- Adopter une nouvelle posture syndicale : passer de l'entreprise au territoire.
- Informer leurs adhérents sur les filières porteuses, les secteurs d'avenir, les opportunités économiques.
- Construire un dialogue social territorial.



Consommateurs, opinion publique

- Prouver que la consommation locale est un véritable levier économique.
- Responsabiliser le citoyen dans les engagements qu'il prend dans son quotidien.
- L'encourager à « Oser La Réunion » pour un avenir économique plus autonome.



Circuit vertueux pour l'entreprise

Contact CPME Réunion : SA, chemin de la Vallée 97410 Saint-Pierre, tél: 02 62 94 42 16

Vers une étude RÉELLE pour Ré-Enraciner l'Économie Locale



1^{er} constat :
Les partenaires socio-économiques n'ont aujourd'hui pas de diagnostic partagé de leur territoire. C'est pourtant une condition importante afin de poser les bases d'un dialogue social territorial constructif et vertueux, soucieux de répondre aux attentes et besoins de l'ensemble de l'écosystème.

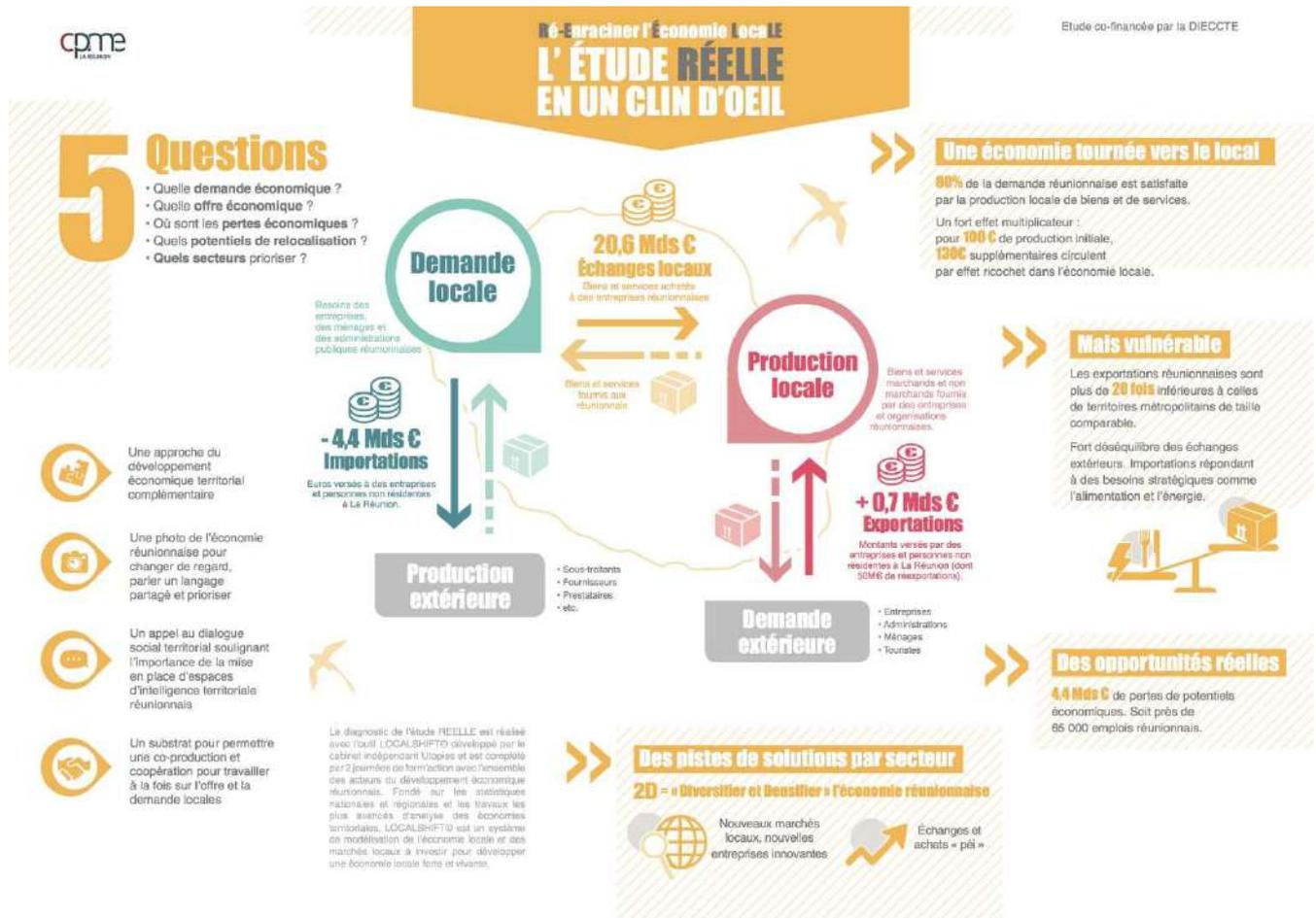
2^{ème} constat :
Les territoires sont aujourd'hui largement sensibilisés et mobilisés sur les enjeux de captation de richesses : compétitivité, prospection de nouvelles entreprises, attractivités touristiques, accueil de nouveaux habitants, etc. Mais, ces stratégies économiques laissent souvent de côté une question cruciale : dans quelle mesure les richesses captées génèrent-elles réellement un effet d'entraînement sur le développement de l'économie locale ? En injectant de la valeur dans l'économie locale, la captation de la richesse permet en théorie d'en stimuler la croissance. Toutefois, l'effet d'entraînement accompli (en terme d'activité, d'emploi, de fiscalité, etc...) peut s'avérer limité si l'économie locale ne parvient pas à retenir ces richesses et à les faire circuler en son sein.

©CPME Réunion

Ce protocole d'accord s'appuie sur la démarche initiée conjointement par la CPME Réunion et la DIECCTE. A l'initiative de ces deux acteurs, une étude exhaustive baptisée « RÉELLE » (Ré-Enraciner l'Économie LocalE) répertorie, pour la première fois en 2017, les potentiels de relocalisation économiques à La Réunion secteur par secteur, et propose une vision du développement fondée sur l'accentuation des échanges locaux. Cet outil prospectif dédié aux entrepreneurs réunionnais permet d'identifier de nouvelles opportunités, ainsi que des pistes de croissances internes et externes, en diversifiant ou en densifiant leurs activités actuelles.

« Cette approche n'a toutefois de sens que si elle vient appuyer le développement des écosystèmes territoriaux, actionner les leviers de l'innovation et de l'internationalisation, et renforcer les solidarités entre toutes les parties prenantes de l'économie réunionnaise », estime Dominique Vienne, président de la CPME Réunion.

À l'issue de la présentation finale de l'étude RÉELLE, la CPME Réunion a donc décidé de verser dans le bien commun l'ensemble des données et des méthodologies, par l'intermédiaire des Chambres consulaires. La Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et la Chambre d'Agriculture de La Réunion, étant en effet, au travers de leur représentativité et de leurs missions régaliennes, au cœur de cet écosystème territorial.



©CPME Réunion

Afin de structurer la mise en opérationnalité des différentes opportunités de développement de ces nouvelles offres locales, la CPME Réunion et les Chambres Consulaires ont décidé matérialiser leur engagement à travers une convention, exprimant ainsi leur pleine adhésion à la notion d'ancrage territorial.

À travers le développement des entreprises et du territoire, l'objectif est de pérenniser l'emploi, sécuriser les parcours professionnels, assurer la formation tout au long de la vie, la performance et la compétitivité des entreprises tout en garantissant une qualité de vie au travail. Les parties signataires se sont donc engagées à mettre en œuvre la dynamique « RÉELLE » afin de promouvoir et évaluer les préconisations de l'étude éponyme.

CATÉGORIES : [bassin-indien-Appli](#), [Economie](#), [Fil-info-appli](#)

75 – « A Paris, la CPME Réunion propose des solutions pour le développement économique et l'économie circulaire », paru sur Outremer360 - Sénat 24 juin

Lien : <http://outremers360.com/economie/a-paris-la-cpme-reunion-propose-des-solutions-pour-le-developpement-economique-et-leconomie-circulaire/>

A Paris, la CPME Réunion propose des solutions pour le développement économique et l'économie circulaire

24 juin 2018 No Comment bassin-indien-Appli Economie Fil-info-appli



En marge de la tenue du colloque sur « Révéler l'ancrage territorial des économies ultramarines », le Président de la CPME Réunion s'est entretenu au cours de cette semaine avec la Ministre des Outre-mer Annick Girardin et un conseiller du Ministre de la Transition écologique Nicolas Hulot.

« Notre intention était de montrer que nous ne sommes pas uniquement dans des demandes ou des attentes. Nous venons proposer des solutions. Dans la France Océanique, les Outre-mer sont aussi et il faut le voir comme tels, des espaces de solutions. Nous sommes venus partager notre vision de développement de l'île de Réunion, que nous appelons « Oser La Réunion », parce ce qu'il faut de l'audace. » souligne Dominique Vienne, le Président de la CPME Réunion. Pour le représentant des petites et moyennes entreprises de La Réunion, il s'agissait d'évoquer l'ensemble des pistes nécessaires aux conditions de transformation de nos territoires océaniques « croire en nos territoires et croire en nous, avoir l'envie de réussir ensemble, voilà ce qui doit nous mener au succès. L'engagement des citoyens, des entreprises et des institutions publiques, sera le moteur de notre réussite ».

La situation concernant les délais de paiement pour les entreprises réunionnaises a également été abordée. « Notre solution était de lui dire que les collectivités publiques territoriales qui

travaillent avec des financements européens et nationaux, pourraient pré-financer en faisant une cession de créance auprès de la banque des territoires, pour payer immédiatement les entreprises sans attendre de recevoir ces fonds. A La Réunion, tout le monde reconnaît également aujourd'hui que l'on crée des dégâts économiques parce le temps administratifs n'est pas le temps économique. Nous avons ainsi proposé des solutions qui créent des conditions de facilitation de paiement ».

Une expérimentation sur l'économie circulaire à La Réunion

A l'occasion de la présentation de la feuille de route du gouvernement sur l'économie circulaire, Dominique Vienne a rencontré un conseiller du Ministère de la Transition écologique. L'Etat a ainsi élaboré 50 mesures qui visent à orienter les consommateurs, renforcer la gouvernance des responsabilités élargies des producteurs (REP) et rentabiliser le recyclage, à travers 4 axes: « mieux consommer, mieux valoriser, mieux recycler, mieux collaborer ». « C'est sous ce quatrième axe que nous avons rencontré le Ministre de la Transition Ecologique car nous conduisons une étude REELLE (Ré-enraciner économie locale) qui répond à cet axe. « Nous avons envisager une collaboration avec le Ministère de la Transition écologique. Le conseiller s'est dit intéressé à créer un projet avec la CPME Réunion pour faire une expérimentation sur un territoire de la France océanique pour mettre en oeuvre cette dynamique REELLE pour ensuite le dupliquer sur les autres territoires de la France », précise Dominique Vienne. Cette expérimentation pourrait ainsi voir le jour dans les trois prochains mois.

CATÉGORIES : [bassin-indien-Appli](#), [Economie](#), [Fil-info-appli](#)